

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Les intermédiaires financiers non bancaires et la politique monétaire, par F. Brechling — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NON BANCAIRES ET LA POLITIQUE MONÉTAIRE

par F. BRECHLING,

Research Officer at the National Institute of Economic and Social Research, Londres.

1. Introduction.

Au cours des dernières années, les économistes qui étudient les problèmes monétaires, ont pris de plus en plus conscience de l'importance grandissante des intermédiaires financiers non bancaires dans la plupart des économies occidentales. Les problèmes que ceux-ci posent à la théorie monétaire et à la politique monétaire ont été analysés dans de nombreuses études intéressantes ⁽¹⁾. Cet article est consacré à un problème particulier qui a été quelque peu controversé, à savoir comment les intermédiaires financiers non bancaires

peuvent faire échouer les mesures de politique monétaire restrictive ou en réduire l'efficacité. Dans les premières sections de cet article, nous étudierons le problème du point de vue théorique; ensuite, nous examinerons le comportement réel d'un type particulier d'intermédiaires financiers non bancaires, à savoir les *building societies* au Royaume-Uni. De cet examen se dégageront les conclusions suivantes : d'une part, il est vraisemblable que les intermédiaires financiers non bancaires réduisent l'efficacité des mesures de politique monétaire restrictive et, d'autre part, il apparaît que les *building societies* au Royaume-Uni ont affaibli l'action monétaire restrictive au cours des dernières années.

⁽¹⁾ La littérature traitant de ces problèmes est devenue très abondante. Parmi les études récentes, m'ont paru particulièrement intéressantes celles de : A.B. Cramp, « Financial Intermediaries and Monetary Policy », *Economica*, Londres, mai 1962; G. Clayton, « British Financial Intermediaries in Theory and Practice », *Economic Journal*, Londres, décembre 1962; les contributions de J. Aschheim, K. Brunner, A.H.

Meltzer, J. Tobin, W.C. Brainard, A.P. Lerner, A. Benavie, H.P. Minsky à « Financial Institutions and Monetary Policy : A Re-examination of their Interrelationship », *American Economic Review*, Papers and Proceedings, Menasha-Wisconsin, mai 1963.

2. Les intermédiaires financiers non bancaires et les organismes à fonction monétaire.

Tout d'abord, nous devons attirer l'attention sur l'importante distinction qui existe entre les intermédiaires financiers non bancaires et les organismes à fonction monétaire. Les premiers ne font qu'*emprunter* et prêter de la monnaie existante, tandis que les seconds peuvent *créer* de la monnaie dans les limites que leur fixent leurs trésoreries et leurs coefficients de trésorerie. La caractéristique essentielle des institutions créatrices de monnaie est que leurs dépôts sont généralement acceptés comme moyens de paiement; ce n'est pas le cas pour les dépôts auprès d'intermédiaires financiers non bancaires.

La distinction entre intermédiaires financiers non bancaires et organismes monétaires peut être illustrée par l'exemple suivant. Supposons que le système des banques commerciales bénéficie dans l'ensemble d'un accroissement de ses trésoreries. Il peut augmenter ses dépôts *plus* que ses trésoreries se sont renforcées, car l'expansion des dépôts ne lui fait perdre que relativement peu de ressources de trésoreries. En d'autres mots, les clients des banques commerciales s'accommodent parfaitement de l'emploi de dépôts en tant que moyens de paiement. La situation des *building societies* est toute différente. Lorsque leurs dépôts augmentent de 100 livres, l'expansion de leurs prêts ne peut dépasser 100 livres, car leurs emprunteurs veulent obtenir en contrepartie de leurs endettements de la monnaie et *non* des dépôts auprès de ces sociétés. En d'autres mots, les dépôts effectués auprès d'une *building society* n'étant pas acceptés en tant que moyens de paiement, sa faculté de prêter est limitée à ses emprunts.

Le classement d'un type particulier d'intermédiaire financier parmi les organismes monétaires ou parmi les intermédiaires financiers non bancaires, dépend donc du critère suivant : le consentement général à recevoir ses dépôts comme moyens de paiement usuel. Il en résulte qu'un type particulier d'intermédiaire financier peut ne pas avoir de fonction monétaire dans un pays et être organisme monétaire dans un autre. Cependant, dans la plupart des pays européens, les organismes monétaires — autres que la banque centrale — sont essentiellement les banques commer-

ciales, tandis que les intermédiaires financiers non bancaires comprennent les *merchant banks*, les sociétés de financement, les *building societies*, les compagnies d'assurance, etc.

3. Les effets d'une politique monétaire restrictive.

Analysons maintenant les conditions qui déterminent le succès ou l'échec des politiques monétaires restrictives. Considérons une économie, initialement en état d'équilibre monétaire, mais où quelques firmes ou ménages projettent d'augmenter leurs dépenses au moyen de monnaie nouvellement créée, que les banques commerciales sont disposées à leur fournir. Supposons que, cependant, les autorités monétaires anticipent l'expansion projetée des dépenses et s'efforcent de la prévenir en resserrant les liquidités des banques commerciales, de telle façon que la monnaie *nouvelle* qui aurait servi pour financer ce gonflement des dépenses n'est pas créée. Pour apprécier les effets de cette politique monétaire restrictive sur l'accroissement des dépenses projetées, il faut envisager trois hypothèses différentes de comportements :

i) ou bien les dépenses projetées des unités économiques sont invariablement proportionnelles à leurs encaisses monétaires; en ce cas, la politique monétaire restrictive, empêchant le stock de monnaie de s'accroître, provoque une réduction *volontaire* des dépenses projetées. Dès lors, la politique monétaire restrictive est couronnée de succès. C'est, en fait, l'hypothèse adoptée par la théorie quantitative de la monnaie dans sa formulation élémentaire;

ii) ou bien les unités économiques peuvent *s'efforcer* de réaliser l'accroissement projeté de leurs dépenses, en dépit de ce que les banques commerciales ne peuvent leur procurer les moyens financiers nécessaires. Comment les unités économiques peuvent-elles y parvenir ?

Pour répondre à cette question, on fera appel à la distinction bien connue entre monnaie *active* et monnaie *inactive*. La monnaie active est définie comme étant la masse de monnaie qui serait indispensable pour régler les transactions à un niveau donné de la dépense nationale. La monnaie inactive est tout simplement l'excédent du stock monétaire existant sur cette masse indispensable. Cette distinction entre monnaie active et monnaie inactive

est un concept *explicatif* fort utile; elle *n'implique* évidemment pas que les ménages ou les firmes détiennent leurs avoirs en monnaie dans deux « tiroirs-caisses » différents, l'un étiqueté « monnaie active » et l'autre « monnaie inactive ».

La distinction entre monnaie active et inactive étant établie, il nous est aisé de voir comment peut se réaliser l'expansion projetée des dépenses, en dépit de la politique monétaire restrictive. Il suffit aux unités qui ont l'intention de dépenser de se procurer de la monnaie inactive et de l'utiliser pour leurs paiements. Cette monnaie inactive peut être trouvée soit dans les propres encaisses inactives des unités qui ont l'intention de dépenser, soit dans celles d'autres unités économiques.

Examinons chacune de ces deux sources :

— Au cas où de la monnaie nouvelle aurait été émise par les banques commerciales, les unités qui ont l'intention de dépenser auraient pu, pour quelque raison que ce soit, préférer détenir des encaisses inactives. Mais en raison de la politique monétaire restrictive, ces unités peuvent maintenant être disposées à réduire leurs propres encaisses inactives, pour en utiliser une partie afin de réaliser l'accroissement de leurs dépenses projetées. Comme cette réduction, par les détenteurs eux-mêmes, de leurs encaisses inactives n'influence directement ni les taux d'intérêt ni d'autres variables concernées les autres unités économiques ne modifieront pas leurs projets de dépenses. En ce cas, la tentative des autorités monétaires pour empêcher le gonflement des dépenses est mise en échec.

— Dans le second cas, les unités qui ont l'intention de dépenser peuvent se procurer des encaisses inactives d'autres unités économiques. Les premières peuvent posséder un portefeuille de titres qu'il leur est possible de vendre en Bourse contre de la monnaie inactive; elles peuvent émettre leurs propres obligations et ainsi emprunter de la monnaie inactive; enfin, elles peuvent s'adresser à un intermédiaire financier non bancaire et lui emprunter de la monnaie que celui-ci, de son côté, aura empruntée aux détenteurs d'encaisses inactives. Chacune de ces trois méthodes, qui peuvent être utilisées pour se procurer les encaisses inactives détenues par d'autres entités économiques, implique vraisemblablement une hausse des taux d'intérêt, car les

possesseurs d'encaisses inactives ne s'en dessaisiront que si les conditions de rendement de leurs placements sont améliorées. Toutefois, cette hausse des taux d'intérêt peut conduire à une réduction de projets de dépenses quelque part ailleurs dans l'économie, du fait que l'épargne est devenue plus rémunératrice et l'emprunt, plus cher. Cette réduction des dépenses projetées peut être suffisante pour compenser l'accroissement initial, de sorte que, par solde, le total des dépenses réalisées reste inchangé. En ce cas, la politique monétaire restrictive est couronnée de succès, car, par le biais d'une hausse des taux d'intérêt, elle a empêché une expansion de la dépense globale.

Toutefois, rien ne certifie que la hausse des taux d'intérêt sera suffisamment élevée pour empêcher toute expansion de la dépense globale. Si l'offre abondante de monnaie inactive s'élargit notablement en réponse à une hausse relativement faible des taux d'intérêt, ou si les dépenses projetées ne réagissent que faiblement à des augmentations de ces taux, la dépense globale s'accroîtra. L'importance de cet accroissement permet de mesurer à quel point l'efficacité de la politique monétaire à été affaiblie.

Si on affirme souvent que les intermédiaires financiers non bancaires affaiblissent l'efficacité des mesures de politique monétaire restrictive, c'est qu'une hausse négligeable des taux d'intérêt leur permet apparemment de collecter bien plus facilement les encaisses inactives.

iii) Il est possible que les unités qui ont l'intention de dépenser ne possèdent pas d'encaisses inactives propres et que, même si elles sont disposées à offrir des taux d'intérêt très élevés, elles ne puissent pas se procurer celles que détiennent d'autres entités économiques. Cette situation peut se présenter lorsque des obstacles institutionnels empêchent les unités qui ont l'intention de dépenser d'avoir accès à un marché de fonds, ou lorsque les autorités monétaires ont imposé des restrictions au fonctionnement de ce marché. On prétend qu'au Royaume-Uni, les firmes privées de petite dimension, mais à croissance rapide, n'accèdent pas facilement aux marchés de fonds. En outre, dans ce pays, le contrôle du crédit au consommateur est un exemple de l'ingérence des autorités dans le fonctionnement de ces marchés. Pour autant

que des obstacles institutionnels ou des contrôles exercés par les autorités empêchent les unités qui ont l'intention de dépenser de se procurer les encaisses inactives d'autres entités économiques, la politique monétaire restrictive est couronnée de succès.

Nous pouvons à présent résumer comme suit les principaux points qui ont été évoqués dans cette section.

Nous avons supposé que quelques ménages ou firmes projettent d'augmenter leurs dépenses au moyen de monnaie nouvellement créée par les banques commerciales et que les autorités s'efforcent d'empêcher cet accroissement de la dépense en obligeant les banques commerciales à maintenir constant le stock de monnaie. Nous avons vu que cette politique monétaire restrictive sera couronnée de succès lorsque :

i) les dépenses projetées par les unités économiques sont invariablement proportionnelles au stock de monnaie (c'est l'hypothèse de la théorie quantitative élémentaire);

ii) la demande, par les unités qui ont l'intention de dépenser, d'encaisses inactives détenues par d'autres unités économiques provoque une hausse des taux d'intérêt, laquelle, à son tour, amène les premières unités à élaguer leurs projets de dépenses, assez pour que, par solde, la dépense *globale* réalisée ne se modifie pas;

iii) les unités qui ont l'intention de dépenser ne possèdent pas d'encaisses inactives et n'ont pas accès à celles qui sont détenues par d'autres unités, du fait d'obstacles institutionnels ou de contrôles des autorités.

Par contre, il est peu probable que la politique monétaire restrictive puisse empêcher la réalisation, en tout ou en grande partie, de l'accroissement de la dépense envisagée lorsque :

i) les unités qui ont l'intention de dépenser possèdent suffisamment d'encaisses inactives qu'elles sont disposées à dépenser en cas de politique monétaire restrictive, ou

ii) lorsqu'elles peuvent se procurer aisément et à bon compte les encaisses inactives d'autres entités économiques. C'est dans ce dernier processus que les intermédiaires financiers non bancaires sont censés jouer un rôle important.

4. Intermédiaires financiers non bancaires et politique monétaire.

Comme il a été mentionné ci-avant, l'efficacité d'une politique monétaire restrictive peut être sérieusement compromise par l'action des intermédiaires financiers non bancaires, parce que ceux-ci sont capables d'être une source efficiente et bon marché d'encaisses inactives. Cette section sera consacrée à l'examen des moyens qui permettent aux intermédiaires financiers non bancaires de fournir des encaisses inactives aux unités qui ont l'intention de dépenser. Nous distinguerons deux processus différents : d'une part, les intermédiaires peuvent prêter des encaisses inactives qui ont déjà été déposées chez eux et, d'autre part, ils peuvent attirer de nouveaux dépôts. Considérons successivement ces deux moyens :

i) L'activité d'un intermédiaire financier non bancaire consiste à emprunter à court terme et prêter à long terme. Ses dépôts peuvent être l'objet de retraits dans des délais relativement courts. Afin de se prémunir contre la possibilité d'être mis en difficulté par des retraits massifs et soudains de dépôts, les intermédiaires financiers non bancaires conservent une partie des fonds qu'ils empruntent en trésorerie ou en actifs financiers très liquides. Cette proportion sera appelée leur coefficient de liquidité (*reserve ratio*). En période de politique monétaire restrictive, les intermédiaires financiers peuvent être en mesure d'accroître leurs prêts aux unités qui ont l'intention de dépenser, simplement en abaissant leur coefficient de liquidité, sans qu'ils aient bénéficié d'un accroissement de leurs dépôts. Nous allons brièvement examiner la manière dont les intermédiaires financiers non bancaires peuvent fixer leurs coefficients de liquidité, afin de vérifier s'il est vraisemblable que ces coefficients puissent subir de telles modifications.

Les intermédiaires financiers non bancaires peuvent prendre une attitude extrême en s'efforçant de maintenir constants leurs coefficients de liquidité, puisque le respect de ceux-ci s'explique par le caractère instable des dépôts. Mais, dans ce cas, un accroissement de leurs dépôts les amènerait à augmenter leurs prêts d'un montant proportionnellement égal. C'est dire que pour maintenir leurs coefficients de liquidité constants, ils

devraient poursuivre une politique active et souple d'emprunts et de crédits qui impliquerait probablement des modifications fréquentes des taux d'intérêt et des critères d'appréciation de la recevabilité des demandes de crédits.

A l'autre extrême, l'attitude des intermédiaires financiers non bancaires peut être d'appliquer des taux d'intérêt *rigides* et des critères d'appréciation de la recevabilité des demandes de crédits invariables. Ils peuvent satisfaire tous les demandeurs de prêts répondant aux critères d'appréciation et disposés à payer les taux d'intérêt débiteurs courants. Donc, si le niveau des dépôts restait inchangé, les coefficients de liquidité des intermédiaires financiers non bancaires pourraient baisser, si un nombre plus important d'emprunteurs, répondant aux critères fixés, demandaient des crédits.

En pratique, la politique poursuivie par la plupart des intermédiaires financiers non bancaires se situe vraisemblablement entre ces deux extrêmes. Ils adaptent probablement les taux d'intérêt, les critères d'appréciation de la recevabilité des demandes de crédits et les coefficients de liquidité. Par conséquent, lorsque les unités qui ont l'intention de dépenser sont à court de monnaie nouvellement créée, en raison de la politique monétaire restrictive, elles peuvent sans doute obtenir des facilités auprès des intermédiaires financiers non bancaires auxquels il suffit de réduire leurs coefficients de liquidité. *Ainsi, en prêtant une plus grande proportion de dépôts préexistants* (1), *les intermédiaires financiers non bancaires peuvent fournir des fonds sans que leurs dépôts se soient accrus.*

ii) En période de politique monétaire restrictive, les intermédiaires financiers peuvent essayer d'attirer plus de dépôts, afin d'être en mesure d'augmenter leurs prêts aux unités qui ont l'intention de dépenser. Pour apprécier l'importance de cette constatation, nous devons examiner brièvement les facteurs

(1) Du fait que les intermédiaires financiers non bancaires peuvent détenir leurs liquidités, non seulement sous forme de trésoreries, mais aussi sous forme d'autres créances liquides (par exemple des effets publics à court terme), la réduction de leur coefficient de liquidité peut entraîner la vente ou l'encaissement de ces créances liquides. Ainsi, dans la mesure où les autorités monétaires sont obligées d'absorber de tels actifs liquides, les activités des intermédiaires financiers non bancaires peuvent provoquer effectivement une création de monnaie.

déterminant le niveau des dépôts auprès des intermédiaires financiers non bancaires.

Les richesses de l'économie proviennent de l'accumulation de toutes les épargnes passées des firmes et des ménages (1). Pour simplifier, nous supposons que les richesses ne consistent qu'en trois types d'actifs : d'abord, des encaisses de monnaie inactive, sous forme de dépôts auprès des banques commerciales (dépôts à terme et à vue), ensuite, des biens de capital réel (maisons, machines, etc.) et, enfin, des dépôts auprès d'intermédiaires financiers non bancaires. La part des richesses détenue sous forme de dépôts auprès des intermédiaires financiers non bancaires dépendra des taux de rendement relatifs des trois types d'actifs et de la richesse totale disponible. Si celle-ci est constante, une hausse relative du taux d'intérêt payé par les intermédiaires financiers non bancaires sera de nature à attirer plus de dépôts. De plus, si les taux d'intérêt restaient constants, une augmentation de la richesse globale (due par exemple à l'apport de l'épargne courante) aura tendance à accroître les dépôts auprès des intermédiaires financiers non monétaires. Par conséquent, les effets d'une politique monétaire restrictive sur les dépôts auprès des intermédiaires financiers non monétaires peuvent être analysés en fonction des incidences de cette politique sur les taux d'intérêt relatifs et sur la richesse.

Il est probable qu'une politique monétaire restrictive provoque une hausse de tous les taux d'intérêt. Si les intermédiaires financiers non bancaires désirent attirer plus de dépôts, ils doivent majorer le taux qu'ils allouent pour leurs dépôts, de sorte qu'il soit plus élevé que les autres taux d'intérêt. Cependant, ce n'est pas la politique monétaire restrictive en elle-même qui provoque un relèvement du taux d'intérêt payé par les intermédiaires financiers non monétaires, relativement aux autres taux d'intérêt. Par ailleurs, une politique monétaire restrictive aura probablement pour effet une contraction de la richesse et, dès lors, des dépôts auprès des intermédiaires financiers non bancaires. La raison de cette

(1) Dans certaines circonstances, le gouvernement et les autorités locales contribuent également à la formation de richesses. Du fait qu'ils ne détiennent normalement aucune partie de leur richesse sous forme de dépôts auprès des intermédiaires financiers non bancaires, il n'en sera pas tenu compte dans cet article.

contraction est que les unités qui ont l'intention de dépenser et à qui de la monnaie nouvellement créée a été refusée, peuvent être disposées à liquider une partie de leur richesse afin de financer l'augmentation de leurs dépenses prévues. Cette observation peut être exprimée d'une façon légèrement différente : si les unités qui ont l'intention de dépenser possèdent des dépôts auprès d'intermédiaires financiers non bancaires, elles peuvent les réduire afin de financer l'augmentation de leurs dépenses projetées. Si les intermédiaires financiers non monétaires ne resserrent pas leurs crédits en conséquence, la contraction de leurs dépôts devra évidemment aboutir à une réduction de leur coefficient de liquidité.

La politique monétaire restrictive peut, par conséquent, exercer deux effets opposés sur les dépôts auprès des intermédiaires financiers non bancaires. D'une part, une hausse relative du taux d'intérêt rémunérant les dépôts auprès de ces intermédiaires financiers peut amener les possesseurs d'encaisses inactives à constituer davantage de dépôts de ce type. D'autre part, les détenteurs de dépôts auprès des intermédiaires financiers non monétaires peuvent être eux-mêmes des unités qui ont l'intention de dépenser, décidées à liquider une partie de leurs dépôts afin de financer l'augmentation de leurs dépenses projetées. Il s'ensuit que, si les intermédiaires financiers non bancaires veulent attirer plus de dépôts en période de politique monétaire restrictive, afin de pouvoir accorder plus de crédits à des unités qui ont l'intention de dépenser, ils doivent poursuivre une politique vigoureuse du taux d'intérêt pour compenser la tendance qu'ont d'autres unités décidées à dépenser, de réduire leurs dépôts.

Les conclusions auxquelles nous aboutissons dans cette section peuvent être résumées comme suit. Les intermédiaires financiers non bancaires peuvent constituer une source efficace et bon marché de monnaie inactive pour des unités qui ont l'intention de dépenser et que la politique monétaire restrictive a empêché de se procurer de la monnaie nouvellement créée. En premier lieu, les intermédiaires financiers peuvent être à même d'augmenter leurs crédits sans accroître leurs dépôts; il leur suffit pour cela de réduire leurs coefficients de liquidité. En second lieu, les intermédiaires financiers peuvent essayer d'attirer plus de dépôts en majorant le taux

qu'ils allouent pour leurs dépôts, de sorte qu'il dépasse les autres taux d'intérêt. Néanmoins, si certains de leurs déposants sont eux-mêmes des unités qui ont l'intention de dépenser, il se peut qu'ils désirent *réduire* leurs dépôts. Par conséquent, les intermédiaires peuvent échouer dans leur tentative pour accroître le montant des dépôts effectués chez eux en période de politique monétaire restrictive.

5. Le comportement des « *building societies* » au Royaume-Uni.

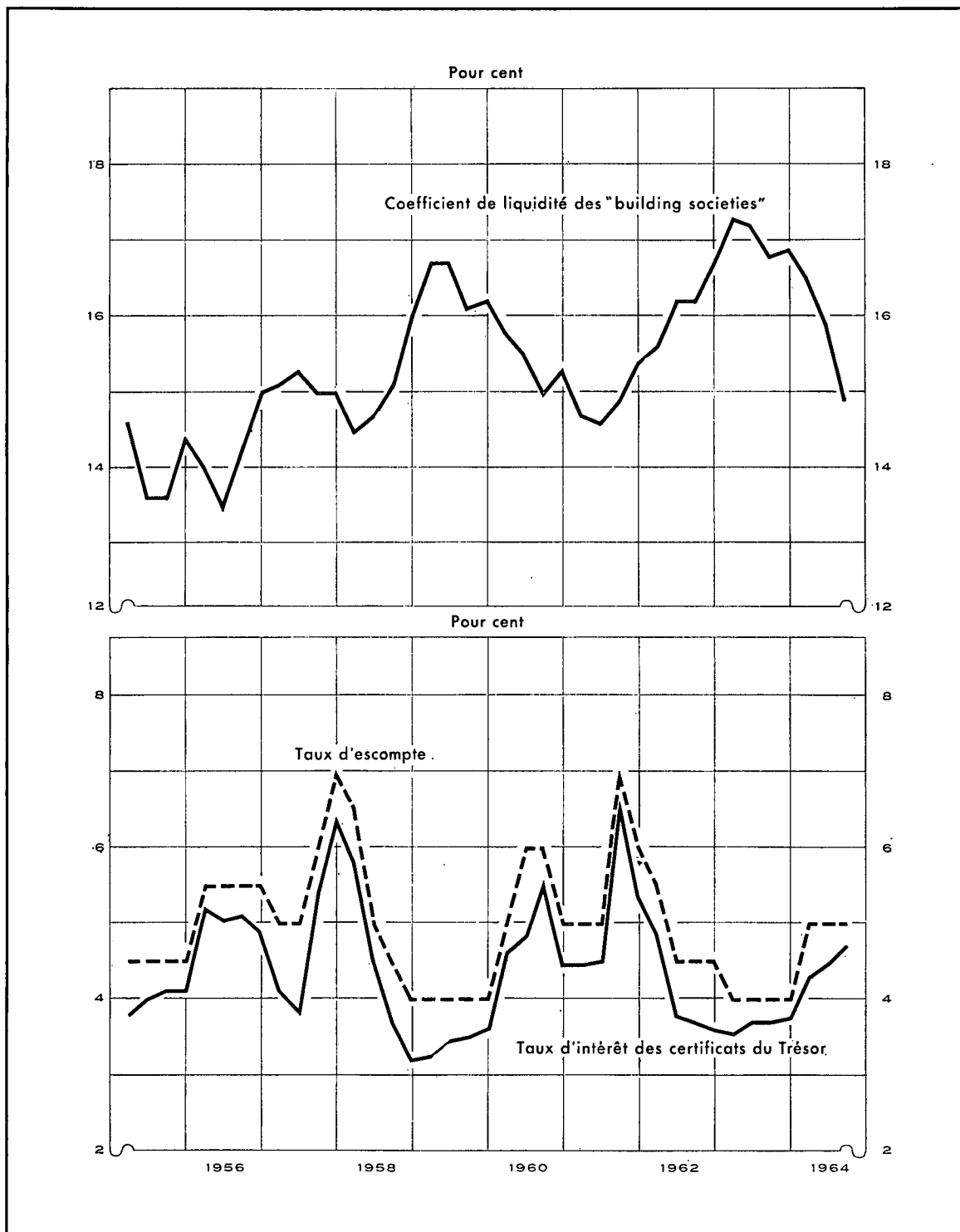
Dans la section précédente, nous avons constaté que les intermédiaires financiers non bancaires peuvent énerver l'efficacité d'une politique monétaire restrictive, lorsqu'ils réduisent leurs coefficients de liquidité ou parviennent à attirer plus de dépôts. Seule l'analyse empirique du comportement de ces intermédiaires peut permettre de déterminer si, en fait, ils agissent de manière telle qu'ils affaiblissent l'efficacité de la politique monétaire. Dans cet article, nous nous bornerons à examiner rapidement le comportement des *building societies* au Royaume-Uni au cours de la période 1955-1964 ⁽¹⁾.

Conformément à l'approche théorique exposée ci-avant, notre examen doit fournir la réponse à trois questions distinctes. Premièrement : les *building societies* ont-elles réduit leurs coefficients de liquidité au cours de périodes de politique monétaire restrictive ? Deuxièmement : les *building societies* se sont-elles comportées comme si elles désiraient attirer plus de dépôts au cours de ces périodes ? Troisièmement : les dépôts auprès d'elles ont-ils augmenté en période de politique monétaire restrictive ? Essayons de répondre, successivement, à ces trois questions. Le taux d'intérêt des certificats de trésorerie ou le taux d'escompte seront utilisés comme indices de l'orientation de la politique monétaire. Ces deux séries évoluent parallèlement, ainsi que le montre le graphique 1.

i) L'évolution du coefficient de liquidité des *building societies* y est confrontée à celle du taux d'escompte et du taux des certificats

⁽¹⁾ L'activité principale des *building societies* au Royaume-Uni concerne le crédit hypothécaire. Elles financent approximativement 75 p.c. de l'ensemble des achats d'habitations par les particuliers.

Graphique 1.



de trésorerie. Le coefficient de liquidité accuse une tendance à la hausse et des fluctuations qui évoluent d'une manière inverse à celles de la politique monétaire. Dans les périodes où la politique monétaire créait l'aisance sur les marchés (par exemple en 1959 et 1963), le coefficient de liquidité était relativement élevé, tandis que lorsque la poli-

tique monétaire resserrait les marchés (par exemple en 1960-1961), le coefficient était relativement bas. Il faut donc répondre par l'affirmative à notre première question. Nos observations montrent clairement que les building societies ont laissé leurs coefficients de liquidité baisser dans les périodes de politique monétaire restrictive; de ce fait, leur

comportement a tendu à affaiblir l'efficacité de cette politique (1).

ii) En période de politique monétaire restrictive, les *building societies* peuvent tenter d'attirer plus de dépôts en majorant le taux auquel elles les rémunèrent, relativement aux autres taux d'intérêt. Parmi ceux-ci, l'un des plus significatifs est celui que les banques commerciales allouent aux dépôts à terme. Au Royaume-Uni, ce taux varie toujours en fonction du taux d'escompte; dès lors, nous pouvons nous contenter de comparer l'évolution du taux d'intérêt des dépôts auprès des *building societies* à celle du taux d'escompte (2). Au graphique 2, nous avons représenté l'évolution du taux d'intérêt des dépôts auprès des *building societies*, celle du taux d'escompte et le mouvement du rapport entre ces deux taux. De ce graphique se dégagent deux observations importantes. D'abord, les fluctuations du taux d'intérêt des dépôts auprès des *building societies* ne sont ni aussi amples ni aussi fréquentes que celles du taux d'escompte; ensuite, les mouvements du premier sont décalés par rapport aux changements du taux d'escompte. Cette inertie du taux d'intérêt des dépôts auprès des *building societies* a pour conséquence que le rapport de ce taux au taux d'escompte est élevé dans les périodes où l'accès à la monnaie est facile, et bas dans les périodes de resserrement monétaire. Ainsi, les dépôts auprès des *building societies* deviennent relativement *moins* attractifs lorsque la politique monétaire devient *plus* restrictive. C'est pourquoi la réponse à la seconde question doit être négative. *En période de politique monétaire restrictive, les building*

societies n'agissent pas comme si elles désiraient attirer plus de dépôts en procédant à des majorations accentuées de leurs taux d'intérêt.

iii) En principe, la politique monétaire va affecter les dépôts auprès des *building societies* dans deux directions. D'une part, ces dépôts peuvent tendre à augmenter, si leurs taux se relèvent par rapport aux autres taux; d'autre part, si les détenteurs de dépôts auprès des *building societies* sont eux-mêmes des unités ayant l'intention de dépenser, la restriction monétaire peut les inciter à prélever sur ces dépôts pour financer l'expansion de leurs dépenses projetées. La série chronologique des dépôts auprès des *building societies* accuse une tendance fondamentale prononcée à l'accélération. Afin de mettre en évidence le mouvement conjoncturel de ces dépôts, nous avons éliminé la tendance fondamentale et reporté les écarts par rapport à cette tendance au graphique 3. On voit que le mouvement conjoncturel des dépôts est très accusé en fait. Cependant, il semble subir avec retard l'incidence des mesures de politique monétaire : c'est un ou deux trimestres après une pointe du taux d'escompte que les dépôts se situent à un niveau relativement bas et vice versa. Ce décalage n'est pas surprenant : un certain temps s'écoule avant que les déposants constatent le changement de situation et s'y adaptent, et leur réaction ne peut être immédiate. Les raisons pour lesquelles le montant des dépôts revient au-dessous du niveau, qui correspondrait à la tendance fondamentale en période de politique monétaire restrictive, ont déjà été évoquées : en premier lieu, il est probable que quelques déposants sont eux-mêmes des unités décidées à dépenser, qui financent leurs dépenses en prélevant sur leurs dépôts auprès des *building societies*; en second lieu, ces dépôts deviennent relativement moins attractifs lorsque la politique monétaire est restrictive. Par conséquent, il faut également répondre par la négative à la troisième question. *Si l'on ne tient compte que des mouvements du montant des dépôts auprès des building societies, par rapport à leur tendance fondamentale, on s'aperçoit que ces dépôts n'augmentent pas en période de politique monétaire restrictive; au contraire, ils ont tendance à s'accumuler en période d'aisance monétaire.*

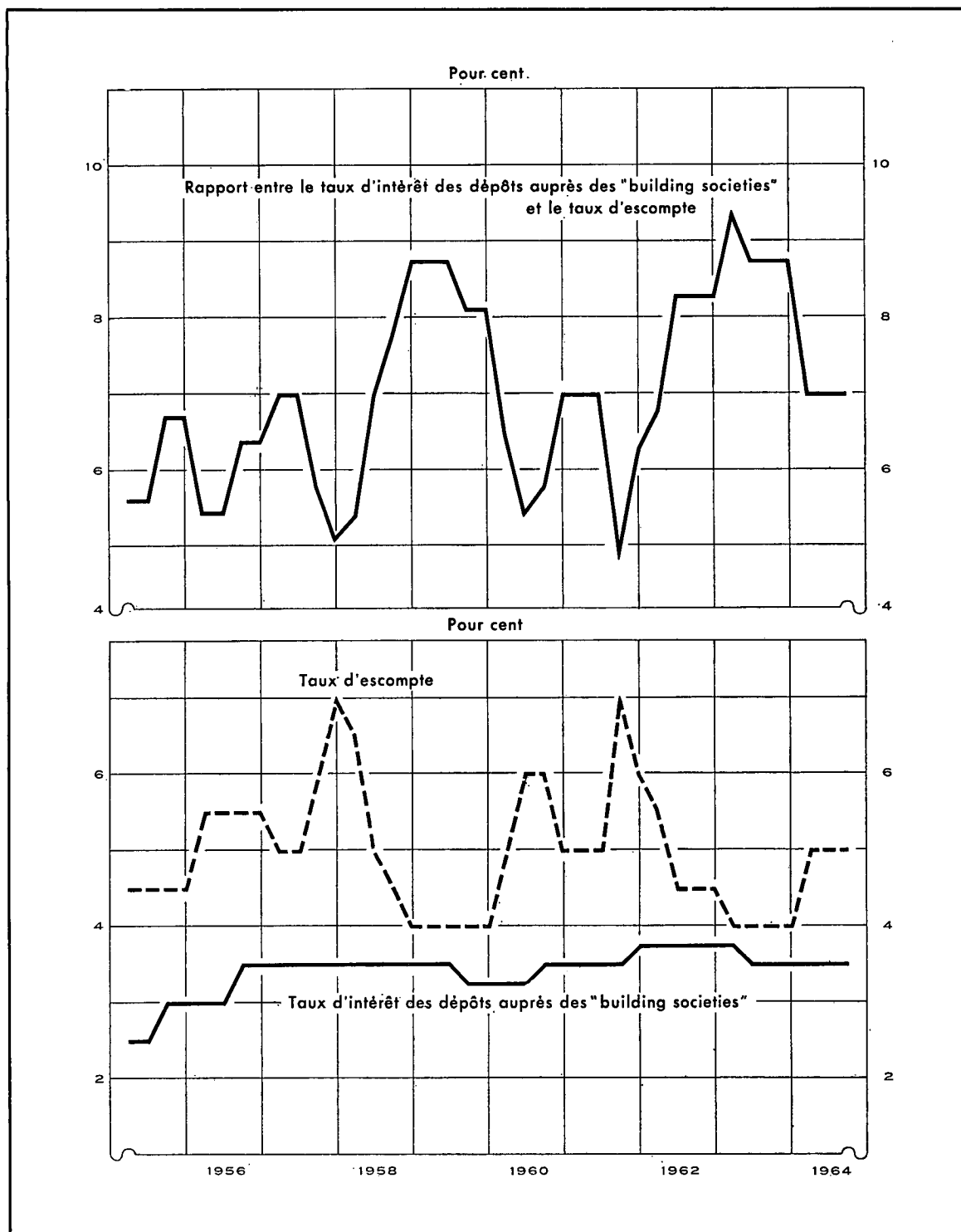
Les résultats de l'examen des données sont donc discordants : en période de politique monétaire restrictive, les *building societies*

(1) En 1963, les avoirs liquides détenus par les *building societies* étaient répartis comme suit :

	(en pour cent)
encaisse	12
actifs très liquides (certificats du Trésor, Tax Reserve Certificates, etc.)	13
fonds d'Etat britanniques	40
effets émis par des autorités locales et autres titres	35
	100

(2) Il ne faut pas oublier que l'écart *absolu* entre le taux d'escompte et le taux payé par les *building societies* peut induire en erreur : d'abord, le taux rémunérant les dépôts à terme auprès des banques commerciales est inférieur au taux d'escompte et, ensuite, le taux accordé par les *building societies* est net de l'impôt général sur le revenu. Mais comme c'est l'évolution relative de ces deux taux au cours du temps, qui retient notre attention, la différence *absolue* entre ces taux n'a aucune signification ici pour nous.

Graphique 2.

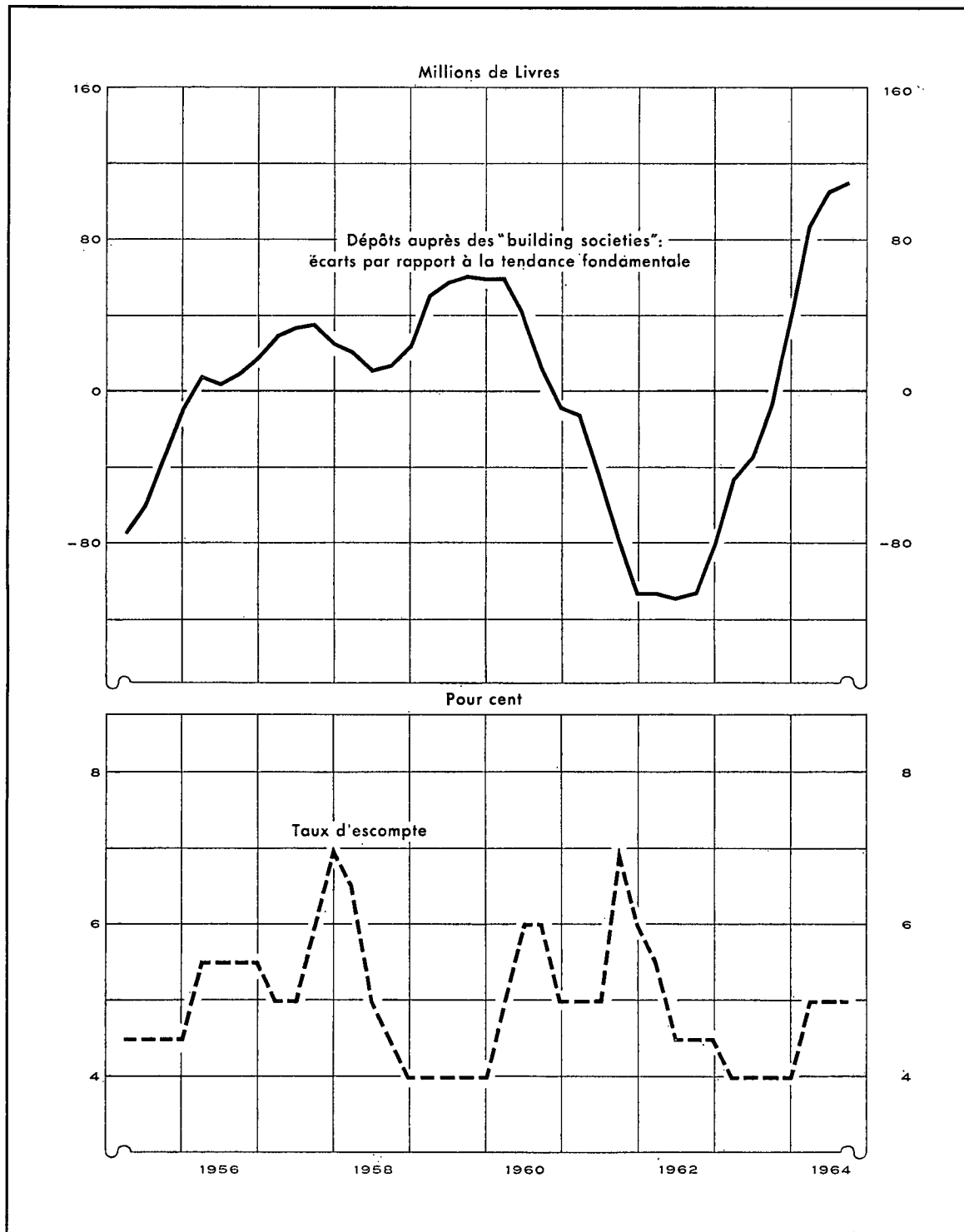


réduisent effectivement leurs coefficients de liquidité mais, par contre, elles ont tendance à perdre des dépôts par rapport à l'évolution fondamentale de ceux-ci. Nous devons maintenant tenter d'estimer l'effet net de ces deux facteurs dont l'incidence s'exerce en sens opposé sur l'évolution des prêts consentis par les *building societies*, à savoir des prêts hypo-

thécaires. Pour ce faire, nous avons évalué le niveau des prêts hypothécaires qui aurait été atteint au cours de chaque trimestre si

- i) le coefficient de liquidité était resté constant à sa valeur moyenne pour la période 1955-1964, et si
- ii) les dépôts avaient évolué conformément à leur tendance fondamentale.

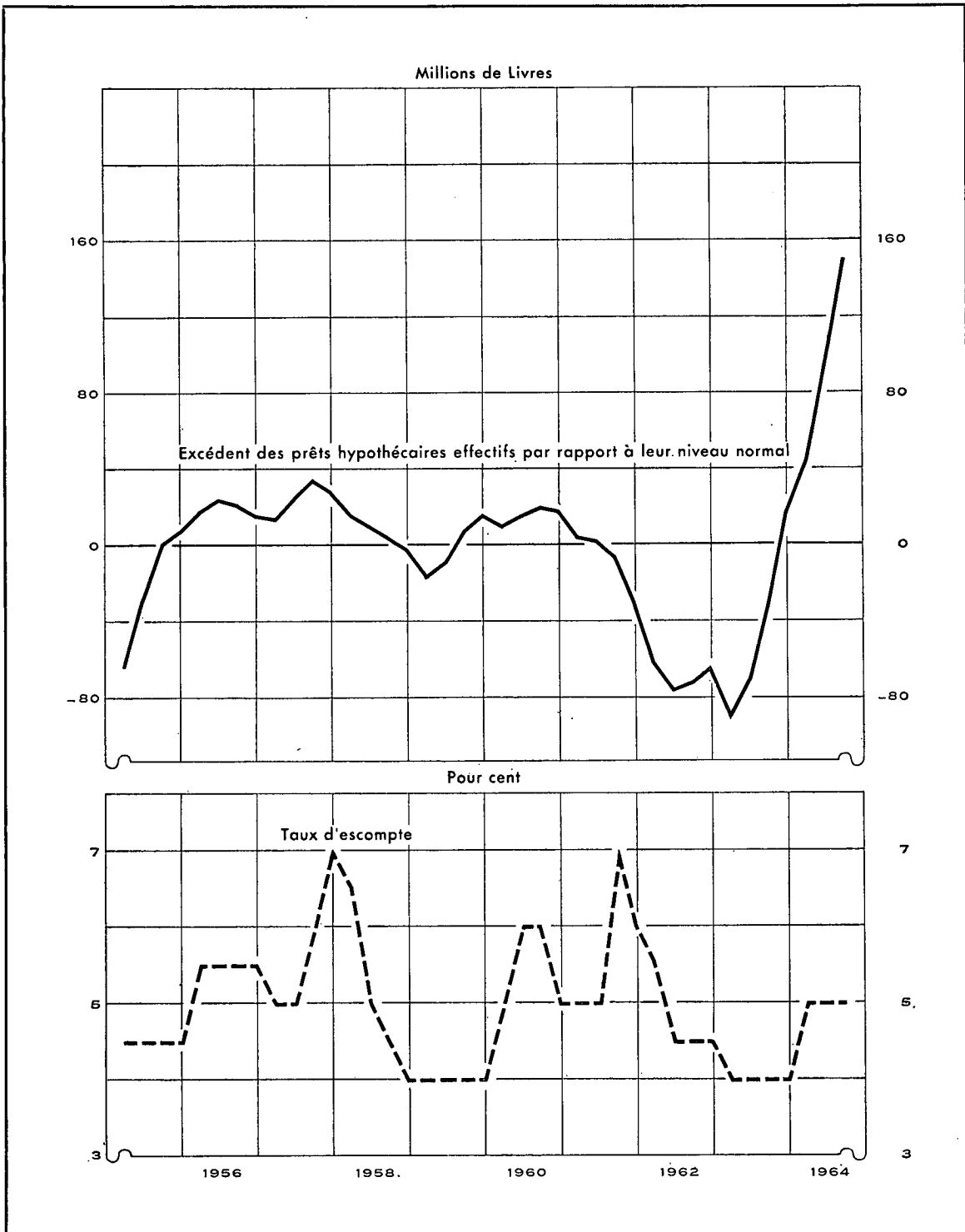
Graphique 3.



Le niveau des prêts hypothécaires calculé ainsi sera appelé montant « normal ». L'écart entre le montant effectif des prêts hypothécaires et leur montant normal mesure l'action combinée des variations du coefficient de liquidité et des mouvements de la masse des dépôts par rapport à leur évolution fondamentale. Cet écart a été porté au graphique 4, en

regard du taux d'escompte. Ce graphique montre qu'en période de politique monétaire restrictive (fin de 1957 et 1960-1961), le montant effectif des prêts hypothécaires tend à être supérieur à leur montant « normal » ; par contre, en période d'aisance monétaire (1959 et 1963), le montant effectif a tendance à être inférieur au montant « normal ». Cette

Graphique 4.



observation de l'effet combiné des variations du coefficient de liquidité et du niveau des dépôts, par rapport à sa tendance fondamentale, amène à croire, par conséquent, que l'activité des building societies a été de nature à énerver l'efficacité des mesures de politique monétaire restrictive.

6. Conséquences pour la politique monétaire.

Ayant démontré que les activités des intermédiaires financiers non bancaires peuvent effectivement réduire l'efficacité d'une politique monétaire restrictive, nous devons maintenant examiner brièvement deux autres ques-

tions : à savoir si cette influence des intermédiaires financiers non monétaires est souhaitable et, si elle est inopportune, comment on peut la contrôler.

i) L'existence d'intermédiaires financiers non bancaires, qui affaiblissent l'efficacité des mesures de resserrement monétaire, présente trois désavantages au moins. D'abord, leur comportement peut être tel qu'une politique de restrictions modérées n'ait aucun effet. Ensuite, ils font probablement obstacle à l'action d'une politique monétaire *discriminatoire*. Par exemple, si les autorités désirent limiter leurs restrictions à un secteur de l'économie en particulier, leurs efforts en ce sens pourraient être contrecarrés par les interventions d'un système bien organisé d'intermédiaires financiers non monétaires qui diffusent les incidences de la politique monétaire. Enfin, l'activité de ces intermédiaires peut introduire un délai entre la mise en application d'une politique monétaire et les incidences finales de cette politique sur la dépense. Un certain temps peut s'écouler avant que les intermédiaires financiers non bancaires diffusent la politique monétaire et en enregistrent eux-mêmes en partie les effets. Ce décalage peut ne pas être souhaitable. En regard de ces trois désavantages, l'activité des intermédiaires financiers non monétaires présente un avantage important. Si les autorités poursuivent une politique monétaire *générale*, elles ne doivent pas l'appliquer parallèlement à tous les secteurs de l'économie : elles peuvent compter que les intermédiaires financiers non monétaires en diffuseront les effets. En cas de politique monétaire restrictive, la diffusion de l'état de rareté de la monnaie aboutira à l'abandon de projets de dépenses inopportuns *dans toute l'économie*, et pas seulement dans quelques secteurs.

D'une manière générale, nous pouvons dire que les activités des intermédiaires financiers non bancaires auront tendance à être inopportunes lorsque la politique monétaire fait appel à un dispositif discriminatoire minutieux, et lorsqu'il est très important qu'elle agisse dans un certain délai. Par contre, si les autorités ont l'intention d'appliquer des dispositions de portée générale, et de ne pas les modifier très fréquemment, l'activité des intermédiaires financiers non bancaires sera un adjuvant.

ii) Il semblerait qu'au cours des dernières décennies, les mesures de politique économique aient eu tendance à avoir un caractère moins général et à devenir plus discriminatoires. Par conséquent, à moins de n'assigner à la politique monétaire que des objectifs tout à fait globaux, il faut se préoccuper sérieusement de contrôler les intermédiaires financiers non bancaires. Un tel contrôle peut prendre deux formes principales. En premier lieu, les autorités peuvent prescrire aux intermédiaires financiers non monétaires de respecter des coefficients de liquidité imposés. Ce type de réglementation serait semblable à celui auquel sont déjà soumises les banques commerciales dans la plupart des pays du monde occidental. En second lieu, le volume et les types de prêts consentis pourraient être réglementés. Ces deux types de contrôle sont déjà en vigueur, ensemble ou séparément, dans quelques pays.

Au Royaume-Uni, les autorités exercent un contrôle sur un type important d'intermédiaires financiers non bancaires, à savoir les sociétés de financement qui accordent des crédits aux consommateurs. La réglementation qui leur est appliquée concerne l'acompte à payer sans recours au crédit et la durée des prêts. Ces contrôles du crédit à la consommation paraissent avoir été très efficaces lorsqu'il s'est agi d'influencer le volume des dépenses de consommation ⁽¹⁾.

7. Conclusions.

Notre examen a cherché à répondre à trois questions.

En premier lieu, d'un point de vue théorique, dans quelles conditions l'activité des intermédiaires financiers non bancaires peut-elle être de nature à faire échec à une politique monétaire restrictive ou à en réduire l'efficacité ? Notre discussion a dégagé la réponse suivante : il faut que les intermédiaires financiers non monétaires soient une source efficace et bon marché de monnaie inactive et ils peuvent l'être s'ils diminuent leurs coefficients de liquidité et/ou s'ils augmentent leurs dépôts en période de politique monétaire restrictive ; dans

(1) Voir, à ce sujet, R.J. Ball et Palema S. Drake, « The Impact of Credit Control on Consumer Durable Goods Spending in the United Kingdom 1957-1961 », *Review of Economic Studies*, Edimbourg, octobre 1963.

la plupart des économies occidentales, il est vraisemblable qu'ils peuvent agir de la sorte.

En deuxième lieu, les *building societies* au Royaume-Uni se comportent-elles de manière telle qu'elles réduisent l'efficacité des mesures monétaires restrictives ? La réponse à cette question doit être affirmative. Bien qu'elles perdent des dépôts, par rapport à la tendance fondamentale, les *building societies* réduisent suffisamment leurs coefficients de liquidité pour qu'elles puissent développer leurs prêts hypothécaires de façon anormale en période de politique monétaire restrictive.

En troisième lieu, les activités des intermédiaires financiers sont-elles inopportunes pour la politique monétaire et, dans l'affirmative, comment pourrait-on les contrôler ? Notre réponse était que le contrôle des intermé-

diaires financiers non monétaires peut être souhaitable ou même nécessaire pour mener à bien une politique monétaire *discriminatoire*. Par contre, la diffusion par ces intermédiaires de l'état de resserrement monétaire peut être un adjuvant utile à la poursuite d'une politique monétaire *générale*. Les autorités pourraient réglementer les activités des intermédiaires financiers non bancaires en prescrivant des coefficients de liquidité ou en leur imposant des conditions à l'octroi de crédits.

Même si les autorités envisagent de poursuivre une politique monétaire *générale*, ou si le contrôle des intermédiaires financiers non bancaires n'est pas réalisable, on manquerait de clairvoyance si on ignorait les incidences éventuelles des activités de ces intermédiaires sur l'efficacité de la politique monétaire.

*
**

S U M M A R Y

NON-BANK FINANCIAL INTERMEDIARIES AND MONETARY POLICY

A monetary policy, which is designed to reduce total expenditure by curtailing the supply of newly created money, may be unsuccessful if the potential spenders are able to obtain idle money balances and spend them. Non-bank financial intermediaries are often said to inhibit the working of restrictive monetary policies because they may be a cheap and efficient source of idle money. In times of monetary pressure non-bank financial intermediaries may reduce their reserve ratios or attempt to attract more deposits. Both activities will enable them to raise their loans to potential spenders. The theoretical assumptions, on which non-bank financial intermediaries do inhibit the working of restrictive monetary policies, are plausible.

An examination of the behaviour of Building Societies in the United Kingdom over the period 1955-64 has

shown that their reserve ratios and their deposits tend to fall in times of restrictive monetary policies. The combined effect of these two opposing forces is inflationary : though Building Societies lose deposits (relative to trend) they reduce their reserve ratios sufficiently to let their loans be abnormally high in periods of restrictive monetary policy.

The control of non-bank financial intermediaries is desirable if monetary policy is used as a finely *discriminating* device the timing of which is important. Such controls might take the form of prescribing reserve ratios or the amounts and types of loans. On the other hand, if monetary policy is to be *general* then the diffusion of monetary pressure by the non-bank financial intermediaries may be an advantage and, hence, they should not be controlled.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de février 1965. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

Financement et structure financière de votre entreprise. (*Kredietbank, Bruxelles, 1964, 101 p.*)

Le rapport de la Commission « Bourse - Banque - Entreprise ». (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, IV, n° 34, janvier 1965, pp. 5-9.*)

TIMMERMANS A.P., Les capitaux à risque ont-ils encore un marché? (suite) (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, XXII, n° 5, décembre 1964, pp. 677-772.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

Les fonds communs de placement. Structure des portefeuilles et répartition des risques. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 10, 12 mars 1965, pp. 1-5.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

L'endettement public en Belgique. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, février 1965, pp. 16-27.*)

Les marchés de l'Etat. (*Bulletin de la Banque commerciale de Liège, Liège, VI, n° 1, janvier-février 1965, pp. 1-4.*)

WIBAULT H., L'évolution de la notion de revenu imposable en droit fiscal belge. (*Bruylant, Bruxelles, 1965, 174 p.*)

ZIMMER M., Le contentieux belgo-congolais. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, IV, n° 1, janvier 1965, pp. 27-34.*)

6. DEMOGRAPHIE

PERTINAX, La démographie wallonne à la lumière du recensement. (*Revue du Conseil Economique Wallon, Liège, n° 71, novembre-décembre 1964, pp. 29-41.*)

7. PRIX ET SALAIRES

BLEECKX F., Les relations collectives au niveau de la profession dans le secteur du ciment. (*L'Industrie textile belge, Bruxelles, VII, n° 2, février 1965, pp. 81-95.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

COLLARD R., Problèmes de l'emploi. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, IV, n° 1, janvier 1965, pp. 57-76.*)

SACREZ A., Variabilité de la quantité de travail. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXX, n° 8, décembre 1964, pp. 725-739.*)

9. SECURITE SOCIALE

TRINE A., Les Fonds de sécurité d'existence. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXV, n°s 10-11, octobre-novembre 1964, pp. 1063-1081.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

DAVIN L., L'avenir économique de la province de Liège. (*Le Bulletin du Grand Liège, Liège, n° 56, février 1965, pp. 11-21.*)

DUMOULIN A., Libres propos sur l'expansion et la programmation de l'économie belge. (*Le Bulletin du Grand Liège, Liège, n° 56, février 1965, pp. 22-30.*)

EYSKENS M., Beschouwingen bij de huidige economische toestand. (*De Christelijke Werkgever, Bruxelles, XXI, n° 1, janvier 1965, pp. 26-28.*)

ROUX G., L'expansion de l'activité économique en Belgique. (*Notes rapides sur la Situation économique, Paris, XVI, n° 244, 2 mars 1965, pp. 1-6.*)

Situation économique de la Belgique en 1964. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, IV, n° 34, janvier 1965, pp. 2-5.*)

VANNESTE O., De economische groei in de provincie West-Vlaanderen. (*De Christelijke Werkgever, Bruxelles, XXI, n° 2, février 1965, pp. 70-77.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

COPPE A., Le problème charbonnier belge dans la perspective du marché européen de l'énergie. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, IV, n° 1, janvier 1965, pp. 3-13.*)

EMMANUEL P., Le rapport vert. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XLII, n° 2, 15 février 1965, pp. 69-88.*)

JOYE P., Les trusts en Belgique. La concentration capitaliste. (*Société Populaire d'Éditions, Bruxelles, 1964, 4^e édit., 299 p.*)

La fourniture d'usines « clé sur porte ». (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, IV, n° 34, janvier 1965, pp. 9-11.*)

La transformation des matières plastiques en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XX, n° 9, 27 février 1965, pp. 73-77.*)

Les centrales à béton en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XX, n° 10, 6 mars 1965, pp. 81-83.*)

L'industrie gazière face à une nouvelle étape. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XX, n° 7, 13 février 1965, pp. 57-60.*)

PIETTE R., Le marché belge des voitures usagées. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, IV, n° 1, janvier 1965, pp. 35-44.*)

SERMON L., La querelle de la dimension des entreprises. (*Energie, Bruxelles, n° 168, 1964, pp. 123-135.*)

13. COMMERCE INTERIEUR

Les coopératives de consommation en Belgique. (*Société générale coopérative, Bruxelles, 1964, 121 p.*)

14. COMMERCE EXTERIEUR — BALANCE DES PAIEMENTS

Les échanges entre l'U.E.B.L. et l'A.E.L.E. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, IV, n° 36, mars 1965, pp. 7-10.*)

15. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

After the Gold Exchange Standard. International Responsibility for Liquidity. (*Barclays Bank Review, Londres, n° 1, février 1965, pp. 3-6.*)

HEINEMANN H., A New Environment for the Dollar. (*First Manhattan Co, New-York, janvier 1965, 6 p.*)

HALLSTEIN W., Die echten Probleme der europäischen Integration. (*Institut für Weltwirtschaft an der Universität Kiel, Kiel, 1965, 27 p.*)

Le dernier marathon agricole. (*Bulletin agricole de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 26, février 1965, 6 p.*)

LETICHE J., European Integration : An American View. (*Lloyds Bank Review, Londres, n° 75, janvier 1965, pp. 1-22.*)

MATERNE J., Quelques réflexions sur la première décision de la Commission de la C.E.E. en matière d'ententes. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 77, février 1965, pp. 79-88.*)

Nouveaux progrès de l'intégration économique européenne. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, IV, n° 35, février 1965, pp. 5-8.*)

PFLEIDERER O., Ordinamento monetario e integrazione europea. (*Bancaria, Rome, XXI, n° 1, janvier 1965, pp. 7-15.*)

17. DIVERS

COLLIN C., Traité complet des sociétés anonymes. (*Éditions L'Enseignement, Bruxelles, 1964, 485 p.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal Officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — *Economie générale*
2. — *Monnaie, crédit et banque*
3. — *Finances publiques*
4. — *Agriculture*
5. — *Industrie*
6. — *Travail*
7. — *Commerce intérieur*
8. — *Commerce extérieur*
9. — *Transports*
10. — *Prix et salaires*
11. — *Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers*
12. — *Communauté Economique Européenne*

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 16 février 1965

instituant un Commissariat royal au problème de l'eau (Moniteur du 25 février 1965, p. 1950).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Institut National du Logement

Détermination du montant de la retenue opérée sur les capitaux investis par les sociétés nationales du logement et de la petite pro-

priété terrienne (Moniteur du 11 février 1965, p. 1354).

Par arrêté royal du 18 janvier 1965, la retenue en faveur de l'Institut National du Logement sur les capitaux investis et à investir à dater du 1^{er} janvier 1965 par la Société Nationale du Logement et par la Société

Nationale de la Petite Propriété Terrienne, est fixée à 0,45 p.c.

Les charges d'intérêt et d'amortissement afférentes aux capitaux constituant la retenue dont question ci-avant sont supportées par le Fonds National du Logement.

Arrêté royal du 21 décembre 1964

modifiant l'arrêté du Régent du 1^{er} juin 1949 déterminant les conditions auxquelles les avances sont consenties par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique, au moyen des capitaux provenant du Fonds B 2 (Moniteur du 2 février 1965, p. 1052). Erratum (Moniteur du 18 février 1965, p. 1671).

Arrêté royal du 25 janvier 1965

modifiant l'arrêté du Régent du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes (Moniteur du 3 février 1965, p. 1088).

Arrêté ministériel du 26 janvier 1965

autorisant, en exécution de la loi du 25 juin 1956 sur le remembrement légal de biens ruraux, la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à contracter une ouverture de crédit auprès du Crédit Communal de Belgique (Moniteur du 13 février 1965, p. 1439).

Article 1^{er}. — La Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne est autorisée à contracter auprès du Crédit Communal de Belgique une ouverture de crédit de cinquante millions de francs.

Art. 2. — La Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne peut effectuer sur l'ouverture de crédit les prélèvements nécessaires pour mettre à la disposition des comités de remembrement (...) les crédits nécessaires pour l'exécution des travaux et pour toutes autres dépenses que nécessite l'exécution des opérations de remembrement.

Arrêté royal du 1^{er} février 1965

autorisant la société coopérative « Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique » à contracter, sous la garantie de l'Etat, un vingt-quatrième emprunt, d'un montant effectif de 340 millions de francs (Moniteur du 12 février 1965, p. 1395).

Art. 2. — L'emprunt sera émis par tranches et à des conditions qui seront préalablement approuvées par le Ministre des Finances.

L'Etat prend en charge l'intérêt annuel de l'emprunt. L'annuité nécessaire au service de cet intérêt est supportée par le Fonds National du Logement.

Art. 3. — Les articles 3, 4, 1^o, 5 et 6 de l'arrêté du Régent du 18 mai 1949 sont applicables à l'emploi des capitaux provenant de cet emprunt.

Art. 4. — A titre de quote-part dans les charges d'intérêt, le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique interviendra dans le taux d'intérêt de l'emprunt à concurrence de 1,75 p.c.

Cette quote-part sera versée chaque année au Trésor, au profit du Fonds National du Logement, défalcation faite des frais et commissions afférents à l'emprunt ainsi que du déficit éventuel de l'exercice.

Art. 5. — Le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique sera tenu de ne pas consacrer à la réserve pour amortissement des créances douteuses une somme supérieure à 0,30 p.c. du montant dû par les débiteurs hypothécaires au 31 décembre de l'exercice, sauf autorisation expresse et par écrit des Ministres chargés de l'exécution du présent arrêté.

Art. 6. — Les bénéfices réalisés par le Fonds B 2 appartiennent à l'Etat. Ils sont versés à une réserve dont l'utilisation est réglée de commun accord par les Ministres chargés de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté ministériel du 2 février 1965

relatif à la gestion des fonds déposés au Trésor par les liquidateurs de la Banque d'Émission (Moniteur du 10 février 1965, p. 1316).

Arrêté ministériel du 9 février 1965

portant approbation de l'arrêté de la Commission bancaire du 9 février 1965 maintenant le coefficient de réserve monétaire fixé par les arrêtés des 1^{er} juillet et 10 novembre 1964 (Moniteur du 16 février 1964, p. 1500).

Article unique. — Est approuvé, l'arrêté de la Commission bancaire du 9 février 1965 ci-annexé, maintenant le coefficient de réserve monétaire fixé par les arrêtés des 1^{er} et 10 novembre 1964.

* *

Vu la proposition du 3 février 1965 de la Banque Nationale de Belgique de maintenir le dispositif en vigueur pour une nouvelle période limitée à deux mois, motivée par la considération, d'une part, qu'aucun signe de détente ne s'est manifesté jusqu'ici dans le système des prix, d'autre part, que d'abondantes liquidités ont été créées dans les dernières semaines de l'année 1964 en contrepartie d'apports de monnaies étrangères sur le marché des changes,

Arrête :

Article 1^{er}. — Le coefficient de réserve monétaire est maintenu pour une nouvelle période de deux mois prenant fin le 15 avril 1965 à 1 p.c. du total des engagements monétaires et quasi monétaires visés à l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté de la Commission bancaire du 21 décembre 1961.

Art. 2. — Le présent arrêté entre en vigueur le 16 février 1965.

3. — FINANCES PUBLIQUES

Arrêté ministériel du 11 janvier 1965

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 4 février 1965, p. 1146).

Arrêté royal du 15 janvier 1965

modifiant l'arrêté royal du 30 novembre 1962 relatif à l'impôt des personnes physiques dû par les contribuables dont le revenu imposable n'excède pas 160.000 francs (Moniteur du 4 février 1965, p. 1136).

Arrêté royal du 18 janvier 1965

relatif au financement de programmes de recherche fondamentale collective (Moniteur du 5 février 1965, p. 1175).

Article 1^{er}. — Indépendamment des possibilités de financer des programmes de recherche fondamentale collective dus à leur propre initiative, les ministres ayant des attributions en matière de recherche scientifique fondamentale peuvent octroyer une aide financière en faveur de programmes de recherche fondamentale collective dus à l'initiative de chercheurs.

Art. 3. — Chaque année les crédits destinés à la réalisation de programmes de recherche fondamentale collective dont les ministres susvisés prennent l'initiative sont portés aux projets de budget des ministres respectifs, après avis motivé du Conseil national de la politique scientifique et délibération du Comité ministériel de la politique scientifique.

Art. 4. — En vue du financement de programmes de recherche fondamentale collective dus à l'initiative de chercheurs, les ministres susvisés accordent des subventions au Fonds national de la recherche scientifique, dans les limites des crédits inscrits à cette fin à leurs budgets respectifs et dans le cadre de conventions qu'ils établissent avec le Fonds prémentionné.

Art. 17. — L'arrêté royal du 5 février 1962 réglementant l'octroi de subventions en faveur de la recherche scientifique fondamentale collective ainsi que l'arrêté royal du 2 août 1957, relatif à l'octroi de subventions à la recherche scientifique médicale sont abrogés.

Arrêté ministériel du 25 janvier 1965

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 13 février 1965, p. 1442).

Arrêté royal du 29 janvier 1965

relatif à un emprunt de 8 millions de dollars, garanti par l'Etat, à émettre aux Etats-Unis d'Amérique par la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne (SABENA) (Moniteur du 5 février 1965, p. 1187).

Article 1^{er}. — Est approuvé le contrat conclu le 28 décembre 1964 entre la « First National City Bank » d'une part, et la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne (SABENA), d'autre part, relatif à l'octroi, à cette dernière, d'un crédit de huit millions de dollars des Etats-Unis, destiné à financer l'achat d'un Boeing 707-329 C.

Art. 2. — Le crédit pourra être prélevé par tranches d'un million de dollars ou d'un multiple de ce nombre.

Art. 4. —

Les intérêts, payables semestriellement à terme échu, sont fixés comme suit :

5 p.c. l'an, pour les promesses échéant du 1^{er} novembre 1965 au 1^{er} mai 1967;

5 1/8 p.c. l'an, pour les promesses échéant du 1^{er} novembre 1967 au 1^{er} mai 1969;

5 1/4 p.c. l'an, pour les promesses échéant du 1^{er} novembre 1969 au 1^{er} novembre 1971;

5 1/2 p.c. l'an, pour les promesses échéant le 1^{er} mai 1972.

Les intérêts payables le 1^{er} novembre 1965 seront calculés *pro rata temporis*, depuis le jour du prélèvement des fonds.

Art. 5. — Une commission d'ouverture de crédit de 1/2 p.c. (un demi pour cent) l'an est allouée à la banque sur les montants non utilisés pendant la période du 1^{er} novembre 1964 au 31 octobre 1965.

Art. 6. — La Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne (SABENA) a la faculté de rembourser anticipativement, à toute époque, tout ou partie des promesses restant en circulation, moyennant un préavis de cinq jours et paiement du prorata d'intérêt couru jusqu'à la date de ce remboursement et selon les autres modalités prévues au contrat.

Art. 7. — Conformément à l'article 4 de la loi du 23 juin 1960, la charge des intérêts prévus à l'article 4 sera supportée par l'Etat, à concurrence d'un taux annuel de 2 1/2 p.c., 2 9/16 p.c., 2 5/8 p.c. et 2 3/4 p.c. selon la date d'échéance des promesses.

Art. 8. — L'Etat garantit le paiement des intérêts et le remboursement des promesses (...).

Arrêté ministériel du 2 février 1965

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 4 février 1965, p. 1144).

Arrêté royal du 2 février 1965

modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1962 relatif aux précomptes professionnels et à la conversion en rente des capitaux, allocations et valeurs de rachat (Moniteur du 24 février 1965, p. 1862).

Arrêté royal du 5 février 1965

relatif à l'emprunt 1965 à 6 ou 12 ans de 2 milliards de francs, à contracter, sous la garantie de l'Etat, par la Société Nationale des Chemins de fer belges (Moniteur du 10 février 1965, p. 1317).

.....
Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après :

6,25 p.c. l'an, à partir du 20 février 1965 jusqu'au 19 février 1971;

6,50 p.c. l'an, à partir du 20 février 1971 jusqu'au 19 février 1977.

.....
Art. 4. — Le prix d'émission est fixé à 995 francs net, par mille francs de capital nominal; il est payable soit en espèces, soit en obligations, remboursables le 20 février 1965, de l'emprunt 4,50 p.c. 1953-1965, émis par la Société Nationale des Chemins de fer belges et reprises au taux de 105 p.c. de leur valeur nominale.

Art. 8. — L'emprunt est amortissable à partir de la deuxième année (...).

.....
Art. 11. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipé de leurs obligations le 20 février 1971, au pair de la valeur nominale.

.....
Art. 12. — Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

.....
Art. 15. — La taxe sur les opérations de bourse due pour l'émission de l'emprunt est acquittée directement par la Société Nationale des Chemins de fer belges et supportée par elle.

Arrêté ministériel du 12 février 1965

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 17 février 1965, p. 1560).

Arrêté royal du 18 février 1965

transférant à l'exercice 1965 les crédits d'engagement et les crédits de paiement disponibles au 31 décembre 1964 sur le titre II (dépenses extraordinaires) du budget du Ministère des Finances de l'exercice 1964 (Moniteur du 27 février 1965, p. 2055).

5. — INDUSTRIE

Arrêté royal du 25 janvier 1965

prescrivant une statistique mensuelle de la production dans l'industrie laitière (Moniteur du 3 février 1965, p. 1095).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal des 10 et 18 février 1965

modifiant les articles 142 et 39 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés (Moniteur des 19 et 24 février 1965, pp. 1711 et 2059).

Arrêté ministériel du 11 février 1965

déterminant les activités du Fonds national de reclassement social des handicapés et les catégories de handicapés, qui bénéficient d'une priorité (Moniteur du 19 février 1965, p. 1711).

Arrêté royal du 12 février 1965

modifiant l'arrêté royal du 5 janvier 1957 fixant la dénomination, la compétence et la composition des commissions paritaires instituées en exécution de l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires (Moniteur du 23 février 1965, p. 1792).

Arrêté royal du 18 février 1965

modifiant les articles 124, 130, § 2, et 139 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 26 février 1965, p. 2029).

Loi du 19 février 1965

relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes (Moniteur du 26 février 1965, p. 2007).

Arrêté royal du 25 février 1965

portant dérogation en ce qui concerne l'industrie et le commerce du pétrole aux dispositions de la loi du 15 juillet 1964 sur la durée du travail dans les secteurs publics et privés de l'économie nationale (Moniteur du 27 février 1965, p. 2060).

7. — COMMERCE INTERIEUR

Arrêté ministériel du 1^{er} février 1965

complété par celui du 8 février 1965, fixant les marges commerciales de distribution pour la vente du beurre (Moniteur des 3 et 10 février 1965, pp. 1108 et 1321).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 11 janvier 1965

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 4 février 1965, p. 1146).

Arrêté ministériel du 2 février 1965

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 4 février 1965, p. 1144).

Arrêté ministériel du 25 janvier 1965

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 13 février 1965, p. 1442).

Arrêté ministériel du 12 février 1965

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 17 février 1965, p. 1560).

9. — TRANSPORTS

Arrêté ministériel du 1^{er} février 1965

relatif à l'indemnité due pour certains déplacements de bateaux de navigation intérieure pendant le chargement ou le déchargement (Moniteur du 19 février 1965, p. 1714).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 27 janvier 1965

rendant obligatoire la décision du 13 août 1964 de la Commission paritaire régionale de l'industrie des briques de la province de Limbourg, fixant les conditions du travail (Moniteur du 4 février 1965, p. 1150).

Arrêté royal du 10 février 1965

rendant obligatoire la décision du 17 décembre 1964 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises horticolas fixant l'égalité de rémunération entre ouvriers et ouvrières de la même catégorie (Moniteur du 19 février 1965, p. 1709).

Arrêté ministériel du 22 février 1965

complétant l'arrêté ministériel du 8 octobre 1959 prescrivant la déclaration des hausses de prix, modifié par les arrêtés ministériels des 18 janvier 1960, 8 septembre et 15 novembre 1961, 10 janvier 1962, 9 et 28 novembre 1963, 15 janvier, 1^{er} avril, 10 juillet et 26 octobre 1964 (Moniteur du 24 février 1965, p. 1840).

Arrêté royal du 25 février 1965

rendant obligatoire la décision du 16 février 1965 de la Commission paritaire nationale de l'industrie et du commerce du pétrole fixant les salaires et les conditions de travail du personnel ouvrier occupé dans l'industrie et le commerce du pétrole et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 27 février 1965, p. 2061).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 22 janvier 1965

portant majoration du taux des cotisations fixées par les articles 77 et 78 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 3 février 1965, p. 1110).

Arrêté royal du 9 février 1965

portant majoration d'allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 13 février 1965, p. 1444).

Arrêté royal du 1^{er} février 1965

déterminant les conditions d'octroi, à charge de l'Etat, d'une aide sociale aux personnes âgées ou handicapées qui rentrent d'Afrique en Belgique (Moniteur du 24 février 1965, p. 1848).

Arrêté royal du 9 février 1965

modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1938, prévu par la loi du 10 juin 1937, qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés (Moniteur du 13 février 1965, p. 1447).

Arrêté royal du 4 février 1965

supprimant, à partir du 1^{er} janvier 1965, la contribution spéciale prévue pour l'année 1965 par l'article 27 de la loi du 3 avril 1962 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés (Moniteur du 13 février 1965, p. 1442).

Arrêté royal du 4 février 1965

modifiant l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime de pensions de retraite et de veuve (Moniteur du 13 février 1965, p. 1457).

Arrêté royal du 4 février 1965

modifiant l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime de pensions de retraite et de veuve (Moniteur du 13 février 1965, p. 1443).

Arrêté royal du 4 février 1965

fixant le montant du supplément de pension d'invalidité accordé aux ouvriers mineurs et assimilés (Moniteur du 13 février 1965, p. 1458).

Arrêté royal du 9 février 1965

modifiant l'arrêté du Régent du 23 mai 1949 relatif à l'octroi d'allocations supplémentaires à certains bénéficiaires de la loi du 24 juillet 1927 sur la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles (Moniteur du 13 février 1965, p. 1450).

Arrêté royal du 9 février 1965

modifiant l'arrêté du Régent du 19 octobre 1944 relatif à l'octroi d'allocations à certaines catégories de victimes d'accidents du travail (Moniteur du 13 février 1965, p. 1451).

Arrêté royal du 9 février 1965

modifiant l'arrêté royal du 10 avril 1954 relatif à l'octroi d'allocations à certaines catégories de victimes d'accidents du travail survenus aux gens de mer (Moniteur du 13 février 1965, p. 1452).

Arrêté ministériel du 9 février 1965

modifiant l'arrêté ministériel du 4 février 1963 déterminant les bases d'évaluation de l'état de besoin en matière d'allocations spéciales et supplémentaires aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit (Moniteur du 13 février 1965, p. 1453).

Arrêté royal du 9 février 1965

modifiant l'arrêté royal du 4 avril 1962 relatif aux pensions de retraite et de survie des marins naviguant sous pavillon belge (Moniteur du 13 février 1965, p. 1456).

Arrêté royal du 17 février 1965

modifiant l'arrêté royal du 15 février 1951 déterminant les modalités spéciales d'application aux ouvriers mineurs et assimilés de la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés (Moniteur du 20 février 1965, p. 1746).

Arrêté royal du 15 février 1965

portant augmentation des majorations de rente de vieillesse et de veuve prévues par la loi du 12 février 1963 relative à l'organisation d'un régime de pension de retraite et de survie au profit des assurés libres (Moniteur du 17 février 1965, p. 1562).

Arrêté royal du 16 février 1965

modifiant l'arrêté royal du 4 avril 1962 portant augmentation des prestations prévues aux articles 9 et 18 de l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime de pensions de retraite et de veuve (Moniteur du 20 février 1965, p. 1744).

Arrêté royal du 16 février 1965

relatif à l'octroi des allocations de chômage aux travailleurs frontaliers occupés en France résidant en Belgique et se trouvant en état de chômage partiel ou accidentel au sens de l'article 19, paragraphe 2, du règlement n° 36/63/CEE, du Conseil de la Communauté Economique Européenne du 2 avril 1963 concernant la sécurité sociale des travailleurs frontaliers (Moniteur du 25 février 1965, p. 1959).

Arrêté royal du 17 février 1965

modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés (Moniteur du 20 février 1965, p. 1745).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

**Règlement n° 6/65/C.E.E.
du Conseil du 26 janvier 1965**

portant suspensions partielles du droit du tarif douanier commun applicable à l'importation de viande bovine congelée (Journal Officiel du 1^{er} février 1965, p. 197/65).

**Directive du Conseil du 26 janvier 1965
(65/65/C.E.E.)**

concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives, relatives aux spécialités pharmaceutiques (Journal Officiel du 9 février 1965, p. 369/65).

**Directive du Conseil du 26 janvier 1965
(65/66/C.E.E.)**

portant établissement de critères de pureté spécifiques pour les agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine (Journal Officiel du 9 février 1965, p. 373/65).

Décision n° 3-65 du 17 février 1965

relative au régime communautaire des interventions des Etats membres en faveur de l'industrie houillère (Journal Officiel du 25 février 1965, p. 480/65).

Article 1^{er}. — 1. Les Etats membres doivent notifier chaque année à la Haute Autorité au plus tard pour le 1^{er} novembre toutes les interventions de caractère financier qu'ils se proposent d'effectuer directement ou indirectement en faveur de l'industrie houillère au cours de l'année calendaire suivante.

La raison d'être et la portée exacte de ces interventions doivent être précisées. Pour 1965, cette notification doit avoir lieu avant le 15 avril 1965.

Art. 2. — 1. Peuvent être autorisées par la Haute Autorité, après consultation du Conseil, les aides prévues aux articles 3 à 5 ci-dessous à condition qu'elles ne soient pas de nature à compromettre le bon fonctionnement du marché commun.

L'Etat membre intéressé ne peut mettre à exécution les mesures visées à l'alinéa ci-dessus sans autorisation préalable de la Haute Autorité.

2. Sont considérées comme compatibles avec le marché commun les interventions de l'Etat dans le financement des prestations sociales qui ont pour effet de ramener, pour les entreprises de l'industrie houillère, le rapport de la charge par mineur actif à la prestation par bénéficiaire au niveau du rapport correspondant dans les autres industries.

3. Sur toutes les autres aides et interventions financières relevant du traité, la Haute Autorité se prononce suivant les procédures et les règles du traité.

Art. 3. — 1. La Haute Autorité peut autoriser l'octroi d'aides des Etats aux entreprises ayant pour objet d'aider partiellement au financement de dépenses de caractère exceptionnel contribuant à l'augmentation de la rentabilité par rationalisation positive (...).

Art. 4. — La Haute Autorité peut autoriser l'octroi d'aides des Etats aux entreprises pour la fermeture totale ou partielle d'installations (rationalisation négative) (...).

Art. 5. — 1. Si l'adaptation des entreprises aux conditions nouvelles du marché charbonnier est de nature à entraîner des troubles graves dans la vie économique et sociale d'une région parce que les possibilités de développement régional n'y sont pas encore suffisantes, la Haute Autorité peut autoriser des aides financières de l'Etat destinées à permettre un rythme approprié des mesures de rationalisation à mettre en œuvre.

Art. 7. — La présente décision entre en vigueur le 1^{er} mars 1965. Elle cesse d'être en vigueur le 31 décembre 1967.

Des autorisations données avant cette date pourront couvrir l'octroi d'aides au cours de l'année 1968.

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1961	1962	1968
		(milliers, à fin d'année)			
Population totale	I.N.S.	8.512	9.190	9.251	9.328
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.876	5.906	5.948
dont : Hommes	»	2.902	2.903	2.923	2.950
Femmes	»	2.948	2.973	2.983	2.998
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.525	3.568	3.589
dont : Agriculture	»	423	249	240	230
Industries extractives	»	191	115	105	102
Industries manufacturières	»	1.311	1.235	1.259	1.267
Bâtiments et construction	»	197	249	264	276
Transports	»	243	243	240	245
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.339	1.383	1.404
Chômeurs complets	»	92	95	77	65

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	108,8	115,1	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,0	180,8
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	8,2	8,7	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,6	14,3	15,5
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	16,9	18,5	20,3	23,4	23,9	23,6	26,2	28,9	31,6	36,4
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	44,9	48,1	50,3	53,2	58,2	60,0	63,5	64,4	68,7	74,7
e) Corrections et compléments	10,7	10,7	13,0	14,7	13,2	13,3	15,3	16,4	20,8	19,3
Total ...	189,5	201,1	217,3	237,1	243,2	244,3	261,6	275,0	301,4	326,7
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	19,5	20,2	19,5	22,8	21,1	22,2	22,9	26,6	24,7	28,5
b) Professions libérales ¹	9,3	9,5	10,0	10,2	11,3	11,9	12,7	13,5	15,0	15,6
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	69,3	71,6	73,9	73,0	72,7	74,1	76,6	79,5	82,3	87,0
d) Revenu des sociétés de personnes ²	5,3	6,0	6,4	6,2	5,5	5,9	6,4	7,0	7,0	7,7
e) Ajustement statistique	1,2	0,7	1,4	1,9	1,3	0,9	0,9	—	1,0	— 1,0
Total ...	104,6	108,0	111,2	114,1	111,9	115,0	119,5	126,6	130,0	137,8
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	11,4	12,6	13,6	14,4	15,8	17,2	19,1	20,8	23,0	25,8
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	32,9	33,5	33,7	34,1	34,1	34,3	34,1	34,2	34,0	33,8
c) Dividendes, tantièmes, dons	9,3	10,8	12,4	13,4	12,3	11,4	13,2	14,3	15,6	15,0
Total ...	53,6	56,9	59,7	61,9	62,2	62,9	66,4	69,3	72,6	74,6
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	9,5	12,3	13,3	10,2	7,2	10,6	11,4	13,2	10,4	15,9
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	6,9	6,8	8,3	8,8	7,7	7,5	9,3	9,0	11,1	11,2
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	4,6	4,8	5,1	6,0	5,1	4,7	5,5	5,9	5,6	5,3
7. Intérêt de la dette publique	— 9,8	— 10,9	— 11,8	— 12,6	— 12,9	— 13,8	— 15,8	— 18,4	— 18,5	— 20,2
Revenu national net au coût des facteurs	358,9	379,0	403,1	425,5	424,4	431,2	457,9	480,6	512,6	551,2
8. Amortissements	36,8	38,7	42,7	45,6	50,6	53,1	56,2	58,3	62,2	66,2
Revenu national brut au coût des facteurs	395,7	417,7	445,8	471,1	475,0	484,3	514,1	538,9	574,8	617,4
9. Impôts indirects	41,7	46,2	50,8	54,2	55,3	60,3	65,4	73,2	78,6	85,2
10. Subsidés	— 5,0	— 4,1	— 6,5	— 6,5	— 6,9	— 6,6	— 7,2	— 6,7	— 7,2	— 7,8
Produit national brut aux prix du marché	432,4	459,8	490,1	518,8	523,4	538,0	572,3	605,4	646,2	694,8

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

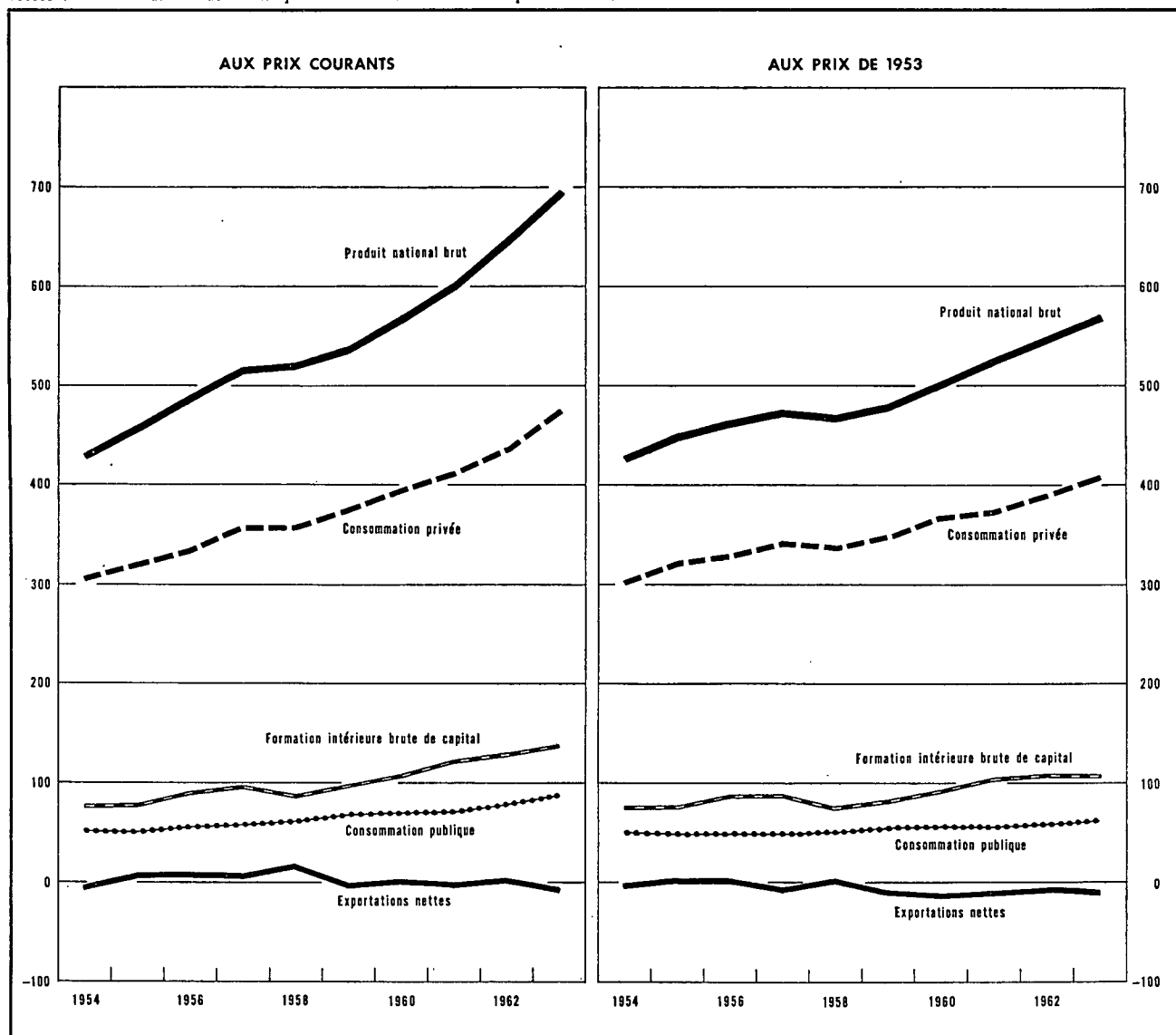
	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. Agriculture, sylviculture et pêche	31,2	32,5	31,8	35,4	33,8	35,0	36,1	39,9	38,3	42,8
2. Industries extractives	16,9	17,8	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	14,0	14,2	15,4
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	31,6	32,5	33,8	35,3	37,0	37,8	39,3	41,0	42,6	44,3
b) Textiles	13,9	13,4	14,8	15,7	12,9	14,0	15,5	16,1	16,7	18,1
c) Vêtements et chaussures	5,7	6,0	6,3	7,0	6,6	6,9	7,3	7,9	8,9	9,9
d) Bois et meubles	4,3	4,8	5,0	5,3	5,6	5,5	6,7	6,8	8,1	9,0
e) Papier, impression, édition	6,6	6,9	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,2	9,5	10,6
f) Industries chimiques et activités connexes	11,7	12,1	13,2	13,5	13,1	13,7	14,5	14,9	15,4	15,9
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	6,5	7,4	8,0	8,3	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,0
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	10,5	13,6	15,5	15,8	13,3	14,5	18,6	17,4	19,0	19,6
i) Fabrications métalliques et constructions navales	29,1	29,3	31,4	35,2	33,7	33,2	36,9	42,2	46,9	51,6
j) Industries non dénommées ailleurs	8,3	9,1	9,8	10,3	10,4	11,0	12,5	13,2	14,5	16,0
Total des industries manufacturières (rub. 3)	128,2	134,8	144,7	153,8	148,3	153,6	170,1	179,5	193,5	207,0
4. Construction	23,3	25,0	27,7	31,2	30,7	30,7	33,2	36,9	42,0	45,7
5. Electricité, gaz et eau	8,7	8,9	9,4	10,0	10,6	10,7	11,1	11,5	12,5	13,3
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation										
a) Commerce	62,0	66,6	70,7	75,1	75,9	82,1	86,2	93,3	100,1	110,3
b) Services financiers et assurances ...	9,4	11,5	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,2	19,8	21,0
c) Immeubles d'habitation	35,9	36,9	37,6	38,5	39,1	39,9	40,5	41,1	41,7	42,3
Total de la rubrique 6 ...	107,3	115,0	120,3	126,6	128,4	137,0	142,7	151,6	161,7	173,6
7. Transports et communications	27,3	30,3	33,1	34,4	34,8	36,3	39,4	39,5	42,6	46,2
8. Services	87,0	92,1	96,4	103,2	111,3	115,3	122,1	126,9	135,9	145,3
9. Corrections	-1,7	-2,0	0,4	-5,0	-0,3	0,2	-3,2	-0,4	0,3	0,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	428,3	454,4	482,4	510,8	515,8	533,1	565,5	599,4	641,0	689,4
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	4,1	5,4	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	6,0	5,2	5,4
Produit national brut aux prix du marché	432,4	459,8	490,1	518,8	523,4	538,0	572,3	605,4	646,2	694,8

1 - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	91,1	93,2	98,4	101,7	102,5	105,6	107,0	111,2	117,4	122,5
b) Boissons et tabac	22,8	23,6	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,3	31,5	32,9
c) Vêtements et autres effets personnels	30,7	31,9	33,3	36,2	34,2	35,9	38,4	40,2	42,8	48,2
d) Loyers, taxes, eau	42,2	43,5	44,5	45,9	46,8	47,5	48,2	49,1	50,3	51,7
e) Chauffage et éclairage	16,3	17,3	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,3	24,1	27,8
f) Articles ménagers durables	21,9	23,0	25,1	27,9	27,6	28,5	32,3	34,8	38,3	42,5
g) Entretien de la maison	14,7	15,2	16,0	17,1	17,5	18,3	19,0	19,7	21,4	22,9
h) Soins personnels et hygiène	16,9	17,6	18,4	19,7	22,0	23,5	25,2	26,7	28,9	31,6
i) Transports et communications	21,4	23,0	25,2	27,2	27,3	28,8	33,1	34,2	36,2	40,1
j) Loisirs	22,9	24,0	25,0	27,1	30,0	29,2	29,2	31,0	32,3	34,4
k) Autres dépenses et ajustement statistique	6,4	9,5	6,0	9,6	4,6	10,7	13,3	13,5	12,2	19,4
Total ...	307,3	321,8	334,9	358,9	358,6	375,1	394,5	411,0	435,4	474,0
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	33,9	36,2	37,6	40,0	44,0	46,3	49,8	51,1	54,7	59,5
b) Biens et services	16,2	13,1	14,0	13,9	14,8	16,6	17,4	16,8	19,7	23,6
c) Loyer net imputé	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,1	2,3	2,5	2,8
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,6	0,6	0,7	0,8	0,7	0,9	0,9	1,0	1,1	1,1
Total ...	52,1	51,4	53,9	56,4	61,3	65,7	70,2	71,2	78,0	87,0
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	3,7	4,3	4,2	4,3	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,4
b) Industries extractives	2,5	2,2	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	1,8
c) Industries manufacturières	14,0	16,7	21,3	20,0	18,3	18,7	26,4	32,2	34,6	38,2
d) Construction	1,7	1,8	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	6,2	5,3
e) Electricité, gaz et eau	3,5	4,1	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,5	6,6	6,3
f) Commerce, banque, assurances	8,4	8,6	9,6	10,0	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,6
g) Immeubles d'habitation	20,9	19,5	21,6	24,4	22,5	24,7	29,3	32,2	30,7	29,5
h) Transports et communications	8,8	9,8	10,5	10,7	12,0	11,2	12,1	12,2	12,8	13,5
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	7,4	8,3	9,1	8,5	8,5	12,1	12,3	13,8	16,0	18,8
j) Autres services	2,1	2,2	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,3	3,4	3,7
k) Variations de stocks	3,0	-0,4	4,0	6,6	0,8	4,0	-0,2	4,2	2,4	0,8
l) Ajustement statistique	-0,4	0,1	-0,9	-0,2	-0,6	-0,6	0,2	0,1	-0,8	0,8
Total ...	75,6	77,2	91,5	97,1	86,5	97,3	106,5	124,0	130,3	137,7
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	129,1	155,3	179,7	184,6	177,3	176,3	200,1	216,1	232,8	255,7
b) Importations totales	131,7	145,9	169,9	178,2	160,3	176,4	199,0	216,9	230,3	259,6
c) Exportations nettes	-2,6	+9,4	+9,8	+6,4	+17,0	-0,1	+1,1	-0,8	+2,5	-3,9
Produit national brut aux prix du marché	432,4	459,8	490,1	518,8	523,4	538,0	572,3	605,4	646,2	694,8

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	102	106	108	109	111	111	115	117	121	122
b) Boissons	99	103	103	111	109	114	117	122	125	131
c) Tabac	102	105	107	115	118	119	124	127	134	134
d) Vêtements et autres effets personnels	106	111	112	120	112	117	125	129	136	149
e) Loyers, taxes, eau	102	104	105	106	107	107	108	109	110	110
f) Chauffage et éclairage	105	111	118	117	108	110	117	123	145	161
g) Articles ménagers durables	108	116	122	131	128	134	156	165	181	194
h) Entretien de la maison	105	108	111	114	115	118	119	121	126	129
i) Soins personnels et hygiène ...	105	108	111	113	123	128	134	139	147	156
j) Transports	111	119	125	131	132	137	152	156	166	182
k) Communications P.T.T.	105	111	117	122	129	130	136	144	153	171
l) Loisirs	101	105	106	111	117	114	114	119	121	126
Total ...	103	110	112	116	115	118	124	127	132	139
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	104	107	106	106	110	115	114	115	116	119
b) Biens et services	94	73	75	71	77	86	89	86	99	116
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	100	108	115	121	127	133	141	154	167	179
Total ...	101	96	96	95	100	106	107	106	112	120
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	99	113	104	106	96	98	80	89	83	92
b) Industries extractives	104	91	117	110	98	68	56	74	50	59
c) Industries manufacturières	102	118	144	127	117	118	167	202	210	222
d) Construction	112	112	126	130	105	132	145	184	340	281
e) Electricité, gaz et eau	104	118	128	132	125	156	126	117	162	145
f) Commerce, banques, assurances	105	104	111	109	97	110	120	131	135	148
g) Immeubles d'habitation	123	111	118	124	110	120	140	149	135	124
h) Transports et communications .	113	121	125	122	135	127	137	135	140	143
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	111	113	121	111	120	150	137	142	158	198
j) Enseignement	120	163	158	123	92	201	244	303	338	318
k) Autres services	105	104	111	109	107	118	124	140	141	147
Total ...	112	112	128	129	112	125	136	155	158	159
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	110	127	137	139	140	149	164	179	196	211
b) Importations totales	113	125	141	144	139	155	175	187	202	220
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953)	103,6	109,0	111,7	114,3	113,1	115,8	121,2	126,9	132,3	137,4

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Publications du Centre National de Calcul Mécanique*. — *Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947*. — *Bulletin de l'I.R.E.S.P.* — *Annuaire démographique* (O.N.U.). — *Revue internationale du Travail* (B.I.T.). — *Annuaire des Statistiques du Travail* (B.I.T.).

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*, juin 1964, p. 1209. — *Cahiers Economiques de Bruxelles*, « L'économie belge en 220 séries », (D.U.L.B.E.A.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Statistiques générales* (O.C.D.E.). — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Yearbook of International Account Statistics* (O.N.U.). — *Statistiques Economiques belges 1950-1960*.

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques			Construction de matériel de transport			
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques				
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8	
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1962 2 ^e trimestre ..	102,4	62,2	105,3	105,6	107,3	125,2	113,7	99,8	96,7	107,3	
3 ^e trimestre ..	103,8	61,5	106,0	105,2	108,3	127,7	112,9	101,1	97,2	109,5	
4 ^e trimestre ..	103,0	61,6	106,6	105,7	112,3	130,3	114,4	100,2	99,1	110,0	
1963 1 ^{er} trimestre ..	98,2	60,0	105,8	103,4	113,1	127,4	113,8	97,1	99,1	83,9	
2 ^e trimestre ..	105,3	59,9	107,7	105,6	118,5	131,0	110,7	101,7	98,6	116,9	
3 ^e trimestre ..	106,2	60,2	108,4	105,5	120,8	132,8	111,9	102,8	98,6	118,8	
4 ^e trimestre ..	106,4	60,3	109,3	106,2	124,4	134,8	115,9	100,8	100,1	116,0	
1962 Décembre	102,6	61,2	106,2	105,4	113,5	129,7	113,3	100,3	99,1	109,4	
1963 Janvier	97,0	59,4	105,9	105,7	112,3	126,5	115,9	96,0	99,0	77,0	
Février	94,5	60,0	105,2	105,1	111,8	127,7	112,9	96,2	98,7	64,9	
Mars	103,2	60,7	106,4	99,5	115,1	128,1	112,6	99,1	99,5	109,9	
Avril	105,6	60,4	107,8	105,7	116,3	131,4	110,8	100,6	98,6	114,7	
Mai	105,1	59,7	107,9	105,9	119,7	130,7	110,4	102,9	98,9	117,9	
Juin	105,3	59,6	107,4	105,1	119,5	131,0	110,8	101,5	98,2	118,1	
Juillet	105,6	60,0	107,8	105,0	118,0	130,9	110,1	103,1	97,9	118,0	
Août	106,0	60,0	108,1	105,7	121,1	132,5	111,7	102,5	98,4	119,0	
Septembre ..	106,9	60,5	109,2	105,9	123,4	135,0	113,9	102,8	99,6	119,3	
Octobre	106,7	60,3	109,2	106,5	123,3	135,4	115,4	101,9	99,4	118,4	
Novembre ...	106,8	60,4	109,7	106,4	125,2	134,9	116,3	100,4	100,8	116,8	
Décembre	105,6	60,3	108,9	105,8	124,8	134,2	116,1	100,0	100,1	112,9	

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			requies pendant le mois	en suspens à fin de mois
1957	302	116,8	77,9	38,9	2.942	19,9	7,6	5,3	40,1	19,4	12,9
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5	73,1	16,2	5,6
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962 6	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1964	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	10,2	13,3	12,5
1963 3 ^e trimestre	63	35,4	24,7	10,7	743	15,4	5,8	7,4	7,9	13,9	18,6
4 ^e trimestre	61	72,1	29,0	43,1	1.467	15,0	8,8	6,1	12,0	12,5	15,5
1964 1 ^{er} trimestre	64	82,3	32,6	49,7	1.755	16,1	7,6	4,6	13,0	15,6	14,1
2 ^e trimestre	62	35,9	23,3	12,6	742	14,9	5,7	7,1	7,3	14,8	14,7
3 ^e trimestre	63	31,6	20,2	11,4	663	15,0	5,3	7,1	7,0	11,6	12,7
4 ^e trimestre	61	60,9	28,0	32,9	1.238	14,8	5,2	6,3	13,5	11,4	8,6
1965 1 ^{er} trimestre	65	111,4	38,3	73,1							
1964 Mars	24	67,1	28,6	38,5	1.610	16,9	6,3	5,4	9,7	16,0	14,5
Avril	19	40,1	26,3	13,8	762	14,5	5,9	6,7	9,1	16,5	15,0
Mai	23	35,8	23,1	12,7	823	16,0	6,0	7,2	6,7	14,0	14,4
Juin	20	32,1	20,9	11,2	641	14,2	5,2	7,4	6,0	13,9	14,9
Juillet	18	31,6	20,4	11,2	568	14,4	4,7	6,8	6,7	9,7	13,3
Août	25	29,8	19,6	10,2	744	16,8	6,1	7,1	6,3	10,0	12,5
Septembre	20	33,9	21,0	12,9	678	13,8	5,1	7,3	7,9	14,9	12,2
Octobre	20	37,4	23,0	14,4	748	14,5	4,8	7,1	9,1	13,9	10,3
Novembre	23	48,9	27,6	21,3	1.124	16,1	5,0	6,5	12,6	10,4	8,9
Décembre	18	102,3	33,9	68,4	1.842	13,7	5,3	5,3	18,8	9,9	6,6
1965 Janvier	25	130,8	39,6	91,2	3.270	18,6	9,9	3,7	20,6	13,4	6,2
Février	20	123,8	39,3	84,5	2.475	15,6	8,6	4,0	20,0	12,4	6,8
Mars	20	74,8	35,6	39,2							

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

Nombre de journées perdues par mois

3 Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}{\text{Nombre de journées perdues par mois}}$

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

5 Chômeurs complets normalement aptes.

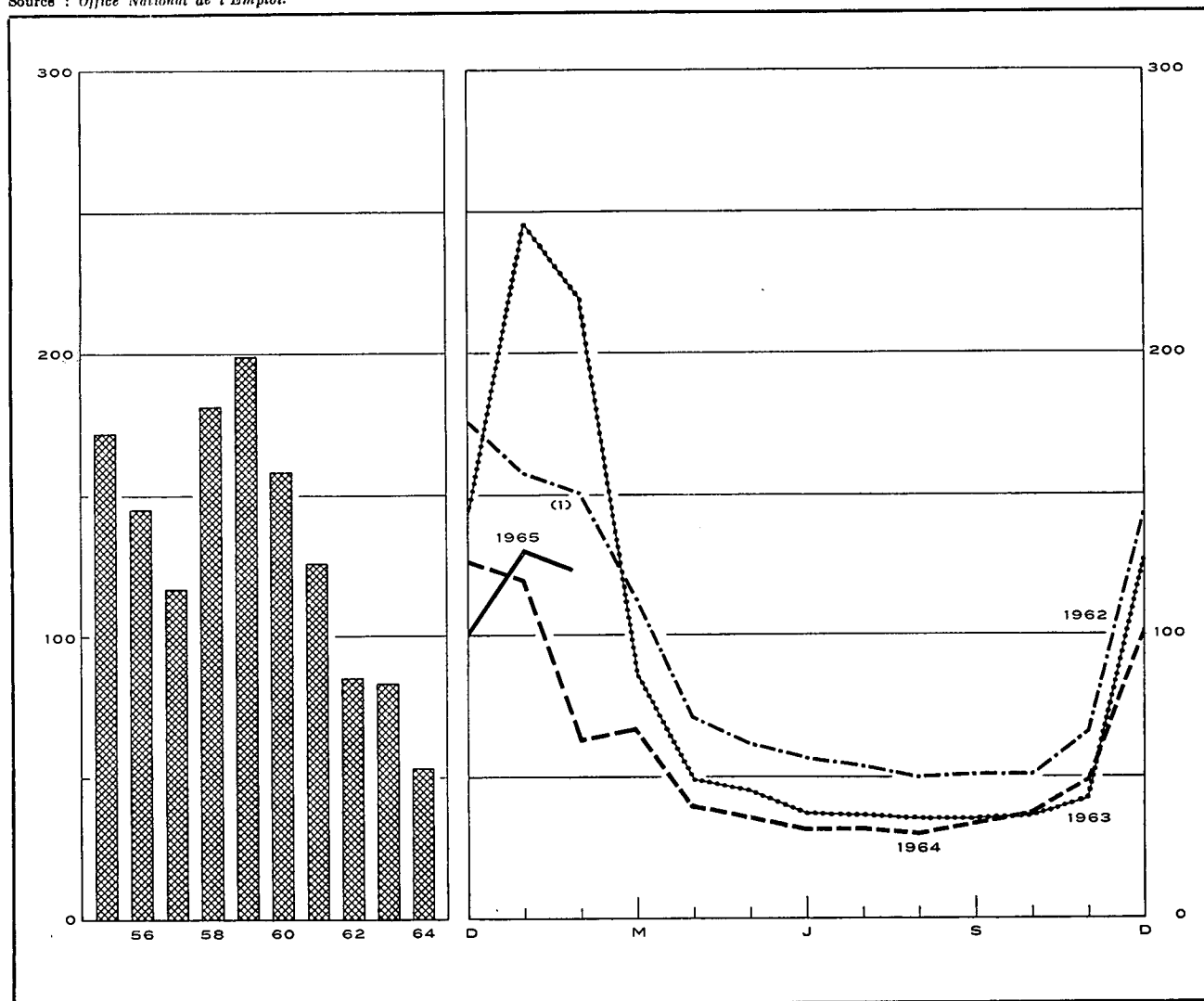
6 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés
Chômeurs complets + chômeurs partiels
(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1962	1963	1964	1965
1956	145	247	122	95	115	Janvier	158	246	120	131
1957	117	144	96	88	138	Février	151 ¹	219	63	124
1958	181	204	166	149	204	Mars	113	86	67	75
1959	199	292	182	150	171	Avril	71	49	40	
1960	158	221	149	123	137	Mai	62	45	36	
1961	126	177	111	90	124	Juin	57	40	32	
1962 ¹	85	141	64	52	90	Juillet	54	36	32	
1963	83	176	44	35	72	Août	50	35	30	
1964	53	82	36	32	61	Septembre ...	51	35	34	
1965		111				Octobre	51	36	37	
						Novembre ...	66	42	49	
						Décembre ...	144	127	102	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficies cultivées).

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Superficie cultivées ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	260	280	296	270	273	256	252	246	262
dont : froment	188	208	219	200	203	206	209	200	216
seigle	68	66	69	62	63	44	39	41	42
Céréales non panifiables	254	238	240	255	252	263	260	255	239
Plantes industrielles	99	92	94	88	96	92	93	94	106
Plantes racines et tuberculifères	151	145	141	134	131	120	116	114	103
Légumes cultivés pour la graine	14	13	12	12	11	11	10	10	11
Prés et prairies	818	814	811	816	819	821	829	825	815
Divers	130	134	125	137	129	136	128	134	129
Total ...	1.726	1.716	1.719	1.712	1.711	1.699	1.688	1.678	1.665
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	596	751	779	789	773	722	835	759	900
Autres céréales	998	969	992	1.034	1.056	1.011	1.083	1.038	1.041
Betteraves sucrières	2.203	2.486	2.832	1.474	3.063	2.703	2.019	2.135	3.114
Lin (graines et paille)	235	182	170	124	214	196	231	240	283
Chicorée à café	54	51	56	43	55	60	37	47	67
Pommes de terre	2.034	2.043	1.914	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	189	182	178	170	159	148	141	132	120
Total des bovidés	2.413	2.485	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663
dont : vaches laitières	974	977	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044	999
Porcs	1.471	1.366	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.198	1.277	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	1.644	p 1.724
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	400	391	412	424	441	429	462	505	481

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

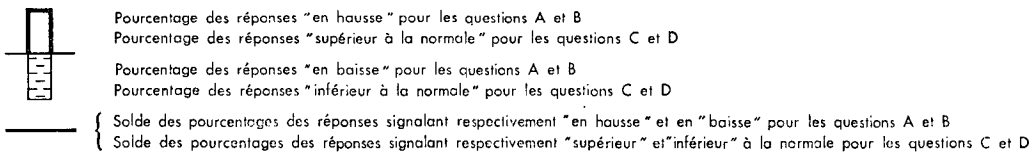
	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Aiglefin	546	519	445	374	232	262	285	300	221
Cabillaud	870	764	662	834	653	689	698	868	728
Plie	392	379	427	451	381	390	291	346	424
Sole	323	299	289	315	257	350	314	347	631
Raie	312	314	356	337	342	323	328	310	298
Hareng	1.650	716	254	201	260	528	409	273	153
Crevettes	178	266	84	64	89	39	80	48	76

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economic et statistique agricoles (F.A.O.).

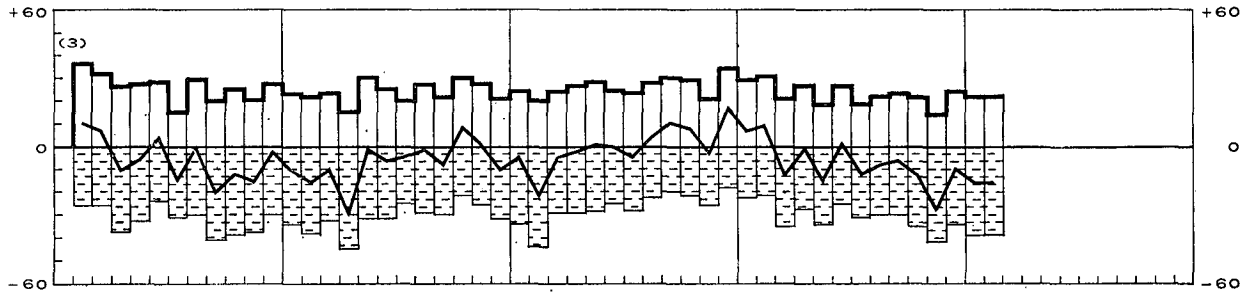
IV. — INDUSTRIE

IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE ⁽¹⁾

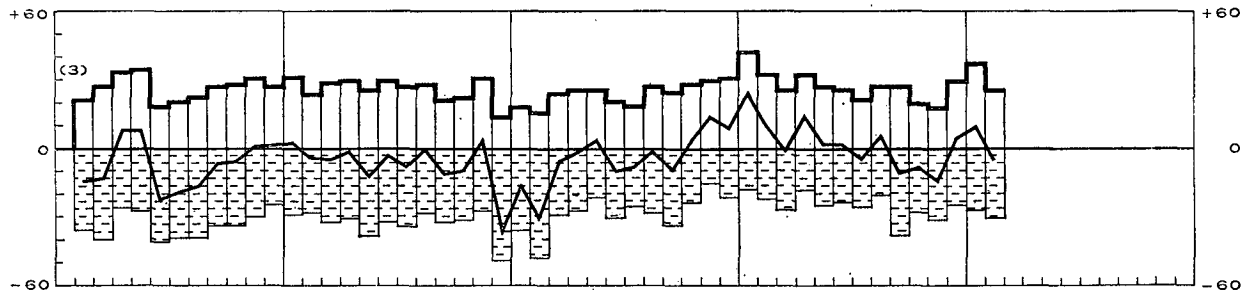
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir.



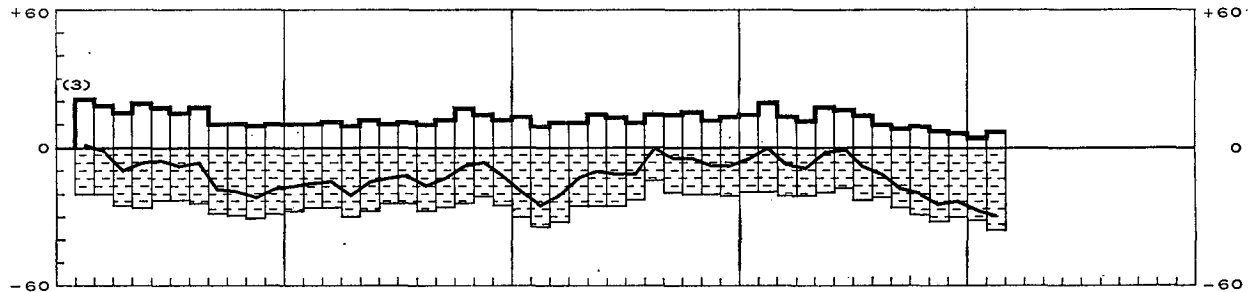
A. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR ⁽²⁾



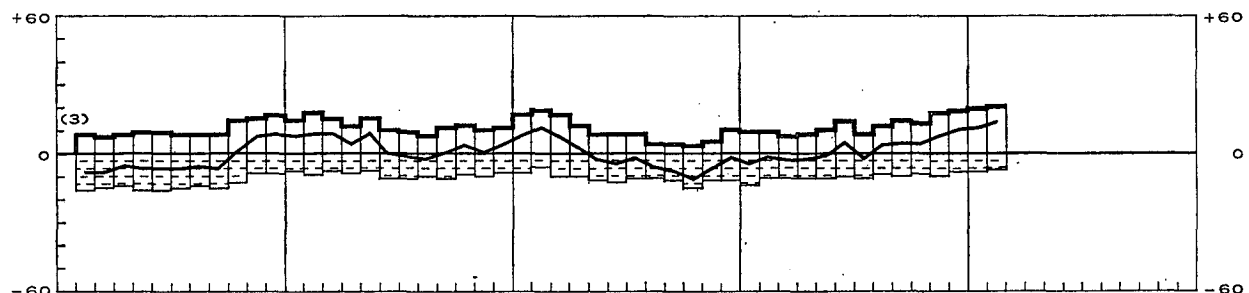
B. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION ⁽²⁾



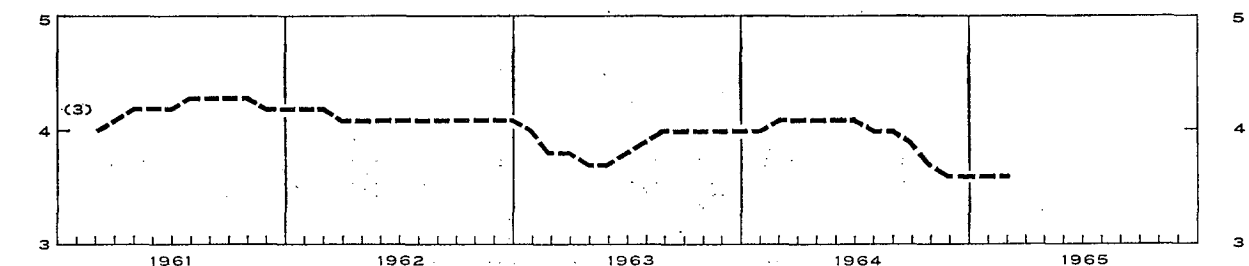
C. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



D. - APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



E. - DUREE MOYENNE ASSURÉE DE L'ACTIVITE (en mois)



1 Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.
 2 Mouvements saisonniers éliminés.
 3 Grèves dans les industries de la sidérurgie et des fabrications métalliques.

IV - 1a. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ¹

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. ²		Source : Agéfi ³
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général
1959	104	107	104	107	105
1960	112	116	111	115	115
1961	119	124	116	121	122
1962	125	131	123	129	130
1963	135	142	130	137	138
1964 p	144		140		147
1963 3 ^e trimestre	133	141	125	132	133
4 ^e trimestre	146	153	138	145	147
1964 1 ^{er} trimestre	141	148	138	145	146
2 ^e trimestre	p 145	p 153	p 145	p 152	148
3 ^e trimestre	p 137	p 145	p 131	p 139	143
4 ^e trimestre p	155		p 145		153
1965 1 ^{er} trimestre					p 145
1964 Mars	144	152	142	149	146
Avril	p 151	p 158	147	154	152
Mai	p 136	p 144	p 143	p 150	142
Juin	p 148	p 157	p 145	p 153	151
Juillet	p 125	p 133	p 120	p 127	137
Août	p 134	p 142	p 130	p 138	143
Septembre	p 151	p 159	p 144	p 153	150
Octobre	p 161	p 172	p 144	p 153	159
Novembre	p 152	p 158	p 147	p 155	149
Décembre	p 152		p 144		p 151
1965 Janvier	142 ⁴				p 142
Février	140 ⁴				p 142
Mars					151 ³

* Non compris la construction.

¹ Voir la note mise en-tête des « Statistiques ».

² Indices sur base originale 1958 convertis en indices base 1958 = 100.

³ Prévission.

⁴ Indices rapides de la production industrielle base 1958 calculés par l'I.N.S. convertis en indices base 1958 = 100.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs) ¹

Base 1958 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières														
		Industries extractives	Indice général	dont :										Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Raffineries de pétrole et dérivés du charbon	
				Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles				Total			dont : Trans-formation des matières plastiques (1962 = 100)
									Total	Fila-tures	Tissage	Bonne-terie				
1959	104	87	107	112	108	108	107	97	113	117	112	110	114		108	
1960	112	86	116	122	119	126	115	108	121	126	120	118	122		109	
1961	119	85	124	126	116	132	129	112	125	128	124	124	130		114	
1962	125	86	131	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	113	
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	136	
1964 p	144		150	147		159	128	142					167		133	
1963 2 ^e trimestre	136	91	143	142	128	143	152	113	142	140	140	155	154	131	136	
3 ^e trimestre	133	81	141	147	124	137	153	125	131	127	129	148	151	123	133	
4 ^e trimestre	146	96	153	140	135	157	167	136	150	141	152	177	157	141	141	
1964 1 ^{er} trimestre	141	94	148	131	143	160	159	107	148	143	152	154	156	131	128	
2 ^e trimestre	p 145	95	p 153	157	148	162	p 158	121	148	142	152	156	171	154	131	
3 ^e trimestre	p 137	83	p 145	159	140	155	p 146	p 126	127	118	132	144	p 161	p 138	133	
4 ^e trimestre p	155		153	157		173	157	144					178		142	
1964 Février	138	90	145	131	140	159	158	101	147	142	150	155	147	127	122	
Mars	144	92	152	139	146	164	161	110	149	142	154	158	165	142	125	
Avril	p 151	103	p 158	151	155	167	p 164	118	162	162	162	168	172	154	135	
Mai	p 136	87	p 144	157	138	153	p 150	111	133	124	142	136	164	141	122	
Juin	p 148	96	p 157	164	152	167	p 159	133	149	140	153	164	177	167	134	
Juillet	p 125	72	p 133	157	130	142	p 126	133	117	108	133	105	148	118	137	
Août	p 134	84	p 142	156	133	153	p 146	123	118	110	114	152	164	141	133	
Septembre	p 151	94	p 159	165	157	169	p 167	p 122	147	135	149	176	p 173	p 154	130	
Octobre	p 161	96	p 172	169	169	178	175	166	151	140	154	176	182	p 172	150	
Novembre	p 152	92	158	155	150	163	168	160	137	130	142	144	171		135	
Décembre p	152		135	153		177	145	145					180		141	
1965 Janvier ²	142		127			170	111	130					180		128	
Février ²	140		121			161	106	132					177		124	

* Non compris la construction.

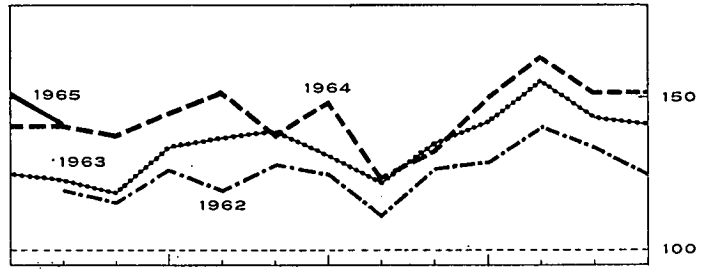
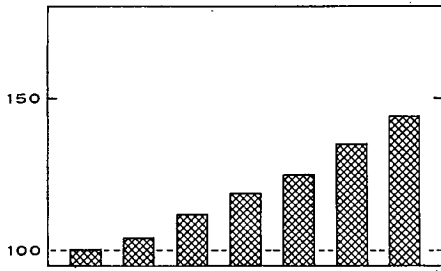
¹ Voir la note mise en-tête des « Statistiques ».

² Indices rapides de la production industrielle calculés par l'I.N.S. sur la base 1958 = 100 et convertis en indices base 1958 = 100.

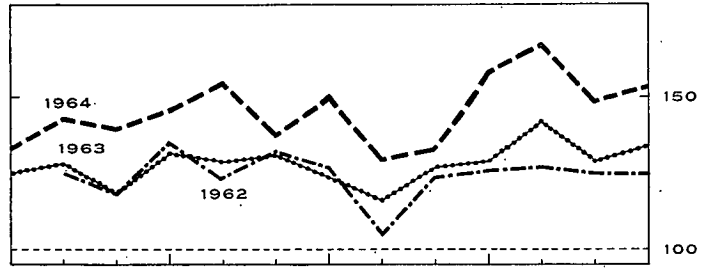
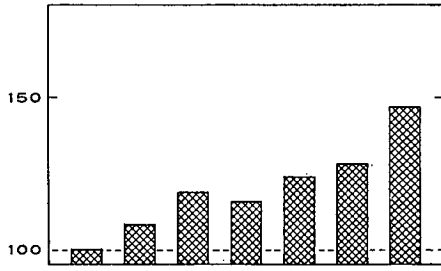
IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100

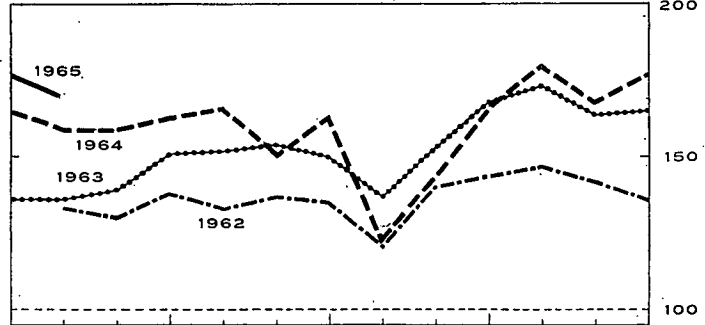
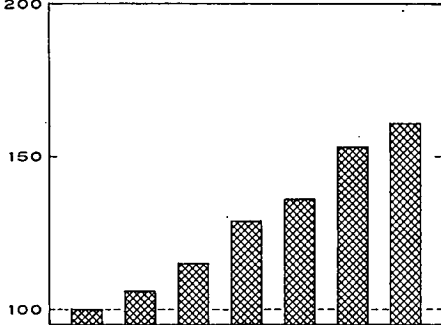
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



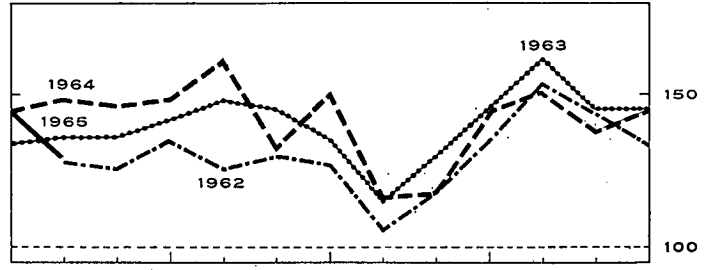
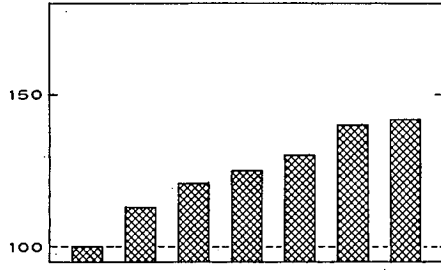
SIDERURGIE ET METAUX NON FERREUX



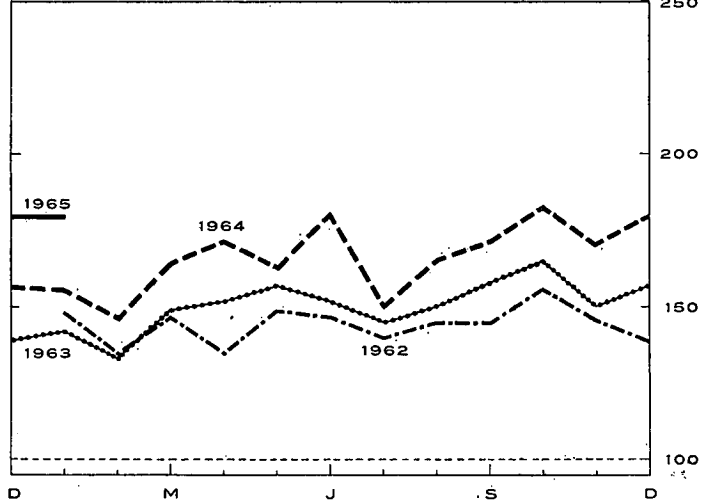
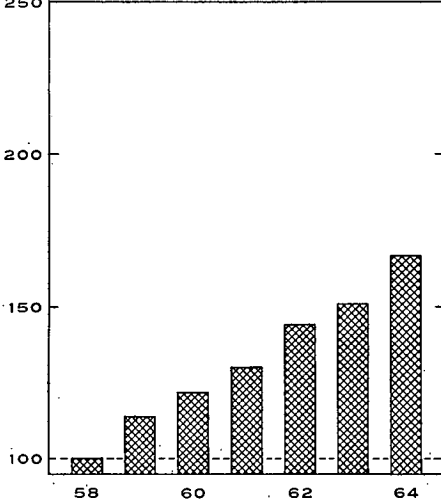
FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



INDUSTRIES CHIMIQUES ET DU CAOUTCHOUC



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (9) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille cru ¹	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1956	2.463	179	35	2.777	841	987	n.d.	99	182
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	445	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	542	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	546	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	579	109	200
1961	1.794	4.394	122	2.477	1.090	1.247	660	102	196
1962	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	p 1.774	p 1.468			p 1.153	1.623	1.112	106	240
1963 1 ^{er} trimestre	1.863	974	362	2.648	1.185	1.588	971	101	255
2 ^e trimestre	1.801	631	456	2.727	1.166	1.392	996	102	206
3 ^e trimestre	1.569	460	496	2.435	1.119	1.332	1.031	100	196
4 ^e trimestre	1.907	454	561	2.785	1.184	1.621	1.054	104	241
1964 1 ^{er} trimestre	1.873	901	443	2.524	1.179	1.647	1.022	95	259
2 ^e trimestre	1.817	1.220	336	2.465	1.158	1.527	981	108	221
3 ^e trimestre	1.571	1.379	418	2.346	1.122	1.510	1.116	106	205
4 ^e trimestre	p 1.834	p 1.468			p 1.153	1.808	1.330	114	273
1964 Février	1.799	726	422	2.401	1.185	1.555	1.090	82	233
Mars	1.798	901	328	2.358	1.172	1.670	889	103	269
Avril	2.005	1.055	307	2.581	1.181	1.605	1.064	108	239
Mai	1.648	1.102	393	2.403	1.151	1.461	886	105	213
Juin	1.799	1.220	307	2.412	1.141	1.515	992	110	213
Juillet	1.371	1.295	424	2.144	1.115	1.391	1.212	98	197
Août	1.579	1.323	445	2.412	1.121	1.488	1.120	108	205
Septembre	1.764	1.379	384	2.482	1.131	1.652	1.018	113	213
Octobre	1.826	1.384	389	2.665	1.141	1.801	1.312	118	256
Novembre	p 1.810	p 1.381			p 1.146	1.750	1.310	112	261
Décembre	p 1.865	p 1.468			p 1.173	1.874	1.368	114	302
1965 Janvier	p 1.731	p 1.538			p 1.154	1.822			
Février	p 1.664	p 1.620			p 1.181				

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (8) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1956	532	397	4,34	2,78	7,12	6,32
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	p 728	p 536				
1963 2 ^e trimestre	620	483	5,83	4,03	9,86	10,81
3 ^e trimestre	615	451	6,26	4,15	10,41	9,76
4 ^e trimestre	663	504	6,33	4,24	10,57	11,60
1964 1 ^{er} trimestre	703	537	6,51	4,83	11,34	10,86
2 ^e trimestre	727	544	p 6,58	p 4,78	p 11,36	p 11,66
3 ^e trimestre	699	487	p 6,00	p 4,58	p 10,58	p 10,53
4 ^e trimestre	p 780	p 575				
1964 Février	682	532	6,59	5,47	12,06	10,72
Mars	722	533	6,72	4,67	11,39	11,62
Avril	759	576	p 6,57	p 4,60	p 11,17	p 12,17
Mai	678	502	p 6,08	p 4,94	p 11,02	p 10,55
Juin	746	555	p 7,10	p 4,79	p 11,89	p 12,25
Juillet	661	432	p 5,45	p 4,24	p 9,69	p 10,06
Août	659	460	p 5,60	p 4,39	p 9,99	p 9,45
Septembre	778	569	p 6,94	p 5,11	p 12,05	p 12,08
Octobre	848	602	p 6,39	p 5,39	p 11,78	p 12,18
Novembre	743	543				
Décembre	p 748	p 580				
1965 Janvier	736 ¹					
Février	720 ¹					

¹ Estimations sur base chiffres Agefi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Nombre	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre
1955										
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	38.010	3.498	12.785	3.958	7.071	6.170
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	32.178	4.957	16.545	2.960	5.399	5.169
1963	<i>p</i> 36.619				23.311			1		5.382
1964	<i>p</i> 44.948				31.323	1		1		6.545

¹ En 1963 et 1964, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 9.856 et à 11.063.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1963 2 ^e trimestre	3.303	2.636	940	593
3 ^e trimestre	2.901	2.426	908	490
4 ^e trimestre	2.867	2.052	745	553
1964 1 ^{er} trimestre	4.081	1.934	851	421
2 ^e trimestre	4.219	3.441	1.055	667
3 ^e trimestre	3.338	2.996	884	628
4 ^e trimestre	3.345	2.070	897	466
1963 Décembre	2.923	1.336	691	387
1964 Janvier	3.637	1.265	673	385
Février	3.960	1.894	827	399
Mars	4.645	2.644	1.053	480
Avril	4.789	3.316	1.157	600
Mai	3.596	3.842	876	789
Juin	4.272	3.166	1.132	611
Juillet	3.831	3.086	959	640
Août	3.075	3.175	854	679
Septembre	3.107	2.726	840	565
Octobre	3.179	2.675	925	583
Novembre	2.674	2.253	810	524
Décembre	4.183	1.281	957	290

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (non ajustés pour variations saisonnières)

Base 1953 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale 1		
	1962	1963	% variat. *	1962	1963	% variat. *	1962	1963	% variat. *
1 ^{er} trimestre	189	193	+ 2,1	140	143	+ 2,8	188	192	+ 2,1
2 ^e trimestre	197	211	+ 7,1	146	157	+ 7,9	203	213	+ 4,9
3 ^e trimestre	182	191	+ 4,9	138	145	+ 5,5	192	198	+ 3,1
4 ^e trimestre	207	220	+ 6,3	149	161	+ 8,1	214	226	+ 5,6
	1963	1964		1963	1964		1963	1964	
1 ^{er} trimestre	193	215	+ 11,4	143	160	+ 11,2	192	213	+ 10,9
2 ^e trimestre	211	223	+ 5,7	157	168	+ 7,3	213	228	+ 7,0
3 ^e trimestre	191	197	+ 3,1	145	153	+ 5,4	198	213	+ 7,6
4 ^e trimestre	220			161	169	+ 4,7	226	242	+ 7,1
	France			Italie			Pays-Bas		
	1962	1963	% variat. *	1962	1963	% variat. *	1962	1963	% variat. *
1 ^{er} trimestre	196	196	—	220	233	+ 5,9	164	167	+ 1,8
2 ^e trimestre	199	213	+ 7,0	226	250	+ 10,6	170	180	+ 5,9
3 ^e trimestre	168	176	+ 4,8	206	226	+ 9,7	163	171	+ 4,9
4 ^e trimestre	207	223	+ 7,7	234	255	+ 9,0	181	192	+ 6,1
	1963	1964		1963	1964		1963	1964	
1 ^{er} trimestre	196	222	+ 13,3	233	250	+ 7,3	167	186	+ 11,4
2 ^e trimestre	213	227	+ 6,6	250	250	—	180	193	+ 7,2
3 ^e trimestre	176	182	+ 3,4	226	220	- 2,7	171	183	+ 7,0
4 ^e trimestre	223	227	+ 1,8	255			192		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fedéchar.* — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie.* — *Figaz*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Statistiques générales (O.C.D.E.).*

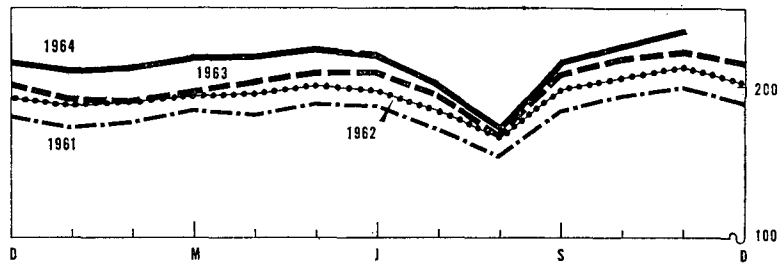
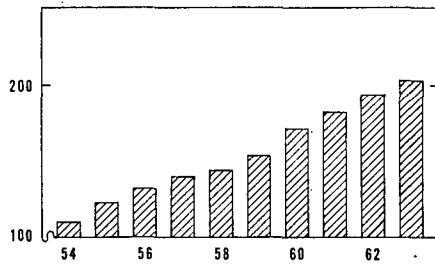
IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

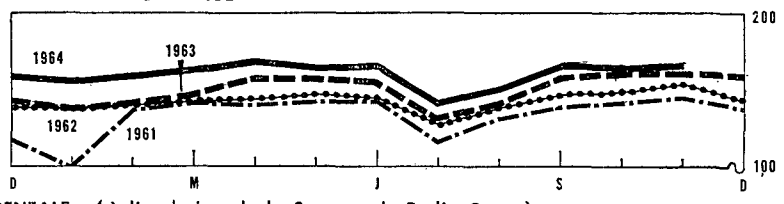
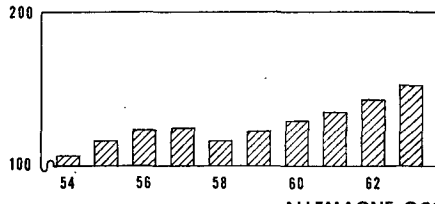
Base 1953 = 100

(non ajustés pour variations saisonnières)

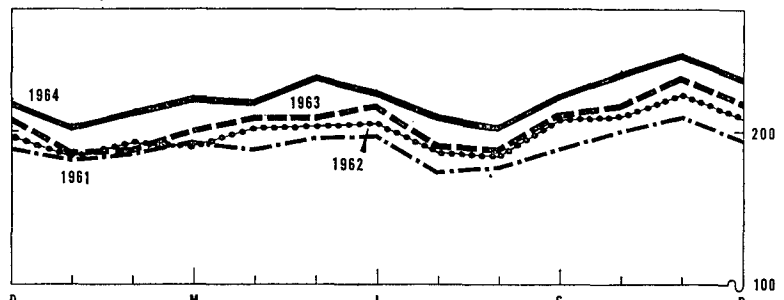
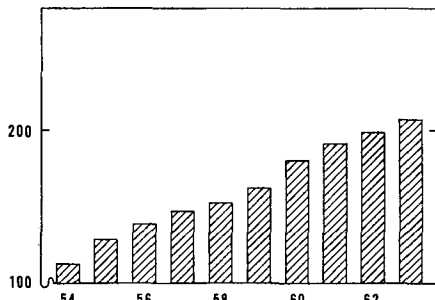
ENSEMBLE DES PAYS DE LA C.E.E.



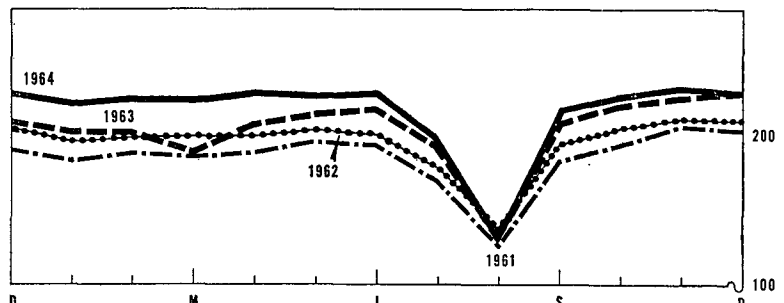
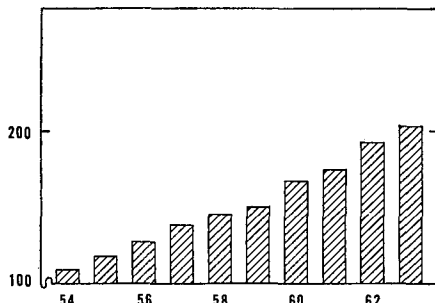
BELGIQUE



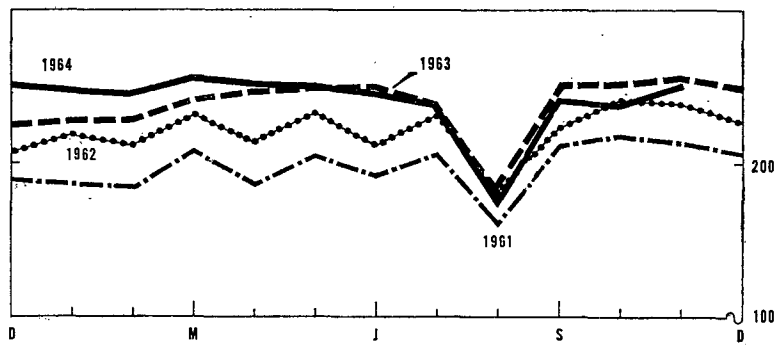
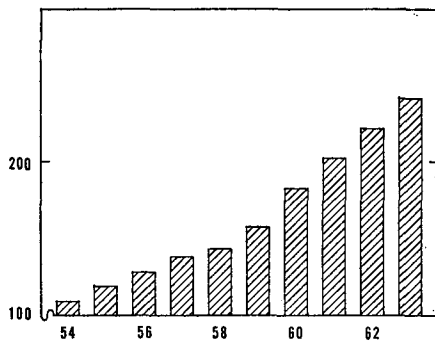
ALLEMAGNE OCCIDENTALE (à l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest)



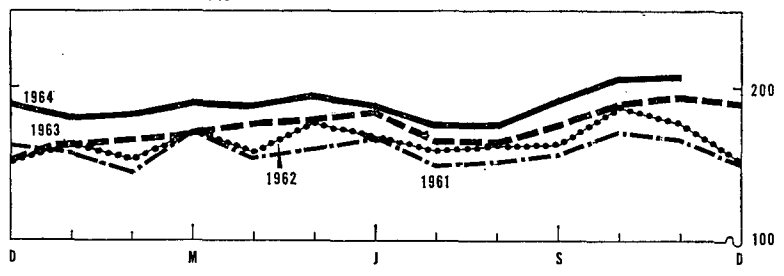
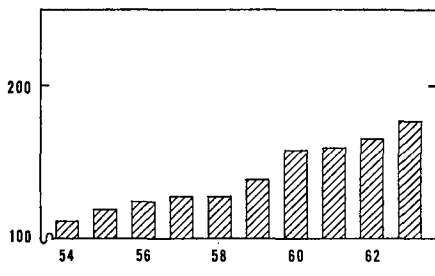
FRANCE



ITALIE



PAYS-BAS



V. — SERVICES
1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2 (milliers)	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2 (milliers)		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km (millions)	Nombre de tonnes-km productives 1 (millions)	Tonnage total (milliers de tonnes)			dont		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustibles et huiles minérales				Minerais			
1958	755	486	4 818	1.876	959	618	99,7	12,2
1959	710	505	4 874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5 070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5 115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5 189	1.993	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5 444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964						154	136,5	16,5
1963 2 ^e trimestre	760	552	5 428	2.216	1.162	166	112,6	13,5
3 ^e trimestre	765	511	4 967	1.922	1.135	162	174,7	19,2
4 ^e trimestre	760	594	5 766	2.353	1.217	173	87,0	11,9
1964 1 ^{er} trimestre	p 770	585	5 566	2.152	1.234	151	87,0	12,1
2 ^e trimestre	p 755	556	5 472	1.992	1.264	162	136,3	16,3
3 ^e trimestre	p 728	541	5 199	1.876	1.269	144	205,1	22,6
4 ^e trimestre						159	113,8	15,2
1964 Janvier	p 779	618	5 837	2.416	1.241	157	82,9	11,6
Février	p 744	578	5 472	2.084	1.246	144	76,8	11,0
Mars	p 786	558	5 389	1.956	1.214	153	101,4	13,6
Avril	p 738	575	5 682	2.098	1.271	167	107,7	14,0
Mai	p 752	523	5 132	1.877	1.185	151	123,1	14,7
Juin	p 776	571	5 601	2.000	1.335	170	178,1	20,1
Juillet	p 723	518	4 927	1.738	1.208	137	214,7	23,5
Août	p 727	520	5 034	1.824	1.231	138	210,0	22,7
Septembre	p 734	586	5 637	2.066	1.369	157	190,5	21,5
Octobre	p 779	654	6 235	2.134	1.496	171	149,7	18,6
Novembre	p 743	617	5 869	2.087	1.373	156	89,8	12,5
Décembre						149	101,8	14,6
1965 Janvier						111		

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers, [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1958	3 545	1 723	1 210	163	169	82
1959	3 622	1 668	1 266	145	152	83
1960	3 774	1 816	1 288	150	166	75
1961	3 846	1 936	1 284	139	167	61
1962	4 167	2 159	1 300	137	143	70
1963	4 356	2 602	1 282	151	162	67
1964	4 558			165		
1963 2 ^e trimestre	4 367	2 482	1 202	149	151	79
3 ^e trimestre	4 448	2 703	1 290	150	179	59
4 ^e trimestre	4 384	2 858	1 408	155	180	73
1964 1 ^{er} trimestre	4 558	2 968	1 573	185	178	75
2 ^e trimestre	4 570	2 887	1 431	165	190	109
3 ^e trimestre	4 449	3 046	1 246	162	178	59
4 ^e trimestre	4 654			150		
1964 Février	4 437	2 845	1 665	135	136	58
Mars	4 442	2 783	1 532	206	154	49
Avril	4 639	2 858	1 522	164	138	125
Mai	4 428	2 632	1 357	152	189	86
Juin	4 643	3 172	1 414	178	243	117
Juillet	4 506	3 129	1 121	186	163	30
Août	4 489	2 973	1 310	162	209	47
Septembre	4 352	3 037	1 308	138	161	100
Octobre	4 657			158		
Novembre	4 705			155		
Décembre	4 599			138		
1965 Janvier	3 969			219		
Février	4 146			165		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c. — Navigation
intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)
(1)	(2)
4 269	361
4 534	402
5 097	436
5 426	456
5 553	452
5 400	433
6 512	532
6 493	525
5 896	478
5 681	459
6 704	541
6 469	
5 684	463
6 120	485
6 904	545
6 007	499
7 200	578
6 595	
5 943	
6 508	

Y - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne oc.	U.S.A.
1956	1.084	815	66	35	71	23	19
1957	1.186	898	71	33	81	25	18
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1963 1 ^{er} trimestre	334	196	24	17	14	21	12
2 ^e trimestre	1.422	1.008	83	40	125	50	31
3 ^e trimestre	3.789	2.981	214	73	260	94	45
4 ^e trimestre	446	255	35	23	20	26	20
1964 1 ^{er} trimestre	458	267	37	22	29	26	15
2 ^e trimestre	1.398	982	82	41	121	49	34
3 ^e trimestre	4.009	3.103	254	80	274	112	48
1963 Octobre	499	267	37	26	27	34	30
Novembre	440	254	40	22	16	26	19
Décembre	399	245	28	22	17	19	12
1964 Janvier	348	198	25	18	15	20	13
Février	360	204	29	19	15	22	14
Mars	667	399	58	30	57	37	16
Avril	970	691	72	28	56	30	23
Mai	1.145	719	82	46	120	54	34
Juin	2.079	1.537	93	50	186	64	44
Juillet	5.374	4.504	190	80	322	87	55
Août	5.324	3.996	428	121	368	186	47
Septembre	1.329	808	143	39	133	63	43
Octobre	510	269	39	25	27	34	32

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement ⁴		Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habille-ment	Ameu-blement	Ména-ges ¹		Indice général	Hom-mes ²			Sous-vête-ments et acces-soires ³	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Gros-sistes en alimen-tation générale
1957	129	132	126	124	139	125	125	105	131	123	121	117	122
1958	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129
1959	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132
1960	156	159	159	141	162	138	144	106	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	168	116	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	166	142	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	186	143	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	p 209	p 151	p 196	p 220	163	140	p 162
1963 2 ^e trimestre	176	167	195	165	171	159	224	138	176	186	160	142	155
3 ^e trimestre	171	159	174	172	182	153	161	138	183	185	156	136	153
4 ^e trimestre	216	199	224	166	206	173	200	150	187	214	158	140	157
1964 1 ^{er} trimestre	174	190	165	184	187	165	p 197	171	p 181	210	162	141	p 160
2 ^e trimestre	188	178	207	180	188	166	p 249	128	p 194	p 213	165	143	p 164
3 ^e trimestre	181	169	180	177	198	158	p 170	p 145	p 198	p 209	158	134	p 157
4 ^e trimestre	240	216	247	191	227	183	p 219	p 159	p 211	p 249	168	143	p 169
1963 Décembre	250	227	262	177	249	195	199	171	202	244	158	144	150
1964 Janvier	166	179	164	176	174	169	p 175	244	p 182	195	150	141	p 160
Février	173	191	153	193	206	162	p 170	124	p 168	215	175	145	p 156
Mars	182	199	179	182	181	165	p 246	144	p 192	219	161	137	p 165
Avril	187	189	196	184	189	165	p 287	128	p 195	p 211	159	142	p 166
Mai	193	181	217	184	190	168	p 262	131	p 183	p 215	168	144	p 156
Juin	185	165	208	172	186	164	p 199	126	p 204	p 212	167	142	p 169
Juillet	190	164	202	181	205	156	p 186	222	p 200	p 207	153	133	p 160
Août	171	168	153	164	191	158	p 137	p 99	p 196	p 206	160	137	p 152
Septembre	183	175	185	187	197	160	p 188	p 113	p 199	p 213	160	131	p 158
Octobre	217	202	250	199	214	176	p 273	p 140	p 203	p 237	171	139	p 168
Novembre	224	196	212	171	189	165	p 185	p 135	p 197	p 223	163	141	p 174
Décembre	278	249	278	203	279	208	p 199	p 203	p 233	p 287	169	148	p 166

¹ Articles de ménage et appareils ménagers. — ² Comprend principalement des vêtements de dessus. — ³ Sous-vêtements ; hommes et/ou femmes. — ⁴ Un certain nombre de firmes supplémentaires ayant été incorporées à l'échantillon, les indices, à partir de 1962, ne sont plus entièrement comparables à ceux des années précédentes.

Y - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1962 1 ^{er} semestre	1.405	634	170	601	11,85	3,15	3,91	4,79	5,29	1,73	1,65	1,91
2 ^e semestre	1.373	646	163	564	11,94	3,30	3,96	4,68	5,24	1,87	1,47	1,90
1963 1 ^{er} semestre	1.361	641	166	554	12,74	3,60	4,19	4,95	5,70	2,03	1,73	1,94
2 ^e semestre	1.404	699	171	534	13,67	4,05	4,51	5,11	6,28	2,16	1,93	2,19
1964 1 ^{er} semestre	1.395	727	154	514	14,27	4,75 ¹	4,11 ¹	5,41	6,43	2,62 ¹	1,67 ¹	2,14

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1962 1 ^{er} semestre	53	27	1	25	84,6	30,3	6,2	48,1
2 ^e semestre	54	31	1	22	87,9	33,8	7,6	46,5
1963 1 ^{er} semestre	57	32	1	24	100,1	35,7	8,3	56,1
2 ^e semestre	53	31	2	20	93,5	35,2	7,9	50,4
1964 1 ^{er} semestre	60	37	2	21	124,6	64,5	8,5	51,6

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

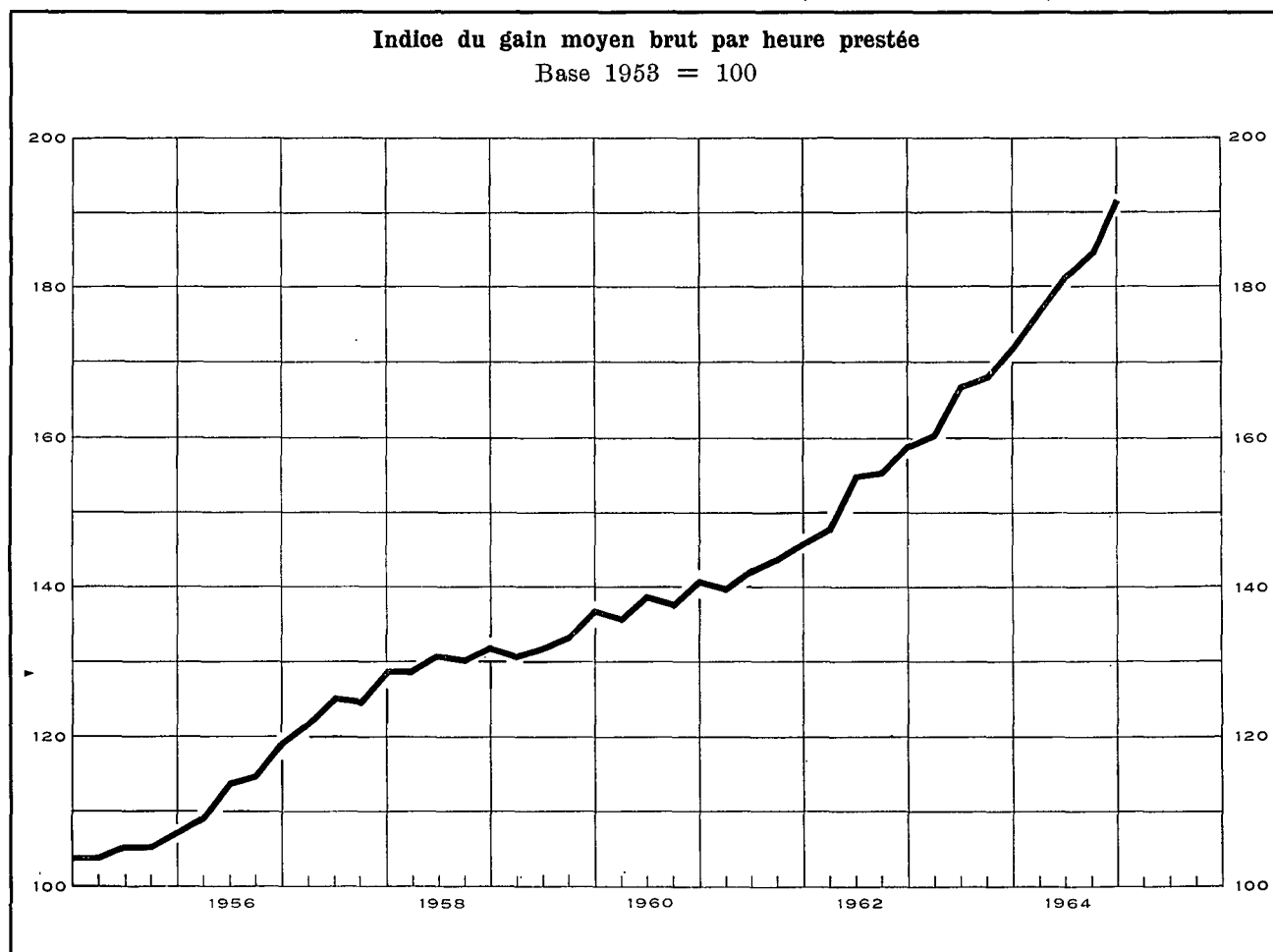
	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1962 1 ^{er} semestre	742	3,7	1,2	2,8	30,5	15,3	15,8	337,6	21,4	8,0	300,6	5,1
2 ^e semestre	781	3,5	1,1	2,2	26,6	14,1	15,6	368,6	17,3	7,2	319,2	5,1
1963 1 ^{er} semestre	732	4,1	1,2	1,8	35,3	16,4	14,0	347,8	19,7	8,2	277,7	5,9
2 ^e semestre	846	4,2	1,2	1,7	34,6	16,9	14,8	401,1	16,2	9,3	342,9	3,4
1964 1 ^{er} semestre	813	4,5	1,3	2,0	39,9	16,7	12,3	366,0	15,5	7,7	342,2	5,2
Crédit accordé (millions de francs)												
1962 1 ^{er} semestre	5.290	475	76	89	1.626	411	122	294	45	423	1.689	40
2 ^e semestre	5.238	463	66	106	1.407	353	108	384	38	428	1.855	30
1963 1 ^{er} semestre	5.696	636	81	82	1.820	442	108	308	42	473	1.656	48
2 ^e semestre	6.280	712	84	103	1.873	462	105	326	40	538	1.994	44
1964 1 ^{er} semestre	6.428	844	106	110	2.107	450	89	277	42	597	1.773	33
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1962 1 ^{er} semestre	100,0	9,0	1,4	1,7	30,7	7,8	2,3	5,5	0,9	8,0	31,9	0,8
2 ^e semestre	100,0	8,8	1,3	2,0	26,9	6,7	2,1	7,3	0,7	8,2	35,4	0,6
1963 1 ^{er} semestre	100,0	11,2	1,4	1,4	32,0	7,8	1,9	5,4	0,7	8,3	29,1	0,8
2 ^e semestre	100,0	11,3	1,3	1,6	29,8	7,4	1,7	5,2	0,6	8,6	31,8	0,7
1964 1 ^{er} semestre	100,0	13,1	1,6	1,7	32,8	7,0	1,4	4,3	0,7	9,3	27,6	0,5

¹ Jusqu'au second trimestre 1963, le chiffre des crédits accordés par les banques comprenait également un certain nombre de contrats présentés chez elles à l'escompte par leurs clients (vendeurs). A partir du 1^{er} semestre 1964, ces contrats ont dû être déclarés par leurs vendeurs eux-mêmes, ce qui explique une augmentation des chiffres concernant les vendeurs et une diminution équivalente des chiffres concernant les banques.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.)*. — *Chronique des transports (bimensuel)*. — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen par heure prestée	Salaires horaires type 1		Indice de la masse salariale 2	Indice du coût de la main-d'œuvre 3
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non-qualifié		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1956	115	114	114	118	114
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1964	p 184	176	179		198
1963 Juin	167	160	162		176
Sept.	168	163	165		177
Déc.	172	163	166		182
1964 Mars ... p	177	169	173		189
Juin ... p	182	174	177		196
Sept. ... p	185	178	181		200
Déc. ... p	192	182	185		208

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

4	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1955	29,91	90,1	98,4	71,9	n.d.	84,2
1956	32,68	89,7	97,6	72,5	n.d.	82,4
1957	35,67	92,2	93,7	70,4	n.d.	78,7
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,7
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	82,4	96,3	82,0
1962	44,72	119,6	98,9	84,7	98,8	89,3
1963	49,20	116,3	93,3	82,9	97,5	102,8
1961 Février-Avril	41,20	107,4	100,0	78,0	96,6	82,4
Août-Octobre	42,32	116,3	101,3	83,6	97,7	81,4
1962 Février-Avril	43,72	120,0	100,3	84,6	99,9	88,4
Août-Octobre	45,73	119,2	97,5	84,7	99,3	90,1
1963 Février-Avril	48,09	115,4	94,6	83,3	98,6	95,7
Août-Octobre	50,30	117,1	92,1	82,6	98,2	102,0
1964 Février-Avril	54,—	p116,2	90,1	85,1	94,6	100,7

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XV^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(hommes + femmes — en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupes et branche d'industrie	1959 octobre	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 octobre	1964 avril p	1964 octobre p
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	39,89	40,09	41,29	45,70	48,39	49,12	52,62
Carrières ¹	31,83	34,61	34,79	37,58	39,84	42,34	44,59
Total des industries extractives ¹	39,36	39,72	40,81	45,10	47,76	48,50	51,83
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons)	25,24	25,98	27,67	29,41	32,75	34,79	37,09
Boissons	29,05	29,21	30,27	32,30	34,80	36,23	39,59
Tabac	21,54	22,27	22,94	26,12	29,50	30,49	33,50
Industries textiles	23,96	25,04	26,94	27,55	31,16	33,63	34,61
Chaussures, habillement	19,20	20,09	21,23	23,16	25,39	27,36	28,98
Bois (sauf meubles)	25,07	26,67	28,25	30,47	32,82	35,20	37,01
Industrie du meuble	26,08	27,59	30,05	31,38	35,27	37,92	40,65
Papier, articles en papier	26,99	28,98	30,85	33,39	35,87	38,86	39,61
Impressions et reliures	32,58	32,85	34,97	37,02	39,47	41,43	43,96
Cuir (sauf chaussures, habillement)	23,25	24,34	25,80	27,82	30,90	32,22	33,97
Industrie du caoutchouc	30,19	30,85	31,65	34,16	36,93	38,19	40,29
Industries chimiques	30,92	31,64	32,84	35,08	38,49	41,23	44,43
Industrie du pétrole	46,70	48,29	51,02	53,33	57,25	61,39	62,88
Produits minéraux non métalliques	29,23	30,37	32,05	34,43	37,31	40,19	42,55
Industries métallurgiques de base	39,19	41,11	42,13	45,11	47,96	50,23	52,08
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	30,12	31,08	32,72	35,92	38,85	42,06	43,37
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	32,46	33,66	34,92	37,70	40,42	43,73	45,23
Industrie électrotechnique	28,89	29,60	30,18	33,57	35,48	38,85	39,97
Construction de matériel de transport ...	36,61	37,36	37,58	42,06	45,07	47,02	48,55
Industrie du diamant	24,90	25,42	25,99	26,72	31,50	31,71	33,24
Total des industries manufacturières	28,56	29,59	31,01	33,26	36,20	38,99	40,74
dont : hommes	32,20	33,30	34,63	37,13	40,10	42,71	44,53
femmes	19,13	20,00	21,10	22,78	25,45	27,87	29,16
Construction ¹	30,72	32,76	33,17	36,21	38,66	40,97	43,75
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	30,24	31,36	32,40	35,00	37,82	40,14	42,20
dont : hommes	32,98	34,16	35,14	37,99	40,81	42,93	45,11

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Oton 15/16 middling (New-York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par baril	
1957	272	56,4	125	36,4	26	219	755	47,7	2,90
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	29	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1		34,2	p 20	351	1.236	34,7	2,89
1963 3 ^e trimestre	253	33,6	104	35,2	20	234	913	25,8	2,89
1963 4 ^e trimestre	270	35,8	111	35,1	20	235	976	25,7	2,89
1964 1 ^{er} trimestre	272	47,3	117	35,3	20	253	1.074	29,7	2,89
1964 2 ^e trimestre	255	47,8	106	35,4	20	302	1.093	33,3	2,89
1964 3 ^e trimestre	208	46,4	101	33,5	20	364	1.316	36,7	2,89
1964 4 ^e trimestre	216	47,0		32,6	p 21	486	1.463	39,3	2,89
1965 1 ^{er} trimestre		45,0		p 32,7	p 22	p 408	p 1.264		
1964 Mars	267	49,9	118	35,4	20	270	1.073	31,0	2,89
1964 Avril	275	48,9	111	35,4	20	312	1.043	32,0	2,89
1964 Mai	269	47,5	102	35,4	20	300	1.054	33,5	2,89
1964 Juin	220	46,8	104	35,4	20	293	1.183	34,5	2,89
1964 Juillet	205	46,9	101	34,6	20	310	1.251	36,0	2,89
1964 Août	208	46,6	101	33,3	20	362	1.272	38,0	2,89
1964 Septembre	212	45,6	100	32,7	20	420	1.426	36,0	2,89
1964 Octobre	214	47,8	98	32,5	p 21	491	1.584	38,3	2,89
1964 Novembre	218	47,6	97	32,6	p 21	507	1.488	39,5	2,89
1964 Décembre	215	45,7		32,6	p 21	459	1.317	40,0	2,89
1965 Janvier	212	p 44,5		32,5	p 22	362	1.255		
1965 Février	p 211	p 45,2		p 32,6	p 22	p 415	p 1.231		
1965 Mars		p 45,2		p 32,7	p 23	p 447	p 1.305		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze).			Fret Royaume Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1957	93	100	104	107	98	145
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	
1963 3 ^e trimestre	92	89	100	102	94	101
1963 4 ^e trimestre	98	90	103	104	100	125
1964 1 ^{er} trimestre	98	92	104	105	100	110
1964 2 ^e trimestre	96	91	103	106	97	105
1964 3 ^e trimestre	94	89	103	107	93	102
1964 4 ^e trimestre	96	89	105	110	94	
1965 1 ^{er} trimestre	93	90				
1964 Mars	96	90	104	105	99	102
1964 Avril	97	91	104	106	99	105
1964 Mai	96	92	103	106	98	106
1964 Juin	94	89	102	106	94	103
1964 Juillet	93	89	102	106	93	104
1964 Août	94	89	103	107	93	101
1964 Septembre	95	88	104	109	93	101
1964 Octobre	97	88	105	111	94	114
1964 Novembre	97	89	105	111	93	115
1964 Décembre	95	90	104	109	94	
1965 Janvier	92	90	102	107	92	
1965 Février	93	90	103	108	92	
1965 Mars	93	90				

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 (*)

Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels						Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1956	103,7	103,5	103,3	97,2	101,0	93,5	105,3	105,8	111,6	95,8	105,6	106,9	104,2	107,0	104,7
1957	106,3	107,4	102,3	98,7	103,1	94,5	108,2	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	105,6	109,4	109,2
1958	101,8	105,5	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	96,3	102,4	108,4
1959	101,4	104,7	95,3	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	105,4	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	108,6	92,7	100,8	106,9	95,2	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	111,0	94,6	107,0	117,9	97,5	105,4	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	116,4	100,2	109,9	126,7	96,0	110,9	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1963 2 ^e trimestre	105,1	109,9	94,7	104,9	113,5	97,2	105,1	99,6	108,9	94,4	105,3	130,0	98,4	103,9	110,6
1963 3 ^e trimestre	105,0	109,9	93,5	105,2	118,7	93,7	104,9	99,4	109,7	94,6	103,9	130,1	97,6	104,1	110,5
1963 4 ^e trimestre	107,4	112,7	95,6	109,7	125,1	96,8	106,9	101,7	110,6	98,4	105,3	131,1	100,9	106,3	111,5
1964 1 ^{er} trimestre	109,3	115,3	98,5	109,3	126,2	95,3	109,3	103,0	113,1	100,6	108,0	135,4	103,5	108,5	114,0
1964 2 ^e trimestre	110,5	116,7	99,1	110,8	125,4	98,4	110,4	103,7	115,4	98,6	108,7	139,9	103,9	109,9	115,3
1964 3 ^e trimestre	111,1	116,5	101,0	108,5	126,3	93,8	111,8	105,3	117,7	99,2	107,6	143,2	105,6	111,5	116,3
1964 4 ^e trimestre	111,9	117,1	102,1	111,1	129,1	96,4	112,1	106,5	118,7	96,6	109,2	143,0	105,7	112,1	116,7
1963 Octobre	106,2	111,6	94,4	107,7	120,8	96,6	105,9	100,6	110,2	96,5	104,5	130,6	99,1	105,2	111,0
1963 Novembre	107,4	112,5	95,5	109,0	124,3	96,1	107,0	101,8	110,6	99,1	105,1	130,6	101,4	106,5	111,4
1963 Décembre	108,7	113,9	96,8	112,4	130,1	97,8	107,8	102,7	111,0	99,7	106,2	132,1	102,2	107,3	112,1
1964 Janvier	109,2	115,6	97,7	112,5	129,7	98,3	108,3	102,9	111,6	100,3	107,7	132,1	102,7	107,6	112,9
1964 Février	109,2	115,0	98,6	107,2	123,5	93,7	109,6	103,3	113,5	101,1	108,1	136,2	104,1	108,7	114,3
1964 Mars	109,6	115,3	99,2	108,1	125,3	94,0	109,9	102,9	114,1	100,3	108,3	137,8	103,7	109,1	114,9
1964 Avril	110,2	116,3	98,6	110,4	124,1	98,8	110,1	103,0	114,6	99,1	109,3	138,2	103,5	109,7	114,9
1964 Mai	110,3	116,3	99,1	110,8	126,5	97,7	110,1	103,9	115,1	98,4	108,3	138,2	104,1	109,7	114,7
1964 Juin	111,1	117,4	99,6	111,1	125,7	98,8	111,0	104,3	116,5	98,3	108,5	143,2	104,2	110,3	116,4
1964 Juillet	110,7	116,4	100,1	108,2	125,8	93,7	111,3	105,2	117,4	98,9	106,2	143,2	105,2	111,1	115,8
1964 Août	111,3	116,6	101,2	108,6	126,6	93,9	111,9	105,4	117,4	100,6	106,3	143,2	106,4	111,3	116,2
1964 Septembre	111,4	116,4	101,7	108,6	126,4	94,0	112,1	105,2	118,2	98,2	110,4	143,2	105,3	112,1	116,9
1964 Octobre	112,0	116,9	102,7	110,1	127,5	95,9	112,4	105,9	118,9	97,7	110,3	143,3	105,8	112,5	117,1
1964 Novembre	111,9	117,0	102,0	111,3	129,1	96,7	112,1	106,8	119,0	96,4	108,6	142,9	105,7	112,3	116,5
1964 Décembre	111,9	117,3	101,7	111,9	130,7	96,5	111,8	106,9	118,1	95,7	108,8	142,9	105,7	111,5	116,4
1965 Janvier	112,1	117,0	102,7	113,8	129,9	100,4	111,7	107,5	118,0	94,3	109,5	142,9	105,3	110,8	116,7
1965 Février	111,5	116,1	102,6	110,9	126,3	98,0	111,7	107,9	118,7	92,9	110,7	142,9	105,1	110,8	116,9

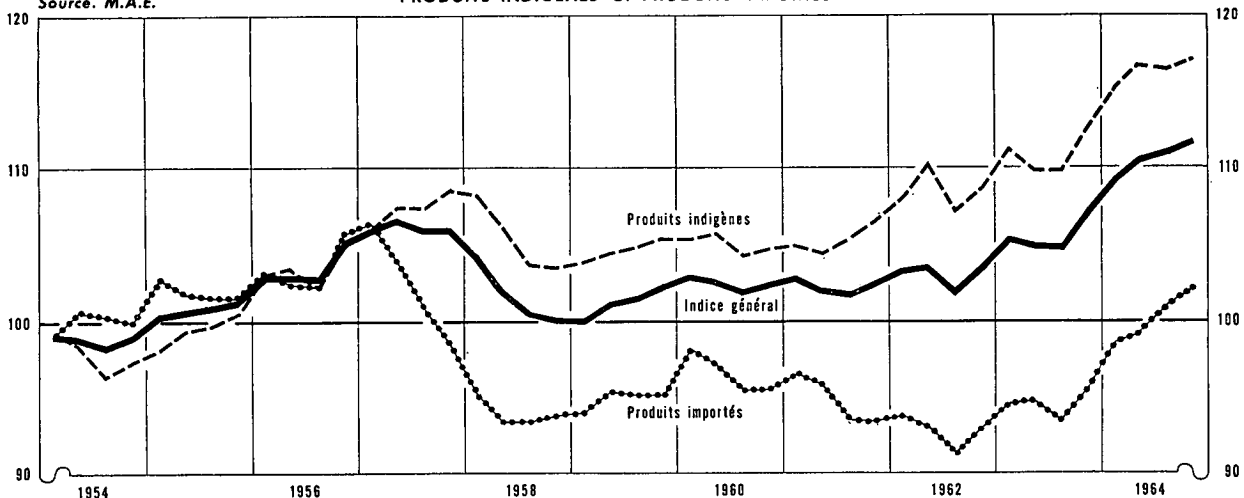
* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

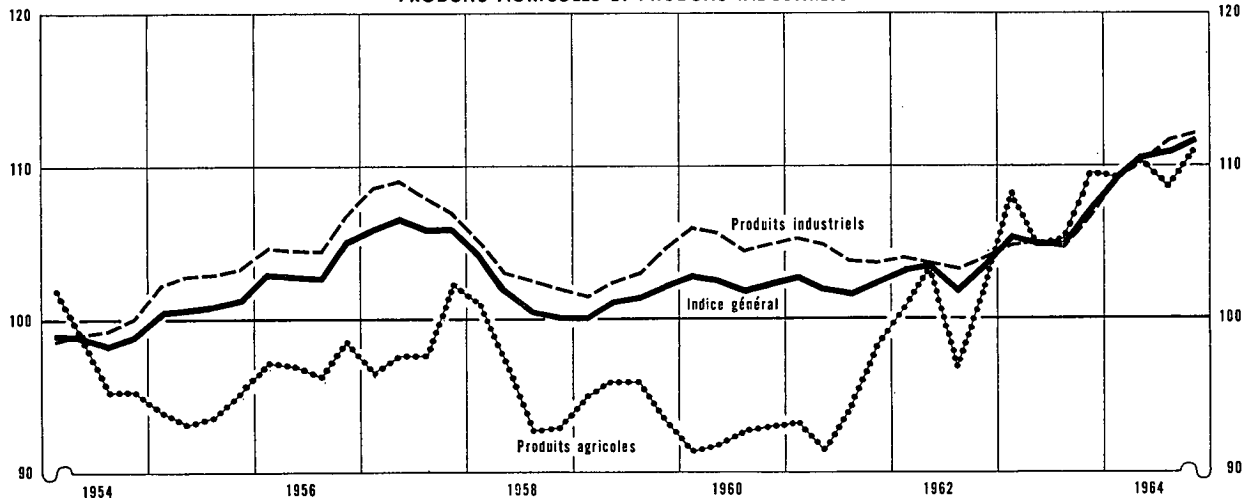
Base 1953 = 100

Source. M.A.E.

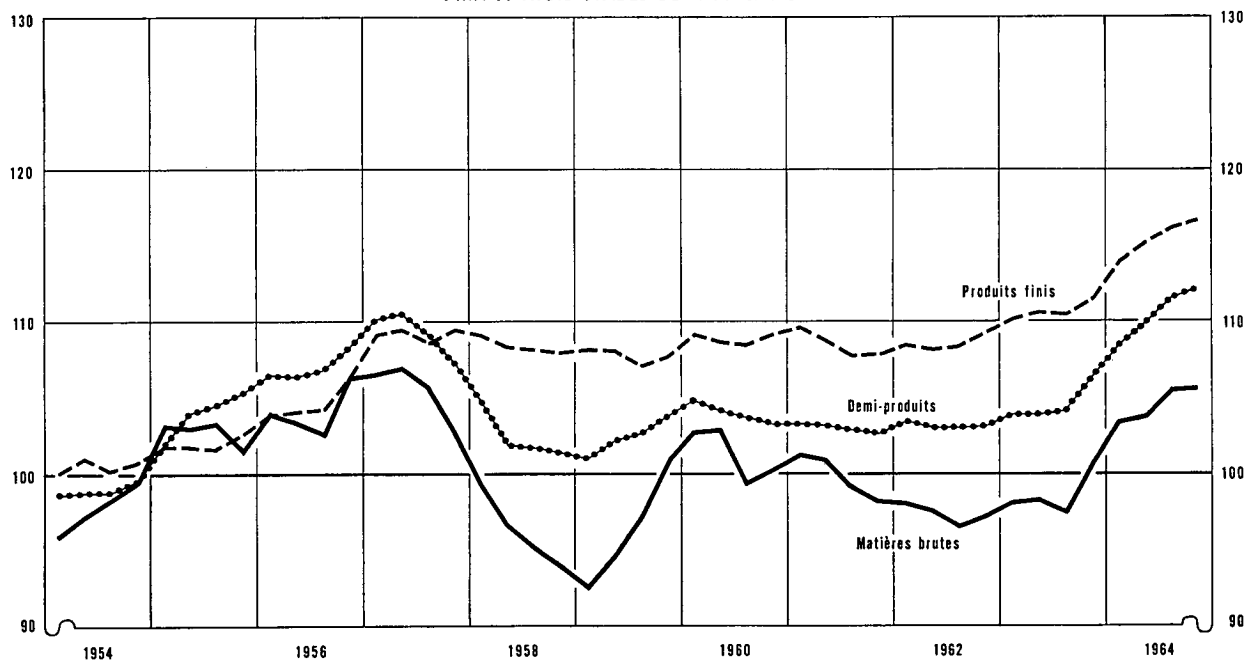
PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



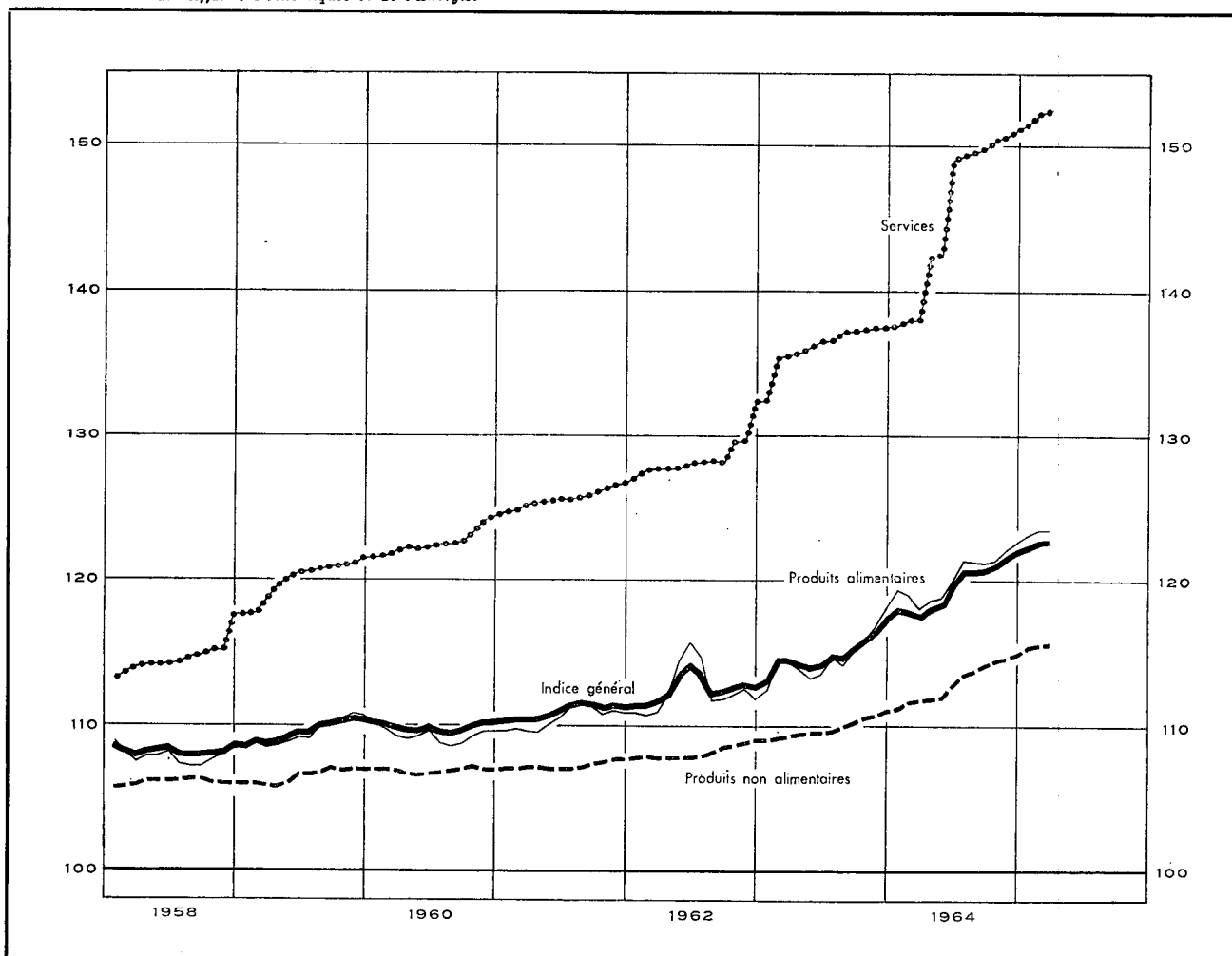
PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 85 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits		
1955	100,80		101,6		99,2		101,0		
1956	103,65		104,2		101,5		105,5		
1957	106,93		107,0		104,5		111,7		
1958	108,31		107,9		106,2		114,6		
1959	109,64		109,5		106,6		120,0		
1960	109,97		109,3		107,0		122,6		
1961	111,06		110,5		107,4		125,7		
1962	112,62		112,5		108,3		128,5		
1963	115,04		114,7		109,9		136,3		
1964	119,84		120,3		113,1		145,7		
		1964		1965		1964		1965	
1 ^{er} trimestre	117,90	122,74	118,8	123,4	111,6	115,6	137,9	152,1	
2 ^e trimestre	118,86		119,1		112,2		144,6		
3 ^e trimestre	120,87		121,3		113,8		149,5		
4 ^e trimestre	121,72		122,1		114,8		150,8		
Janvier	118,11	122,51	119,4	123,2	111,3	115,5	137,6	151,6	
Février	117,98	122,80	119,0	123,5	111,7	115,6	138,0	152,3	
Mars	117,61	122,91	118,0	123,5	111,8	115,7	138,0	152,5	
Avril	118,21		118,6		111,9		142,2		
Mai	118,50		118,8		112,0		142,5		
Juin	119,88		119,8		112,8		149,0		
Juillet	120,84		121,4		113,5		149,3		
Août	120,84		121,3		113,8		149,5		
Septembre	120,93		121,2		114,2		149,8		
Octobre	121,24		121,4		114,5		150,4		
Novembre	121,76		122,2		114,8		150,7		
Décembre	122,16		122,7		115,0		151,2		

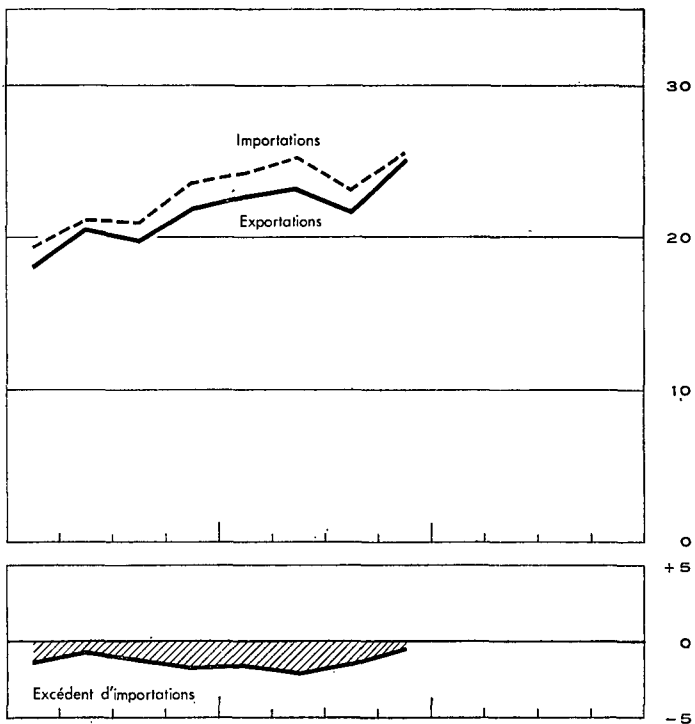
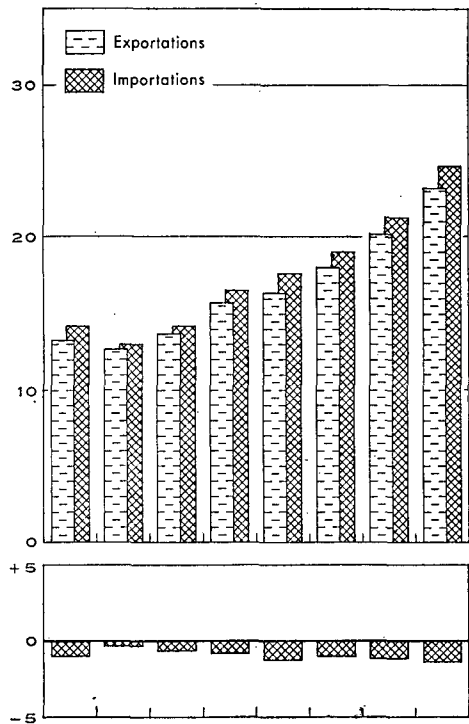
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt*. — *Wirtschaft und Statistik*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*. — *Monthly Digest of Statistics*. — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.C.D.E.)*. — *Données statistiques (Conseil de l'Europe)*. — *Journaux financiers : Agéfi, Het Financieel Dagblad, The Financial Times, L'Information*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

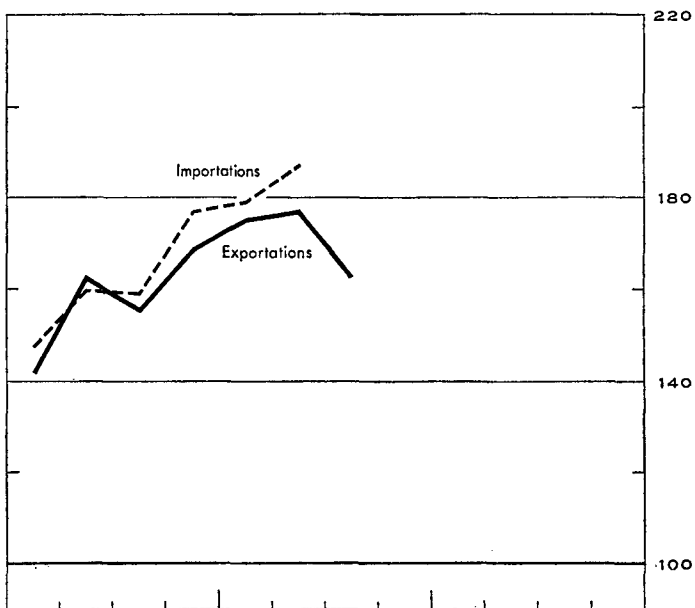
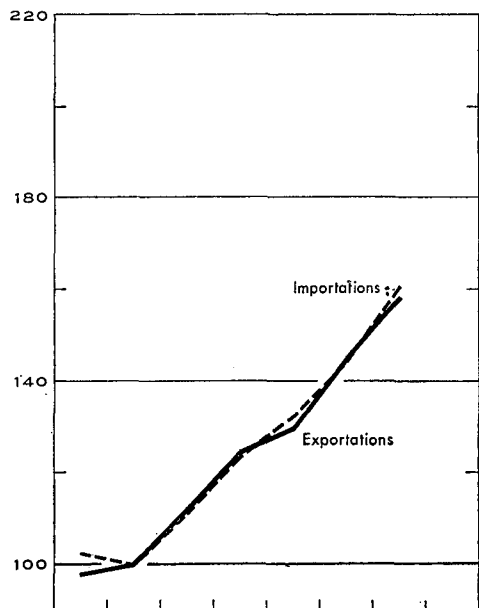
Source : I.N.S.

Milliards de francs



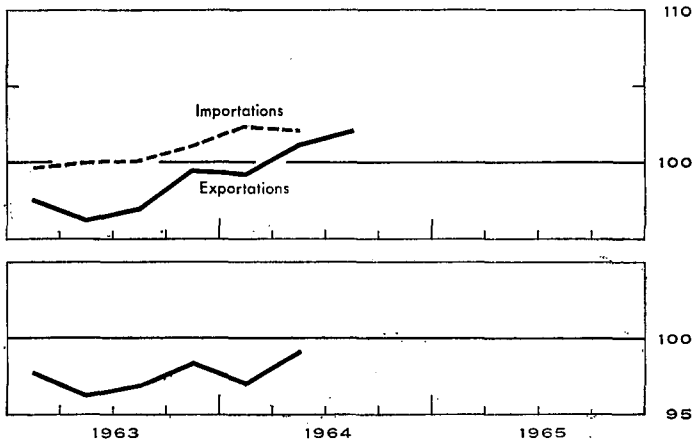
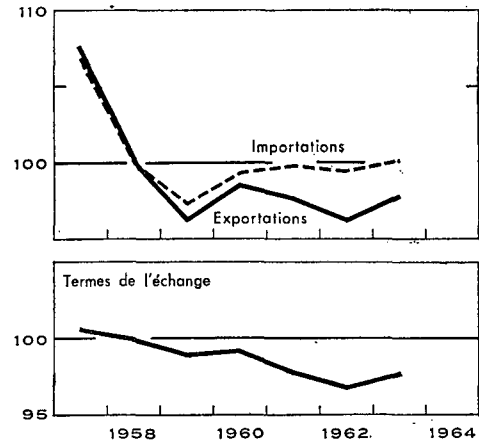
Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DU VOLUME



Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
1957	14,3	13,3	— 1,0	93	102,5	97,8	106,9	107,6	100,7
1958	13,0	12,7	— 0,3	97	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1959	14,3	13,7	— 0,6	96	111,4	111,6	97,4	96,4	99,0
1960	16,5	15,7	— 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	— 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	— 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	— 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,6	23,3	— 1,3	94					
1963 2 ^e trimestre	21,2	20,6	— 0,6	98	159,8	163,1	100,0	96,4	96,4
1963 3 ^e trimestre	21,0	19,9	— 1,1	95	159,3	156,1	100,1	97,1	97,0
1963 4 ^e trimestre	23,6	22,0	— 1,6	93	177,1	168,8	101,1	99,6	98,5
1964 1 ^{er} trimestre	24,3	22,8	— 1,5	94	179,0	175,6	102,4	99,4	97,1
1964 2 ^e trimestre	25,3	23,3	— 2,0	92	187,1	177,2	102,1	101,3	99,2
1964 3 ^e trimestre	23,3	21,8	— 1,5	93	173,2	163,1	102,1	102,1	100,0
1964 4 ^e trimestre	25,6	25,2	— 0,4	98					
1964 Janvier	24,6	22,5	— 2,1	92					
1964 Février	23,7	22,4	— 1,3	94					
1964 Mars	24,2	23,4	— 0,8	97					
1964 Avril	25,7	24,5	— 1,2	95					
1964 Mai	23,9	21,3	— 2,6	89					
1964 Juin	25,6	24,2	— 1,4	94					
1964 Juillet	24,3	22,7	— 1,6	92					
1964 Août	20,9	18,8	— 2,1	90					
1964 Septembre	24,0	23,8	— 0,2	99					
1964 Octobre	25,6	26,0	+ 0,4	102					
1964 Novembre	24,6	24,6	—	100					
1964 Décembre	26,4	25,0	— 1,4	95					
1965 Janvier	22,6	25,1	+ 2,5	111					

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
<i>Ancienne série</i>												
1955	2,5	2,1	1,1	1,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,5	0,3	1,2	11,6
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
<i>Nouvelle série</i>												
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
1963 1 ^{er} trimestre	2,99	4,34	1,33	3,04	1,33	0,16	0,51	0,47	0,90	0,91	2,16	18,14
1963 2 ^e trimestre	3,35	5,35	1,62	3,23	1,49	0,28	0,67	0,47	0,90	0,80	2,49	20,65
1963 3 ^e trimestre	3,24	4,96	1,51	3,02	1,41	0,26	0,80	0,53	0,96	0,80	2,39	19,88
1963 4 ^e trimestre	3,25	5,46	1,71	3,65	1,60	0,29	0,66	0,55	1,08	1,03	2,71	21,99
1964 1 ^{er} trimestre	3,67	6,07	1,68	3,63	1,52	0,32	0,69	0,59	1,10	0,74	2,79	22,80
1964 2 ^e trimestre	3,85	6,16	1,80	3,66	1,72	0,28	0,62	0,57	1,14	0,67	2,86	23,33
1964 3 ^e trimestre	3,67	5,63	1,84	3,19	1,61	0,22	0,59	0,54	1,05	0,76	2,66	21,76
1963 Novembre	2,96	5,14	1,43	3,26	1,42	0,28	0,63	0,51	1,11	0,91	2,62	20,27
1963 Décembre	3,08	5,13	1,83	3,55	1,51	0,31	0,57	0,53	1,01	0,86	2,62	21,00
1964 Janvier	3,70	5,95	1,66	3,53	1,61	0,37	0,78	0,58	1,01	0,78	2,57	22,54
1964 Février	3,61	5,77	1,64	3,64	1,48	0,37	0,71	0,57	1,11	0,70	2,84	22,44
1964 Mars	3,69	6,50	1,74	3,72	1,47	0,23	0,68	0,62	1,19	0,75	2,93	23,42
1964 Avril	4,02	6,30	1,90	3,92	1,75	0,39	0,64	0,58	1,17	0,83	2,99	24,49
1964 Mai	3,64	5,64	1,68	3,22	1,56	0,21	0,63	0,52	1,01	0,64	2,66	21,31
1964 Juin	3,82	6,61	1,80	3,84	1,84	0,25	0,60	0,62	1,24	0,63	2,94	24,19
1964 Juillet	3,69	6,23	1,77	3,37	1,58	0,24	0,54	0,50	1,49	0,63	2,61	22,65
1964 Août	3,36	4,81	1,75	2,43	1,51	0,16	0,63	0,52	0,55	0,67	2,44	18,83
1964 Septembre	3,94	5,86	2,00	3,77	1,74	0,25	0,59	0,61	1,14	0,96	2,98	23,84
1964 Octobre	4,22	6,16	2,09	3,92	1,80	0,24	0,59	0,63	1,57	1,24	3,56	26,02
1964 Novembre	3,72	6,05	2,02	3,73	1,73	0,23	0,70	0,57	1,21	1,29	3,30	24,55

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXIV^e année, vol. II, no 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, no 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, no 1, août 1961; de l'année 1961 : XXXVII^e année, vol. II, no 1, juillet 1962; de l'année 1962 : XXXVIII^e année, vol. II, no 1 - 2, juillet-août 1963; de l'année 1963 : XXXIX^e année, vol. II, no 3, septembre 1964.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation				Biens d'équipement 13	Total général					
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production							Total	non durables			durables 12
													combustibles		produits chimiques 9	produits métalliques 10	autres produits 11				alimentaires		autres 11	
													liquides 8	autres							produits animaux	produits végétaux		
Ancienne série																								
1954	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74			541	439	250		983	2.263	349	643		1.271	1.164	10.624	
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.647	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.644	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.683	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.690	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	16.488	
Nouvelle série																								
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.630	1.850	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	283	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.224	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.571	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.886	21.300
1962 2 ^e trimestre	13.115	4.461	1.566	1.523	792	206	182	226	100	259	72	765	396	765	766	313	723	3.411	346	914	313	1.838	2.542	19.068
3 ^e trimestre	11.948	4.233	1.316	1.289	686	344	171	239	102	271	57	474	368	720	702	293	683	3.268	365	754	319	1.830	2.370	17.586
4 ^e trimestre	14.127	4.597	1.761	1.541	874	323	215	263	114	268	92	768	438	923	835	330	785	3.731	432	936	321	2.042	2.900	20.758
1963 1 ^{er} trimestre	13.373	4.435	1.666	1.485	843	168	234	220	109	208	84	855	520	756	809	304	682	3.582	394	808	336	2.044	2.449	19.404
2 ^e trimestre	14.187	4.723	1.561	1.297	945	291	217	260	118	309	87	898	366	1.013	941	344	817	4.011	374	1.003	372	2.262	2.976	21.174
3 ^e trimestre	14.050	4.494	1.621	1.373	913	434	194	276	121	319	71	986	312	973	848	344	771	4.017	512	892	353	2.260	2.949	21.016
4 ^e trimestre	15.967	5.146	1.798	1.763	1.052	369	231	304	127	329	87	994	375	1.097	993	386	916	4.462	568	975	376	2.543	3.174	23.603
1964 1 ^{er} trimestre	16.055	4.920	2.005	1.822	1.110	270	275	266	125	330	96	956	543	987	1.059	415	876	4.922	610	1.079	405	2.828	3.285	24.262
2 ^e trimestre	16.368	5.394	2.171	1.399	1.150	407	227	302	139	391	92	821	421	976	1.080	457	941	5.239	649	1.197	385	3.003	3.676	25.283
3 ^e trimestre	15.404	4.883	1.794	1.441	1.060	520	191	300	131	352	77	1.048	302	959	1.008	420	918	4.738	649	886	373	2.830	3.182	23.324

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960, : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1962	1963				1964		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	101,1	105,9	109,4	100,0	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	98,5	98,6	98,8	97,9	100,2	101,1	101,2	100,5
Biens de consommation	102,8	101,7	103,4	100,0	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	100,1	99,3	98,7	100,3	100,7	101,9	102,3	102,4
Biens d'équipement	94,4	92,8	100,7	100,0	92,1	97,5	101,1	106,5	103,4	106,6	109,2	110,2	113,4	108,6	111,7	108,5	111,9
Ensemble ...	100,6	103,1	106,9	100,0	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	99,5	99,8	100,0	100,1	101,1	102,4	102,1	102,1
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	95,2	106,0	113,5	100,0	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	93,1	92,2	91,1	90,8	91,0	90,3	92,0	93,9
Fabrications métalliques	90,3	93,5	103,3	100,0	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	95,5	97,9	96,8	98,2	102,5	100,3	104,2	103,6
Métaux non ferreux	132,4	144,8	118,6	100,0	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	109,0	109,1	110,2	111,4	113,0	116,9	119,9	126,7
Textiles	109,8	107,6	110,7	100,0	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	100,6	101,3	102,0	104,2	107,0	109,0	108,4	110,9
Produits chimiques	109,0	107,8	102,8	100,0	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	94,8	92,6	90,5	93,3	94,8	93,9	93,1
Industrie houillère	72,9	88,2	102,7	100,0	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	76,6	81,8	81,8	79,9	83,8	96,9	104,7	93,3
Industrie pétrolière	79,1	84,2	103,8	100,0	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	82,8	82,1	79,0	81,9	80,5	82,2	78,2	78,1
Verres et glaces	90,8	97,1	98,9	100,0	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	97,7	94,8	95,0	97,2	99,3	98,3	100,0	98,8
Produits agricoles	95,6	106,2	101,3	100,0	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	105,3	125,8	110,4	111,5	115,9	99,7	113,0	109,7
Ciments	94,4	99,4	99,0	100,0	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	95,7	101,5	94,6	98,0	102,1	99,7	98,1	104,0
Carrières	88,7	94,3	101,6	100,0	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	95,1	100,4	95,3	95,4	94,5	97,6	94,9	95,7
Céramiques	90,4	96,7	100,6	100,0	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	95,2	100,1	100,9	100,1	100,9	105,4	105,7	112,1
Bois et meubles	100,6	102,5	105,4	100,0	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	97,5	99,1	100,0	98,2	99,0	102,3	103,7	102,6
Peaux, cuirs et chaussures	95,8	96,7	103,7	100,0	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	112,0	106,7	100,9	101,1	103,4	110,0	107,2	108,9
Papier et livre	102,2	100,0	99,1	100,0	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	93,5	94,1	90,7	93,2	93,9	95,3	94,5	96,4
Tabacs manufacturés	101,3	99,7	101,5	100,0	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	108,7	108,8	106,0	106,3	102,8	97,9	104,4	103,9
Caoutchouc	109,0	108,9	104,6	100,0	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	82,5	83,3	82,6	84,7	82,8	83,7	82,1
Industries alimentaires	105,5	102,5	109,6	100,0	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	91,6	92,0	93,1	90,9	97,7	100,3	99,5	100,7
Divers	82,9	85,4	103,9	100,0	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	91,0	86,7	88,2	90,7	91,5	88,6	94,2	97,6
Ensemble ...	98,3	103,3	107,6	100,0	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	96,4	97,7	96,4	97,1	99,6	99,4	101,3	102,1
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																	
Ensemble ...	97,7	100,2	100,7	100,0	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	96,9	97,9	96,4	97,0	98,5	97,1	99,2	100,0

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1962				1963			1964		
										4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.		
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																			
Biens de production	94,6	103,9	104,4	100,0	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	156,9	149,5	157,1	157,5	175,6	173,6	176,9	167,5		
Biens de consommation	83,9	91,9	99,9	100,0	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	145,4	136,9	155,4	155,0	169,6	185,5	194,9	177,1		
Biens d'équipement	80,7	100,8	97,0	100,0	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	171,8	154,3	183,2	177,7	199,9	200,1	231,5	199,4		
Ensemble ...	90,4	101,1	102,5	100,0	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	156,5	147,5	159,8	159,3	177,1	179,0	187,1	173,2		
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																			
Sidérurgie	93,1	101,7	99,5	100,0	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	125,4	120,7	137,0	132,7	133,0	152,8	155,6	146,0		
Fabrications métalliques	88,3	92,5	92,2	100,0	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	159,2	151,7	183,4	171,2	183,2	208,8	210,7	189,9		
Métaux non ferreux	90,4	97,4	90,6	100,0	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	141,6	133,5	161,0	147,1	164,6	156,6	163,7	158,1		
Textiles	97,7	108,6	110,0	100,0	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	172,6	163,9	172,9	158,0	186,1	181,7	183,9	156,7		
Produits chimiques	77,7	85,4	94,6	100,0	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	125,5	134,2	153,5	148,6	161,1	153,3	174,0	165,2		
Industrie houillère	207,4	153,3	137,7	100,0	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	80,3	54,4	97,6	92,4	98,4	94,8	76,9	67,1		
Industrie pétrolière	74,8	93,6	81,9	100,0	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	95,8	116,3	161,4	184,8	154,7	158,5	150,4	142,1		
Verres et glaces	96,4	102,5	91,2	100,0	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	170,4	160,6	160,6	175,6	180,5	196,3	187,3	178,7		
Produits agricoles	68,5	79,3	71,7	100,0	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	167,7	162,6	161,2	156,1	195,3	165,0	127,0	142,8		
Ciments	156,8	135,2	142,6	100,0	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	119,5	51,1	122,2	114,7	110,0	98,5	125,1	107,1		
Carrières	98,8	108,8	108,3	100,0	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	162,5	104,0	198,5	197,7	200,5	181,3	219,8	208,9		
Céramiques	120,2	130,7	110,6	100,0	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	208,5	156,7	208,0	215,1	249,6	230,3	240,4	247,4		
Bois et meubles	102,3	118,1	113,4	100,0	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	344,4	266,7	375,8	345,0	411,4	401,1	417,2	370,4		
Peaux, cuirs et chaussures	107,1	110,7	98,5	100,0	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	176,6	178,3	185,2	193,8	222,1	217,0	193,9	200,8		
Papier et livre	71,2	87,5	98,4	100,0	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	181,2	168,1	182,8	176,3	203,6	195,3	210,0	188,2		
Tabacs manufacturés	44,5	58,2	82,7	100,0	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	177,5	178,6	208,1	208,1	269,0	249,5	256,8	266,5		
Caoutchouc	88,5	108,0	99,8	100,0	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	181,5	186,9	184,0	179,0	194,6	221,6	216,7	205,3		
Industries alimentaires	95,7	96,9	92,4	100,0	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	212,9	210,8	231,7	210,4	218,9	211,2	232,4	207,0		
Divers	109,2	127,7	99,0	100,0	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	144,2	160,5	139,9	146,5	169,1	187,0	157,7	146,6		
Ensemble ...	93,3	100,4	97,8	100,0	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	147,7	142,2	163,1	156,1	168,8	175,6	177,2	163,1		

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale ¹			France ¹			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	2,03	1,34	- 0,69	1,62	1,41	- 0,21	1,78	2,89	+ 1,11
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,24	1,46	- 0,78	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	4,88	4,81	- 0,07	3,65	3,52	- 0,13	3,66	5,35	+ 1,69
1963 2 ^e trimestre	4,09	3,90	- 0,19	3,31	3,12	- 0,19	3,12	4,72	+ 1,60
3 ^e trimestre	4,10	3,78	- 0,32	2,89	2,72	- 0,17	3,10	4,54	+ 1,44
4 ^e trimestre	4,66	4,00	- 0,66	3,70	3,32	- 0,38	3,42	4,98	+ 1,56
1964 1 ^{er} trimestre	4,70	4,19	- 0,51	3,92	3,53	- 0,39	3,61	5,24	+ 1,63
2 ^e trimestre	5,05	4,68	- 0,37	3,83	3,65	- 0,18	3,57	5,42	+ 1,85
3 ^e trimestre	4,64	4,75	+ 0,11	3,14	3,12	- 0,02	3,44	4,96	+ 1,52
4 ^e trimestre	5,14	5,64	+ 0,50	3,69	3,79	+ 0,10	4,00	5,77	+ 1,77
1964 Janvier	4,45	3,80	- 0,65	3,75	3,54	- 0,21	3,71	5,04	+ 1,33
Février	4,64	4,16	- 0,48	3,98	3,56	- 0,42	3,48	5,13	+ 1,65
Mars	4,99	4,62	- 0,37	4,03	3,48	- 0,55	3,59	5,55	+ 1,96
Avril	5,18	4,72	- 0,46	3,88	3,73	- 0,15	3,74	5,84	+ 2,10
Mai	4,79	4,64	- 0,15	3,56	3,34	- 0,22	3,37	4,71	+ 1,34
Juin	5,17	4,69	- 0,48	3,97	3,88	- 0,09	3,54	5,72	+ 2,18
Juillet	4,52	5,06	+ 0,54	3,39	3,47	+ 0,08	3,23	4,91	+ 1,68
Août	4,31	4,12	- 0,19	2,72	2,27	- 0,45	3,24	4,38	+ 1,14
Septembre	5,04	5,08	+ 0,04	3,17	3,63	+ 0,46	3,82	5,59	+ 1,77
Octobre	5,11	5,67	+ 0,56	3,80	3,81	+ 0,01	4,29	6,02	+ 1,73
Novembre	4,92	5,39	+ 0,47	3,49	3,65	+ 0,16	3,96	5,51	+ 1,55
Décembre	5,40	5,87	+ 0,47	3,78	3,91	+ 0,13	3,76	5,77	+ 2,01
1965 Janvier	4,48	4,97	+ 0,49	3,55	3,42	- 0,13	3,51	5,05	+ 1,54
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métropoles O.C.D.E. ²		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	0,20	0,26	+ 0,06	5,63	5,90	+ 0,27	7,75	8,26	+ 0,51
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,08	5,72	- 0,36	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,93	0,88	- 0,05	13,12	14,57	+ 1,45	16,59	17,95	+ 1,36
1963 2 ^e trimestre	0,71	0,99	+ 0,28	11,23	12,73	+ 1,50	14,40	16,05	+ 1,65
3 ^e trimestre	0,82	1,08	+ 0,26	10,91	12,12	+ 1,21	13,85	15,21	+ 1,36
4 ^e trimestre	0,79	1,14	+ 0,35	12,57	13,44	+ 0,87	16,14	16,97	+ 0,83
1964 1 ^{er} trimestre	0,90	1,00	+ 0,10	13,13	13,96	+ 0,83	16,51	17,36	+ 0,85
2 ^e trimestre	1,02	0,86	- 0,16	13,46	14,61	+ 1,15	17,06	18,06	+ 1,00
3 ^e trimestre	0,96	0,80	- 0,16	12,18	13,63	+ 1,45	15,37	16,62	+ 1,25
4 ^e trimestre	0,86	0,88	+ 0,02	13,70	16,08	+ 2,38	17,40	19,76	+ 2,36
1964 Janvier	0,83	0,96	+ 0,13	12,74	13,34	+ 0,60	16,05	17,01	+ 0,96
Février	0,95	1,03	+ 0,08	13,05	13,87	+ 0,82	16,52	17,13	+ 0,61
Mars	0,91	1,00	+ 0,09	13,52	14,65	+ 1,13	16,87	17,93	+ 1,06
Avril	1,02	0,94	- 0,08	13,82	15,23	+ 1,41	17,34	18,97	+ 1,63
Mai	1,08	0,74	- 0,34	12,80	13,43	+ 0,63	16,24	16,50	+ 0,26
Juin	0,97	0,88	- 0,09	13,65	15,17	+ 1,52	17,39	18,71	+ 1,32
Juillet	1,00	0,80	- 0,20	12,13	14,23	+ 2,10	15,97	17,17	+ 1,20
Août	0,97	0,67	- 0,30	11,24	11,44	+ 0,20	13,76	14,09	+ 0,33
Septembre	0,89	0,92	+ 0,03	12,93	15,23	+ 2,30	16,41	18,63	+ 2,22
Octobre	0,98	0,87	- 0,11	14,18	16,37	+ 2,19	17,78	20,07	+ 2,29
Novembre	0,74	0,86	+ 0,12	13,11	15,41	+ 2,30	16,74	19,20	+ 2,46
Décembre	0,87	0,91	+ 0,04	13,81	16,46	+ 2,65	17,68	20,02	+ 2,34
1965 Janvier	0,72	2,03	+ 1,31	12,26	15,47	+ 3,21	15,66	19,64	+ 3,98

¹ La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.

² Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.
(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	1,70	1,26	- 0,44	1,10	0,84	- 0,26	1,14	0,94	- 0,20
1957	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,96	0,72	- 0,24	0,97	0,80	- 0,17
1959	1,85	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,18	1,88	- 0,30	1,89	1,15	- 0,74			
1963 2 ^e trimestre	1,97	1,72	- 0,25	1,84	1,23	- 0,61	1,37	0,80	- 0,57
3 ^e trimestre	1,90	1,83	- 0,07	1,62	1,11	- 0,51	1,42	0,73	- 0,69
4 ^e trimestre	2,23	1,77	- 0,46	1,89	1,24	- 0,65	1,19	0,84	- 0,35
1964 1 ^{er} trimestre	2,17	1,88	- 0,29	1,80	1,24	- 0,56	1,41	0,99	- 0,42
2 ^e trimestre	2,18	1,97	- 0,21	2,03	1,17	- 0,86	1,69	0,85	- 0,84
3 ^e trimestre	2,06	1,87	- 0,19	1,82	0,95	- 0,87	1,44	0,77	- 0,67
4 ^e trimestre	2,31	1,79	- 0,52	1,89	1,24	- 0,65			
1964 Janvier	2,24	1,88	- 0,36	1,70	1,39	- 0,31	1,65	1,09	- 0,56
Février	2,15	1,90	- 0,25	1,88	1,24	- 0,64	1,20	0,99	- 0,21
Mars	2,12	1,86	- 0,26	1,82	1,09	- 0,73	1,42	0,88	- 0,54
Avril	2,18	2,16	- 0,02	2,00	1,32	- 0,68	1,77	0,86	- 0,91
Mai	2,21	1,79	- 0,42	1,98	0,96	- 1,02	1,49	0,77	- 0,72
Juin	2,07	1,97	- 0,10	2,06	1,21	- 0,85	1,74	0,94	- 0,80
Juillet	2,14	2,17	+ 0,03	2,41	0,99	- 1,42	1,56	0,83	- 0,73
Août	2,03	1,56	- 0,47	1,16	0,81	- 0,35	1,48	0,72	- 0,76
Septembre	1,99	1,87	- 0,12	1,88	1,06	- 0,82	1,09	0,76	- 0,33
Octobre	2,14	2,01	- 0,13	1,94	1,28	- 0,66	1,03	0,88	- 0,15
Novembre	2,16	1,81	- 0,35	1,87	1,27	- 0,60	1,48	0,89	- 0,59
Décembre	2,64	1,55	- 1,09	1,87	1,16	- 0,71			
1965 Janvier	1,81	1,33	- 0,48	1,81	1,38	- 0,43			

Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Ruanda-Urundi			Europe orientale		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	0,70	0,55	- 0,15	1,01	0,59	- 0,42	0,43	0,45	+ 0,02
1957	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,44	0,40	- 0,04
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,39	0,37	- 0,02
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,46	0,37	- 0,09
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,50	0,57	+ 0,07
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,56	0,55	- 0,01
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,61	0,50	- 0,11
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,67	0,46	- 0,21
1963 1 ^{er} trimestre	0,89	0,44	- 0,45	0,72	0,17	- 0,55	0,52	0,38	- 0,14
2 ^e trimestre	0,86	0,45	- 0,41	0,67	0,18	- 0,49	0,63	0,47	- 0,16
3 ^e trimestre	0,98	0,46	- 0,52	0,72	0,20	- 0,52	0,76	0,47	- 0,29
4 ^e trimestre	0,96	0,51	- 0,45	0,72	0,27	- 0,45	0,78	0,53	- 0,25
1964 1 ^{er} trimestre	0,92	0,56	- 0,36	0,79	0,27	- 0,52	0,62	0,52	- 0,10
2 ^e trimestre	1,13	0,57	- 0,48	0,91	0,26	- 0,65	0,70	0,54	- 0,16
3 ^e trimestre	0,85	0,64	- 0,21	0,85	0,28	- 0,57	0,82	0,46	- 0,36
1963 Novembre	0,74	0,44	- 0,30	0,70	0,31	- 0,39	0,63	0,44	- 0,19
Décembre	0,83	0,50	- 0,33	0,53	0,23	- 0,30	0,81	0,62	- 0,19
1964 Janvier	1,05	0,59	- 0,46	0,92	0,28	- 0,64	0,75	0,55	- 0,20
Février	0,93	0,58	- 0,35	0,86	0,29	- 0,57	0,60	0,43	- 0,17
Mars	0,76	0,52	- 0,24	0,59	0,24	- 0,35	0,52	0,58	+ 0,06
Avril	1,06	0,57	- 0,49	1,05	0,20	- 0,85	0,58	0,62	+ 0,04
Mai	1,14	0,47	- 0,67	0,77	0,32	- 0,45	0,62	0,50	- 0,12
Juin	1,11	0,67	- 0,44	0,91	0,27	- 0,64	0,90	0,50	- 0,40
Juillet	0,75	0,58	- 0,17	1,16	0,30	- 0,86	0,77	0,46	- 0,31
Août	0,76	0,66	- 0,10	0,59	0,27	- 0,32	0,80	0,45	- 0,35
Septembre	0,96	0,70	- 0,26	0,89	0,26	- 0,63	0,87	0,48	- 0,39
Octobre	1,01	0,75	- 0,26	0,82	0,36	- 0,46	0,73	0,48	- 0,25
Novembre	0,83	0,57	- 0,26	0,71	0,28	- 0,43	0,78	0,45	- 0,33

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — cfr. N.B. du tableau VIII - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE *

Chiffres annuels — Ancienne série

(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,6
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,8
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,5
10. Transferts de l'Etat ...	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,7
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,0	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	- 0,1	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :										
a) valeurs belges ...	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,5	+ 1,5
b) valeurs étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	- 4,5	- 4,7
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,3	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,9	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées ¹	—	—	—	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX-2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.3 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3); pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 80 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres semestriels et annuels — Nouvelle série *

(milliards de francs)

	1961		1962		1963			1964
	Année	2 ^e semestre	Année	1 ^{er} semestre	2 ^e semestre	Année	1 ^{er} semestre p	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	- 6,1	- 3,5	- 6,4	- 2,7	- 5,9	- 8,6	- 7,3	
1.12 Travail à façon	+ 2,7	+ 1,8	+ 3,8	+ 1,7	+ 1,6	+ 3,3	+ 2,2	
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 2,3	+ 1,1	+ 3,1	+ 0,9	+ 1,5	+ 2,4	+ 2,8	
1.2 Or non monétaire	- 0,9	- 0,3	- 0,5	- 0,1	- 0,6	- 0,7	- 0,5	
1.3 Frets et assurances pour le transport des marchandises ² .....				...	- 0,3	- 0,3	- 0,1
1.4 Autres frais de transport	- 0,4 ^a	+ 0,3	+ 0,7	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,8	+ 0,5	
1.5 Déplacements à l'étranger	- 2,4	- 1,0	- 2,2	- 1,1	- 2,1	- 3,2	- 1,4	
1.6 Revenus d'investissements	+ 1,8	+ 1,1	+ 0,7	- 0,7	+ 0,1	- 0,6	- 1,0	
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,4	- 1,2	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 1,4	- 1,4	
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 3,3	+ 1,8	+ 3,7	+ 1,9	+ 2,1	+ 4,0	+ 1,9	
1.82 Autres	+ 1,8	+ 0,8	+ 1,5	+ 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,4	
Total 1 ...	+ 1,7	+ 0,8	+ 3,6	+ 0,2	- 4,4	- 4,2	- 3,9	
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	+ 3,0	+ 1,3	+ 2,6	+ 1,4	+ 1,1	+ 2,5	+ 1,2	
2.2 Transferts de l'Etat	- 2,1	- 0,7	- 1,4	- 1,3	- 1,4	- 2,7	- 0,9	
Total 2 ...	+ 0,9	+ 0,6	+ 1,2	+ 0,1	- 0,3	- 0,2	+ 0,3	
3. Mouvement net des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat	- 5,8	- 1,5	- 2,8	+ 2,9	- 0,9	+ 2,0	+ 0,6	
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,0	
Total 3 ...	- 5,7	- 1,4	- 2,4	+ 2,9	- 0,8	+ 2,1	+ 1,6	
4. Mouvement net des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation ..	+ 1,9	- 0,4	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1	+ 0,2	
4.2 Organismes publics de crédit	+ 0,2	- 0,1	- 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7	+ 2,2	
4.3 Secteur privé :								
4.31 Transactions identifiées en valeurs mobilières :								
a) valeurs belges	+ 1,5	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,8	- 0,2	
b) valeurs étrangères	- 4,7	- 1,6	- 3,0	- 2,7	- 2,4	- 5,1	- 1,3	
4.32 Autres (y compris investissements directs)	+ 5,2	+ 1,8	+ 3,4	+ 2,4	+ 2,9	+ 5,3	+ 1,5	
Total 4 ...	+ 4,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,6	+ 2,4	
5. Erreurs et omissions	+ 0,7	+ 0,1	+ 1,4	+ 1,4	- 0,8	+ 0,6	+ 0,9	
Total 1 à 5 ...	+ 1,7	...	+ 4,2	+ 5,2	- 5,3	- 0,1	+ 1,3	
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	- 1,1	- 0,1	- 0,2	- 1,3	+ 0,8	- 0,5	- 0,6	
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 0,6	- 0,1	+ 4,0	+ 3,9	- 4,5	- 0,6	+ 0,7	
Banque Nationale	+ 12,1	+ 1,4	+ 1,7	+ 7,6	+ 3,6	+ 11,2	+ 1,0	
Autres	- 11,5	- 1,5	+ 5,7	- 3,7	- 8,1	- 11,8	- 0,3	

* Diverses modifications, apportées pour suivre les prescriptions du « Balance of Payments Manual » du Fonds Monétaire International ont eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance des paiements.

La nouvelle série diffère essentiellement de la série 1955-1961 du tableau IX-1 sur les points suivants :

- les importations comprennent désormais la valeur de certaines marchandises qui étaient antérieurement considérées comme étant travaillées à façon et les exportations, cette même valeur majorée du coût du transport depuis le pays d'origine jusqu'en U.E.B.L. et du coût de la transformation;
 - les frais de transport et d'assurances sont actuellement ventilés suivant le nouveau schéma prévu par la 3^e édition du « Balance of Payments Manual »;
 - la méthode employée antérieurement pour obtenir une évaluation f.o.b. des importations a été abandonnée. Il en résulte qu'une partie des dépenses de transport et d'assurances afférentes aux importations est actuellement comprise dans celle-ci;
 - les transactions qui étaient rangées antérieurement sous la rubrique « Opérations non déterminées » ont pu actuellement être ventilées en « Opérations sur marchandises » (rubrique 1.1) « Déplacements à l'étranger » (rubrique 1.5) et « Autres mouvements nets des capitaux des entreprises et particuliers » (rubrique 4.32).
 - les dépenses courantes d'institutions européennes dont le siège est en U.E.B.L. ont été transférées de la rubrique 1.3 « Autres services » à la rubrique 1.7 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».
- Une description plus complète des écarts entre la nouvelle et les anciennes séries est donnée dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de mai 1963, pp. 432 à 435.

1 Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

2 Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

3 Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 1.3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 1.4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 1.3 et 1.4 pour les années suivantes. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.3, ni les achats et ventes des provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes, qui depuis 1962 sont inclus dans la rubrique 1.4.

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	1962	1963				1964			9 premiers mois	
	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre p	2 ^e trimestre p	3 ^e trimestre p	1963	1964 p
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Opérations sur marchandises :										
Exportations	47,9	45,8	50,3	50,3	54,7	54,6	56,8	55,0	146,4	166,4
Importations ¹	50,6	47,3	51,5	52,8	58,1	58,0	60,7	58,0	151,6	176,7
Solde ...	- 2,7	- 1,5	- 1,2	- 2,5	- 3,4	- 3,4	- 3,9	- 3,0	- 5,2	-10,3
Autres opérations sur marchandises	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	+ 1,5	+ 1,6	+ 2,3	+ 2,7	+ 2,5	+ 4,1	+ 7,5
1.2 Or non monétaire	- 0,1	...	- 0,1	- 0,2	- 0,4	- 0,4	- 0,1	- 0,1	- 0,3	- 0,6
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ² ...	+ 0,1	...	...	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,3
1.4 Revenus d'investissements	+ 0,7	- 0,1	- 0,6	...	+ 0,1	- 0,1	- 0,9	+ 0,2	- 0,7	- 0,8
1.5 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ...	- 1,2	- 0,2	- 0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,9	- 0,5	- 1,0	- 1,0	- 2,4
1.6 Autres	+ 1,4	+ 1,2	+ 0,6	- 0,6	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,9	- 0,6	+ 1,2	+ 0,8
Total 1 ...	- 0,5	+ 0,6	- 0,4	- 2,3	- 2,1	- 1,9	- 2,0	- 2,2	- 2,1	- 6,1
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,8	+ 1,9	+ 2,0
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,5	- 1,0	- 0,3	- 0,3	- 1,1	- 0,2	- 0,7	- 0,3	- 1,6	- 1,2
Total 2 ...	+ 0,4	- 0,4	+ 0,5	+ 0,2	- 0,5	+ 0,3	...	+ 0,5	+ 0,3	+ 0,8
3. Mouvement net des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat	+ 0,3	+ 1,7	+ 1,2	- 1,0	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,4	- 1,3	+ 1,9	- 0,7
3.2 Autres pouvoirs publics .....	...	...	...	...	+ 0,1	+ 2,0	- 1,0	+ 0,3	...	+ 1,3
Total 3 ...	+ 0,3	+ 1,7	+ 1,2	- 1,0	+ 0,2	+ 2,2	- 0,6	- 1,0	+ 1,9	+ 0,6
4. Mouvement net des capitaux des entreprises et particuliers :										
4.1 Organismes publics d'exploitation et de crédit	- 0,4	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,1	...	+ 2,1	+ 0,3	- 0,4	+ 0,6	+ 2,0
4.2 Secteur privé										
4.21 Transactions identifiées en valeurs mobilières :										
a) valeurs belges	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,6	+ 0,1
b) valeurs étrangères ...	- 1,1	- 1,8	- 0,9	- 1,3	- 1,1	- 1,5	+ 0,2	+ 0,3	- 4,0	- 1,0
4.22 Autres (y compris investissements directs)	- 0,6	+ 1,6	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,7	- 0,3	+ 1,8	+ 3,5	+ 4,6	+ 5,0
Total 4 ...	- 1,8	+ 0,4	+ 0,2	+ 1,2	- 0,2	...	+ 2,4	+ 3,7	+ 1,8	+ 6,1
5. Erreurs et omissions	+ 0,7	+ 1,4	...	- 1,0	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,1	- 0,2	+ 0,4	+ 0,7
Total 1 à 5 ...	- 0,9	+ 3,7	+ 1,5	- 2,9	- 2,4	+ 1,4	- 0,1	+ 0,8	+ 2,3	+ 2,1
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	+ 1,6	- 1,3	...	+ 0,5	+ 0,3	- 1,3	+ 0,7	+ 1,3	- 0,8	+ 0,7
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	+ 0,7	+ 2,4	+ 1,5	- 2,4	- 2,1	+ 0,1	+ 0,6	+ 2,1	+ 1,5	+ 2,8
Banque Nationale	+ 2,4	+ 4,4	+ 3,2	+ 1,0	+ 2,6	- 0,4	+ 1,4	+ 2,0	+ 8,6	+ 3,0
Autres	- 1,7	- 2,0	- 1,7	- 3,4	- 4,7	+ 0,5	- 0,8	+ 0,1	- 7,1	- 0,2

¹ Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

² Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des fret et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises : Importations » (cf. note 1.)

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1951-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXIX^e année, vol. 1, n° 5, page 517 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1963 », XLe année, vol. 1, n° 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitre IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1963* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisse	Deutsche Mark	liras italien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier			escudos	schillings autrich.
1960	49,86	10,17	139,98	13,22	11,54	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,427	51,425	174,41	192,11
1961	49,86	10,16	139,72	13,19 ¹ 13,85 ²	11,54	11,95 ¹ 12,51 ²	8,03	9,65	6,98	7,22	50,469 ³ 48,153 ⁴	50,468 ³ 48,149 ⁴	174,21	192,32
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60
1964 1 ^{er} trimestre	49,82	10,17	139,39	13,82	11,52	12,54	8,00	9,63	6,96	7,21	46,118	46,118	173,80	192,83
2 ^e trimestre	49,80	10,16	139,33	13,78	11,53	12,53	7,97	9,69	6,97	7,21	46,073	46,072	173,70	192,79
3 ^e trimestre	49,73	10,15	138,60	13,77	11,51	12,51	7,96	9,68	6,94	7,18	46,103	46,101	172,77	192,67
4 ^e trimestre	49,63	10,13	138,28	13,80	11,50	12,48	7,94	9,63	6,93	7,17	46,181	46,179	172,41	192,13
1965 1 ^{er} trimestre	49,63	10,13	138,60	13,80	11,46	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	46,086	46,084	172,87	192,09
1964 Mars	49,82	10,17	139,40	13,82	11,51	12,54	7,99	9,68	6,96	7,22	46,108	46,107	173,81	192,80
Avril	49,79	10,16	139,36	13,80	11,52	12,53	7,97	9,69	6,97	7,22	46,061	46,060	173,74	192,72
Mai	49,77	10,16	139,33	13,78	11,53	12,52	7,97	9,69	6,96	7,21	46,049	46,048	173,71	192,69
Juin	49,85	10,17	139,29	13,77	11,55	12,55	7,98	9,70	6,97	7,21	46,110	46,109	173,65	192,97
Juillet	49,78	10,16	138,89	13,77	11,52	12,53	7,97	9,68	6,96	7,20	46,036	46,034	173,15	192,84
Août	49,74	10,15	138,61	13,76	11,51	12,51	7,96	9,68	6,94	7,18	46,108	46,107	172,79	192,73
Septembre	49,68	10,14	138,29	13,77	11,50	12,50	7,95	9,67	6,93	7,17	46,164	46,163	172,38	192,43
Octobre	49,63	10,13	138,14	13,78	11,50	12,49	7,94	9,62	6,93	7,16	46,154	46,152	172,19	192,13
Novembre	49,63	10,13	138,20	13,81	11,50	12,48	7,94	9,63	6,93	7,16	46,201	46,198	172,26	192,07
Décembre	49,64	10,13	138,50	13,82	11,50	12,48	7,94	9,65	6,94	7,18	46,189	46,187	172,77	192,20
1965 Janvier	49,63	10,13	138,51	13,81	11,49	12,47	7,94	9,66	6,94	7,18	46,214	46,211	172,77	192,09
Février	49,63	10,13	138,71	13,81	11,47	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	46,135	46,132	172,99	192,05
Mars	49,64	10,13	138,59	13,79	11,43	12,48	7,94	9,66	6,94	7,18	45,910	45,910	172,84	192,14

1 Moyenne du 1^{er} janvier au 3 mars 1961. — 2 Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — 3 Moyenne du 1^{er} janvier au 20 juin 1961. — 4 Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 mars 1965

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		pour :
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,— L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80 £ ²	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

1 Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

2 Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

3 Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

4 (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis); (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

5 (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis); (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (8) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses 4 (1)	Recettes (2)	Solde (3) = (2) - (1)	Dépenses (4)	Recettes (5)	Solde (6) = (5) - (4)		Emprunts consolidés intérieurs (8)	Dette flottante intérieure (9)	Emprunts consolidés et dette flottante extérieurs (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse et autres opérations de trésorerie ³ (12)
1958	101,4	94,3	- 7,1	18,0	0,4	-17,6	-24,7	+10,7	+12,8	+ 3,9	- 1,7	- 1,0
1959	108,4	100,2	- 8,2	18,1	0,2	-17,9	-26,1	+20,3	+ 0,2	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
1962	130,1	131,2	+ 1,1	17,8	0,5	-17,3	-16,2	+20,1	+ 6,0	- 9,3	- 0,5	- 0,1
1963	143,0	139,5	- 3,5	22,0	0,4	-21,6	-25,1	+17,4	+ 2,4	+10,5	- 3,7	- 1,5 ²
1962 9 prem. mois .	97,7	93,8	- 3,9	11,7	0,3	-11,4	-15,3	+ 9,9	+14,3	- 8,4	- 0,3	- 0,2
1963 3 prem. mois .	39,8	32,6	- 7,2	5,5	0,2	- 5,3	-12,5	+ 4,9	+ 6,3	+ 3,6	- 2,6	+ 0,3
6 prem. mois .	73,4	63,8	- 9,6	9,2	0,3	- 8,9	-18,5	+ 6,0	+ 7,5	+ 6,7	- 1,6	- 0,1 ²
9 prem. mois .	105,3	103,8	- 1,5	15,4	0,3	-15,1	-16,6	+10,1	+ 3,4	+ 7,5	- 2,6	- 1,9 ²
1964 3 prem. mois .	40,6	38,4	- 2,2	5,7	0,1	- 5,6	- 7,8	+11,8	- 4,3	+ 1,3	+ 0,4	- 1,4 ²
6 prem. mois .	81,7	75,1	- 6,6	11,5	0,2	-11,3	-17,9	+18,8	- 6,4	+ 2,3	+ 1,8	+ 1,4 ²
9 prem. mois .	116,7	118,4	+ 1,7	18,1	0,2	-17,9	-16,2	+18,8	- 8,5	+ 3,3	+ 1,0	+ 1,6 ²
1963 Novembre ...	10,0	10,2	+ 0,2	2,3	...	- 2,3	- 2,1	...	- 0,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 1,0 ²
Décembre	14,8	13,5	- 1,3	2,0	0,1	- 1,9	- 3,2	...	+ 2,4	+ 0,7	+ 0,3	- 0,2 ²
1964 Janvier	14,6	15,7	+ 1,1	1,2	0,1	- 1,1	...	...	+ 1,4	- 0,2	- 1,2	... ²
Février	12,8	11,3	- 1,5	2,5	...	- 2,5	- 4,0	+11,8	- 9,2	+ 1,5	...	- 0,1 ²
Mars	13,2	11,4	- 1,8	2,0	...	- 2,0	- 3,8	...	+ 3,5	...	+ 1,6	- 1,3 ²
Avril	14,5	12,3	- 2,2	1,9	...	- 1,9	- 4,1	...	- 0,2	+ 0,5	- 1,6	+ 5,4 ²
Mai	11,4	11,3	- 0,1	1,5	0,1	- 1,4	- 1,5	+ 0,1	- 0,1	+ 0,5	+ 1,5	- 0,5 ²
Juin	15,2	13,1	- 2,1	2,4	...	- 2,4	- 4,5	+ 6,9	- 1,8	...	+ 1,5	- 2,1 ²
Juillet	14,1	21,9	+ 7,8	2,5	...	- 2,5	+ 5,3	...	- 3,9	- 0,2	- 1,8	+ 0,6 ²
Août	9,6	10,0	+ 0,4	2,1	...	- 2,1	- 1,7	...	+ 1,0	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,1 ²
Septembre ...	11,3	11,4	+ 0,1	2,0	...	- 2,0	- 1,9	...	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,8	- 0,5 ²
Octobre	12,2	11,8	- 0,4	1,4	...	- 1,4	- 1,8	+ 5,2	- 3,5	...	- 1,9	+ 2,0 ²
Novembre ...	10,5	11,6	+ 1,1	1,6	...	- 1,6	- 0,5	...	+ 1,2	- 0,3	+ 0,3	- 0,7 ²

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

² Y compris les avances à des collectivités.

³ Augmentation : -; diminution : +.

⁴ A partir de l'année 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome de Dommages de guerre financées par le budget ordinaire.

XI - 2. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différence par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1953	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3
1954	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9
1963 12 premiers mois ...	45,7	+ 0,9	25,4	- 0,1	52,5	+ 1,0	123,5	+ 1,8
1964 12 premiers mois ...	51,9	+ 3,7	27,7	+ 0,4	60,0	+ 4,6	139,6	+ 8,7
Ex. 1963 { 1964 Février	1,6	...	...	...	...	...	1,6	...
{ Mars	1,3	- 0,3	...	...	...	...	1,3	- 0,3
Exercice 1964 { 1964 Février	2,2	+ 0,2	2,2	+ 0,1	4,7	+ 0,6	9,1	+ 0,9
{ Mars	2,1	+ 0,2	2,2	- 0,2	5,3	+ 0,7	9,6	+ 0,7
{ Avril	3,9	+ 0,4	2,5	+ 0,2	5,3	+ 0,6	11,7	+ 1,2
{ Mai	3,7	+ 0,3	2,3	...	4,9	+ 0,4	10,9	+ 0,7
{ Juin	5,1	+ 0,2	2,2	- 0,1	5,1	+ 0,4	12,4	+ 0,5
{ Juillet	13,8	+ 1,1	2,4	+ 0,2	5,0	+ 0,5	21,2	+ 1,8
{ Août	3,1	+ 0,2	2,0	- 0,3	4,5	+ 0,1	9,6	...
{ Septembre	3,2	+ 0,2	2,6	+ 0,3	5,1	+ 0,1	10,9	+ 0,6
{ Octobre	3,6	+ 0,2	2,3	- 0,1	5,3	+ 0,2	11,2	+ 0,3
{ Novembre	3,9	+ 0,3	2,3	- 0,1	5,0	+ 0,3	11,2	+ 0,5
{ Décembre	4,5	+ 0,3	2,6	+ 0,3	5,5	+ 0,4	12,6	+ 1,0
Ex. 1965 { 1965 Janvier	6,2	+ 0,8	0,5	- 0,1	...	...	6,7	+ 0,7
{ Février	1,4	+ 0,1	...	...	...	...	1,4	+ 0,1
Ex. 1965 { 1965 Janvier	3,2	+ 0,1	1,8	- 0,2	4,7	...	9,7	- 0,1
{ Février	2,4	+ 0,2	2,0	- 0,3	5,0	+ 0,1	9,4	...

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 3. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1963 ²		Exercice 1964 : février 1964		Exercice 1965 : février 1965	
	Recettes effectives	Evaluations budgétaires	Recettes effectives	Evaluations budgétaires	Recettes effectives	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	54,2	53,2	2,2	2,0	2,4	2,2
précompte immobilier	0,8	0,9	...	...	...	...
précompte mobilier	4,4	5,0	0,3	0,3	0,2	0,3
précompte professionnel	22,1	20,6	1,5	1,4	1,6	1,6
versements anticipés	11,3	8,5	0,1	...	0,2	0,1
impôts des personnes physiques (rôles) .....	—	—	...	...	...	...
impôts des sociétés (rôles)	0,6	2,3	...	...	...	...
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	3,3	3,3	0,2	0,2	0,3	0,2
contribution foncière	0,2	0,1	...	...	...	...
taxe mobilière	0,6	0,4	...	...	...	...
taxe professionnelle	6,5	7,0	...	...	...	—
impôt complémentaire personnel	3,3	3,5	...	...	...	...
contribution nationale de crise	0,2	0,2	...	...	...	...
divers ³	0,9	1,4	0,1	0,1	0,1	...
II. Douanes et accises	25,9	26,0	2,2	2,1	2,0	2,3
dont : douanes	7,0	6,8	0,7	0,6	0,6	0,7
accises	17,6	18,9	1,5	1,5	1,4	1,6
taxes spéciales de consommat.	1,0	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	52,5	51,5	4,7	4,1	5,0	4,9
dont : enregistrement	4,7	4,4	0,5	0,3	0,4	0,5
successions	2,4	2,4	0,2	0,2	0,2	0,2
timbres et taxes assimilées ...	44,8	44,2	4,0	3,6	4,3	4,1
Total ...	132,6	130,7	9,1	8,2	9,4	9,4
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 1,9		+ 0,9		...

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

² L'exercice 1963, commencé le 1er janvier 1963 a été clôturé le 31 mars 1964.

³ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ³	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1956	2,9	1,4	2,6	6,9	0,41
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1962 9 premiers mois	4,1	2,0	3,9	10,0	0,71
1963 3 premiers mois	4,4	2,0	3,9	10,3	0,65
6 premiers mois	3,9	2,1	4,1	10,1	0,41
9 premiers mois	4,7	2,1	4,2	11,0	1,18
1964 3 premiers mois	5,2	2,3	4,9	12,4	0,71
6 premiers mois	4,7	2,3	5,0	12,0	0,49
9 premiers mois	5,4	2,3	4,9	12,6	1,39
1964 Février	3,7	2,3	4,7	10,7	0,06
Mars	3,4	2,2	5,2	10,8	0,12
Avril	3,9	2,5	5,3	11,7	0,28
Mai	3,7	2,3	4,9	10,9	0,10
Juin	5,1	2,2	5,1	12,4	0,41
Juillet	13,8	2,4	5,0	21,2	9,48
Août	3,1	2,0	4,5	9,6	0,05
Septembre	3,2	2,6	5,1	10,9	0,03
Octobre	3,6	2,3	5,3	11,2	0,35
Novembre	3,9	2,3	5,0	11,2	0,05
Décembre	4,5	2,6	5,5	12,6	0,25
1965 Janvier	9,4	2,3	4,7	16,4	2,26
Février	3,8	2,0	5,0	10,8	0,15

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

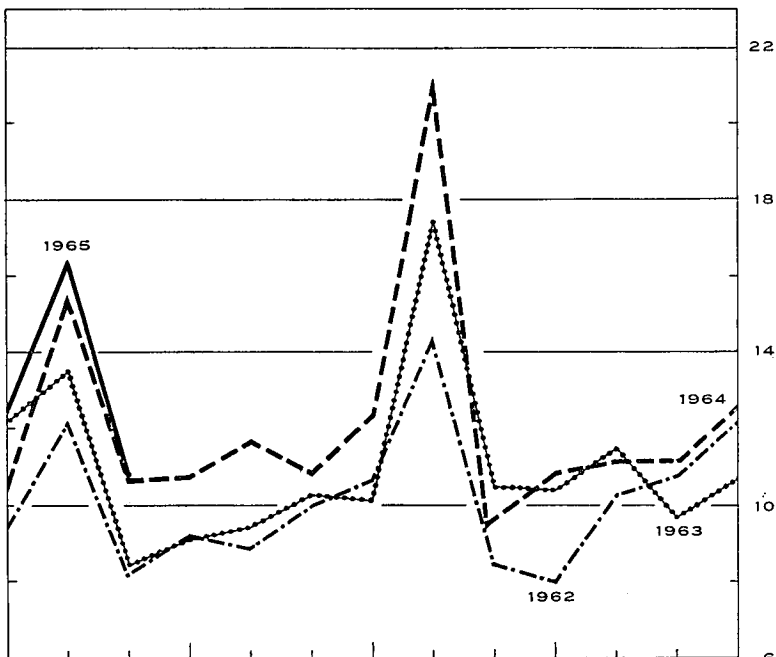
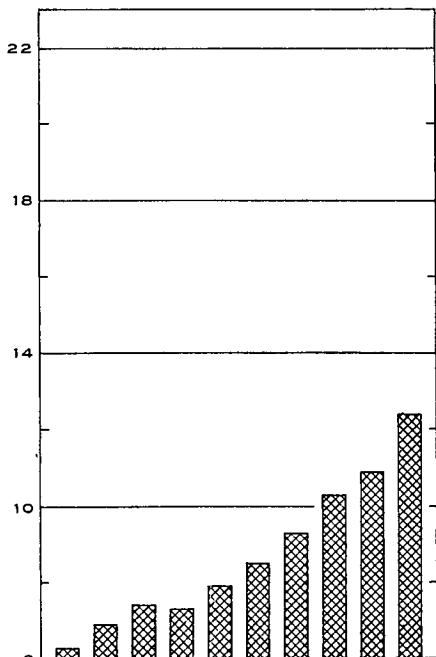
³ Il s'agit uniquement des chiffres annuels et trimestriels.

Références bibliographiques : Bulletin de Documentation (Ministère des Finances). — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — *Monteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XXXIX^e année, vol. II, no 5, novembre 1964 : « Les budgets de 1964 et 1965 ».

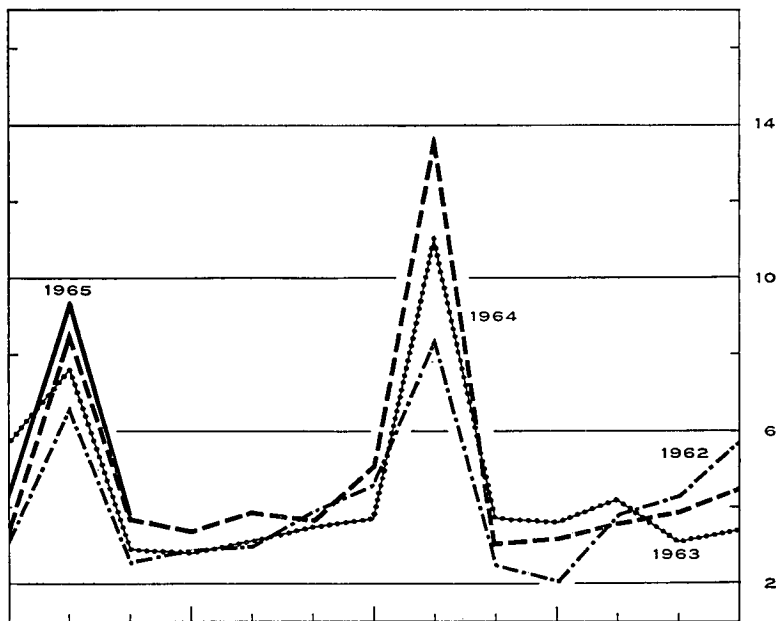
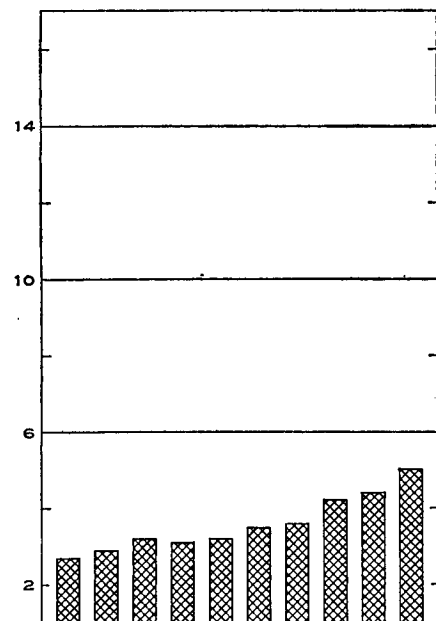
XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)

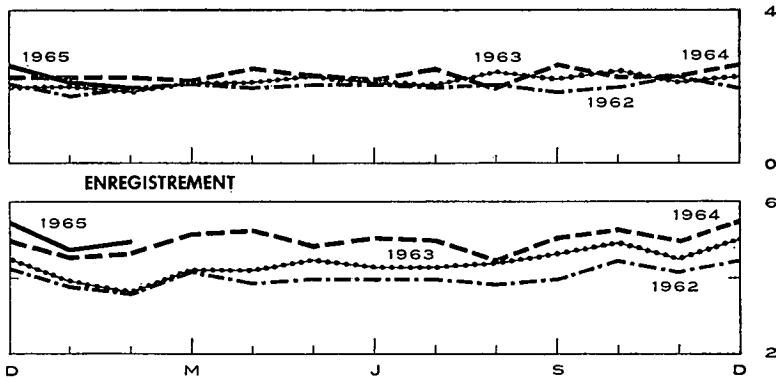
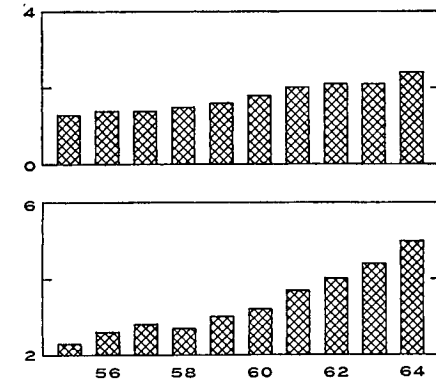
RECETTES TOTALES



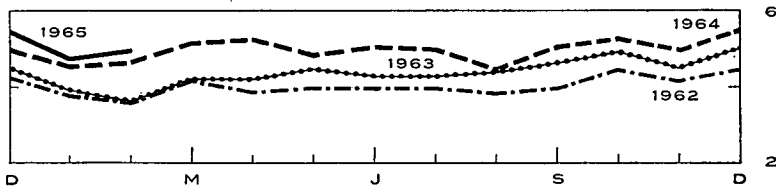
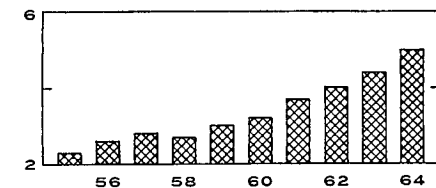
CONTRIBUTIONS DIRECTES



DOUANES ET ACCISES



ENREGISTREMENT



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1960 ¹

Source : Banque Nationale de Belgique.

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
													(1)			(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	
Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	...	26,1	—	2,4	—	2,9	6,6	38,0	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	...	25,2	—	0,2	—	0,1	...	25,6	
	Obligations	8,0	...	...	...	...	0,2	...	—	1,0	...	...	...	22,4
	Autres emprunts à moyen et long terme	10,4	0,1	...	...	...	...	...	—	68,2	22,9	68,2	...	169,8
	Divers	4,3	1,1	1,5	0,2	7,5	...	...	—	1,6	6,3	0,5	...	23,0
	(Actions et parts)	(154,6)	(0,1)	(...)	...	(...)	...	(0,4)	(—)	(0,7)	(2,0)	(—)	(...)	(157,8)	
	Total ...	22,8	1,2	1,5	0,2	7,5	0,2	51,3	—	73,5	42,3	71,7	6,6	278,8	
Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	...	—	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,1
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	—	—	—	...	...	0,7	—	...	—	0,1	...	0,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	...	1,0	—	...	...	0,1	...	1,1
	Obligations accessibles à tout placeur	15,2	0,1	...	...	...	3,0	1,5	0,7	3,1	4,9	0,6	...	29,2
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	0,3	...	0,1	...	0,1	0,3	...	1,5	3,1	...	0,2	5,6
	Autres emprunts à moyen et long terme .....	...	...	...	0,1	...	1,4	...	—	...	0,2	2,2	0,1	4,0
	Divers	5,1	...	4,3	0,1	...	1,0	...	—	...	...	...	0,4	11,0
	(Actions et parts)	(0,7)	...	(13,2)	(3,2)	(...)	...	(—)	(...)	(...)	(...)	(0,9)	(...)	(18,0)	
	Total ...	20,3	0,4	4,3	0,4	0,1	5,6	3,5	0,8	4,6	8,3	3,0	0,7	51,9	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	1,9	...	—	0,6	...	...	31,0	...	...	...	0,4	5,4	39,4
	Certificats à court terme	—	0,3	—	2,5	...	33,8	42,3	2,6	2,0	0,3	10,2	— 0,1	93,8	
	Obligations accessibles à tout placeur	101,5	2,2	—	1,4	0,5	8,3	26,3	3,7	27,3	34,5	5,3	1,4	212,4	
	Obligations non accessibles à tout placeur	1,3	0,3	—	...	0,5	11,5	37,2	...	2,5	2,6	0,5	0,8	57,2	
	Divers .....	...	0,6	—	...	0,5	...	...	...	0,1	1,7	0,1	...	3,0
	Total ...	104,8	3,3	—	4,5	1,6	53,6	136,9	6,3	31,9	39,0	16,5	7,5	405,8	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	...	2,1	—	...	...	...	...	2,1
	Obligations accessibles à tout placeur	16,1	0,3	...	0,2	...	0,5	1,1	1,0	1,0	6,2	1,0	— 0,6	26,6	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	2,8	7,1	...	...	9,9
	Autres emprunts à moyen et long terme .....	...	4,2	...	...	...	...	...	...	0,6	...	39,4	...	44,1
	Divers	1,5	0,4	3,3	...	...	...	...	—	...	...	1,6	...	6,9
	Total ...	17,6	4,9	3,3	0,2	...	0,5	3,2	1,0	4,3	13,3	40,4	1,0	89,6	
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	9,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,4	
	Divers	3,2	...	1,9	...	...	...	...	...	...	0,6	...	1,0	6,8
	Total ...	12,6	...	1,9	...	...	...	...	...	...	0,6	...	1,0	16,2
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	...	—	...	...	—	0,2	...	...	...	...	...	0,2
	Acceptations et effets commerciaux .....	...	...	...	...	...	...	5,1	—	0,4	...	1,7	0,6	7,8
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	...	1,1	—	...	...	...	...	1,1
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations	9,5	...	1,0	...	...	...	...	84,9	—	...	...	...	84,9
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	15,8	—	—	—	—	0,9	0,9	0,4	3,3	0,2	— 0,1	16,0
	Divers	—	1,3	9,0	—	—	—	—	4,4	—	—	—	—	—	20,2
	(Actions et parts) .....	...	(0,1)	(0,4)	...	...	...	(—)	(0,8)	(—)	(...)	(1,2)	(—)	10,8
	Total ...	9,5	1,3	25,8	...	...	...	96,6	0,9	0,8	3,3	2,4	0,5	141,1

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	205,3	1,9	2,3	7,4	0,7	—	—	—	1,6	0,9	0,4	...	220,5
	Argent à très court terme	—	...	—	0,2	1,3	...	0,7	2,3
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	21,5	—	—	—	—	—	...	21,5
	Dépôts en devises des résidents	7,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	7,2
	Dépôts sur livrets des résidents	15,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	15,6
	Dépôts à terme des résidents	18,7	—	—	...	—	—	—	—	—	—	0,3	...	19,1
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,2	—	—	—	8,0	...	—	—	—	...	8,3
	Obligations (y compris les bons de caisse)	7,6	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	...	7,6
	Divers	0,2	...	0,2	—	—	7,5	7,9
	(Actions et parts)	(5,8)	—	(0,2)	—	—	—	(0,5)	—	—	(0,1)	—	—	(6,6)
Total ...	254,6	1,9	2,7	7,4	0,7	21,8	9,3	...	2,3	1,2	0,4	7,5	309,9	
Fonds des Rentés (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	...	5,8	—	—	—	—	—	5,8
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Opérations à réméré	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Dotation	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8	
Divers .....	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	0,1	0,1
Total ...	—	...	2,8	...	...	...	5,8	—	...	...	...	0,1	8,7
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	2,7	...	...	...	0,1	—	—	...	0,3	0,3	...	3,4
	Dépôts sur livrets	104,3	...	—	—	—	—	—	...	...	...	...	104,3
	Dépôts à terme	0,6	0,6	...	...	3,1	—	—	...	0,1	...	0,4	4,8
	Obligations (y compris les bons de caisse)	8,0	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	8,0	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	
	Divers	4,0	...	0,2	0,2	...	0,1	1,7	6,1
(Actions et parts)	(1,1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,1)	
Total ...	120,0	0,6	0,2	...	3,2	...	0,2	...	0,2	0,4	0,3	2,1	127,0	
Organ. d'assur.-vie et socid. de travail, fonds de pension (10)	Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations non accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,8	...	0,2	4,3	...	0,4	5,9
	Réserves de sécurité sociale	16,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,7	
	Réserves mathématiques	118,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	118,8	
	Divers	0,2	...	0,6	...	0,9	0,5	...	0,4	2,6
Total ...	135,7	...	0,6	...	1,0	0,1	0,8	...	0,2	4,8	...	0,8	144,1	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	0,9	...	...	0,4	...	...	—	...	...	...	...	1,4
	Argent à très court terme	—	...	—	...	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,4	0,8	
	Dépôts sur livrets	3,3	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	3,3
	Dépôts à terme	0,9	0,2	...	2,3	...	...	...	...	...	...	...	3,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	...	...	0,5
	Obligations accessibles à tout placeur	54,6	...	...	0,2	0,8	1,7	5,4	0,4	9,1	12,8	0,2	85,1
	Obligations non accessibles à tout placeur	0,4	7,8	8,6	...	1,9	18,8
	Divers	2,6	...	10,1	0,2	0,2	3,0	16,0
	(Actions et parts)	(0,6)	(...)	(0,7)	(...)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(1,5)
Total ...	62,3	0,3	10,1	3,1	1,3	1,8	5,5	0,4	17,7	21,4	0,2	5,3	129,4	
Secteurs indétectés et ajustements (12)		- 4,2	2,2	1,1	- 1,2	- 0,8	4,2	7,3	0,4	0,5	- 0,2	- 2,0	—	7,4
(13) = (1) à (12)	Total des créances	755,9	16,0	54,3	14,6	14,6	87,9	320,4	9,7	135,9	134,4	133,0	33,1	1.709,9

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises et particulières (1)	Parastatistiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (8)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)					
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée				
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particulières (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	...	30,5	—	1,9	—	3,3	7,8	43,5	
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	—	—	28,9	—	0,2	—	0,1	...	29,2
			Obligations	8,1	0,2	—	1,0	13,3	22,6
			Autres emprunts à moyen et long terme	10,4	0,1	—	76,2	26,4	75,5	...	188,7
			Divers	4,7	1,0	1,6	0,2	7,9	—	1,8	6,8	0,5	...	24,4
	(Actions et parts)	(162,1)	(0,1)	(...)	...	(0,1)	...	(0,5)	(—)	(0,7)	(2,2)	(—)	(...)	...	(165,8)		
	Total ...	23,2	1,1	1,6	0,2	7,9	0,2	59,4	—	81,2	46,5	79,4	7,8	...	308,3		
	Parastatistiques d'exploitation (3)	Argent à très court terme	—	0,1	—	0,1	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	0,7	—	0,1	...	0,5	...	1,3	
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	1,3	—	0,1	...	1,3	
Obligations accessibles à tout placeur		14,5	0,1	2,3	1,6	0,6	3,2	4,9	0,5	27,8		
Obligations non accessibles à tout placeur	0,3	...	0,1	...	2,8	1,0	...	1,3	3,5	...	— 0,2	...	8,8		
Autres emprunts à moyen et long terme .....	...	...	...	0,1	...	1,1	...	...	...	0,2	2,5	0,1	...	4,1
Divers	5,1	...	4,5	0,2	...	1,6	...	...	...	...	...	0,1	0,4	11,7
(Actions et parts)	(0,7)	...	(13,8)	(4,2)	(...)	...	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(0,9)	...	(19,5)			
Total ...	19,6	0,5	4,5	0,4	...	7,8	4,5	0,6	4,6	8,6	3,6	0,3	...	55,0			
Etat (Trésor) (8)	Fonds de tiers	1,9	...	—	0,2	...	...	...	31,1	...	...	0,4	7,0	40,5
	Certificats à court terme .....	...	0,3	—	2,7	...	19,9	51,5	1,1	4,3	12,2	— 0,1	92,5			
	Obligations accessibles à tout placeur	105,4	2,2	—	1,4	0,8	9,0	30,3	3,8	28,5	35,6	6,4	1,4	224,8			
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	0,3	—	...	0,5	16,7	36,8	...	2,5	2,7	0,5	0,6	60,5		
	Divers .....	...	0,8	—	...	0,4	...	...	...	0,1	0,6	0,1	...	1,9
Total ...	107,3	3,6	—	4,3	1,6	45,7	149,7	4,9	35,4	39,4	19,7	8,8	420,4				
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	...	...	...	...	...	...	3,4	—	...	...	...	...	3,4
	Obligations accessibles à tout placeur	15,3	0,4	...	0,1	...	0,5	0,6	1,2	1,1	6,0	1,1	— 0,1	26,1			
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	2,7	7,4	...	...	10,1
	Autres emprunts à moyen et long terme .....	...	4,4	...	...	...	...	...	...	0,5	...	44,2	...	49,1
Divers	1,6	0,4	3,7	...	...	...	...	...	...	...	...	3,7	9,4	
Total ...	16,9	5,1	3,7	0,1	...	0,5	3,9	1,2	4,3	13,4	45,3	3,6	98,1				
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	9,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,6			
	Divers	2,4	...	2,3	...	...	...	...	...	0,6	...	1,1	...	6,5
	Total ...	12,1	...	2,3	...	...	...	...	...	0,6	...	1,1	...	16,1
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Acceptations et effets commerciaux .....	...	...	...	...	...	...	5,4	...	1,0	...	2,6	0,7	9,7
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	...	...	...	...	...	...	2,0	...	...	...	...	...	2,0
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations	9,0	...	0,9	...	...	...	96,2	...	...	...	...	...	96,2
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	...	...	12,2	...	...	...	1,5	0,9	0,4	3,9	0,2	— 0,5	16,4
	Divers .....	...	...	10,7	...	...	...	8,0	...	...	...	...	...	20,2
(Actions et parts) .....	...	(0,1)	(0,4)	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	12,2	
Total ...	9,0	1,1	23,8	...	...	...	113,1	0,9	1,4	3,9	3,1	0,3	156,7	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers

Organismes monétaires (7)	Monnaie	217,4	2,7	3,3	10,3	0,6	—	—	...	1,6	1,1	0,4	...	237,4
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	1,4	2,6	0,6	...	...	...	4,6
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	35,3	—	—	—	—	—	...	35,3
	Dépôts en devises des résidents	8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	8,0
	Dépôts sur livrets des résidents	16,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	16,3
	Dépôts à terme des résidents	27,0	—	—	...	—	—	—	—	—	0,3	—	...	27,3
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	10,5	3,2	—	—	...	...	13,8
	Obligations (y compris les bons de caisse)	8,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	8,6
	Divers	0,1	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	8,5	8,8
	(Actions et parts)	(6,1)	...	(0,2)	...	...	...	(0,5)	...	...	(0,1)	...	...	(6,9)
	Total ...	277,3	2,7	3,6	10,3	0,6	35,3	12,0	5,8	2,2	1,4	0,4	8,5	360,2
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	11,0	—	—	—	—	...	11,0
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...
	Opérations à réméré .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...
	Dotation	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	...	2,8
	Divers .....	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	...	0,1	0,1
	Total ...	—	...	2,8	...	...	...	11,0	—	...	...	...	0,1	13,9
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	2,8	...	...	...	0,3	—	...	—	...	0,5	0,2	...	3,9
	Dépôts sur livrets	113,4	...	—	...	—	—	...	—	...	...	...	...	113,4
	Dépôts à terme	0,6	0,6	...	...	3,1	—	...	—	...	0,1	...	0,3	4,7
	Obligations (y compris les bons de caisse)	9,0	—	...	...	—	—	...	—	...	...	...	...	9,0
	Réserves mathématiques des sociétés de capita- lisation	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,5
	Divers	4,3	...	...	...	...	...	0,2	...	0,1	...	...	1,9	6,5
	(Actions et parts)	(1,2)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(1,2)
	Total ...	130,5	0,6	...	...	3,4	...	0,2	...	0,1	0,6	0,2	2,2	137,9
Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)	Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,9	...	0,1	5,0	...	0,9	7,1
	Réserves de sécurité sociale	17,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17,2
	Réserves mathématiques	128,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	128,5
	Divers	0,4	...	0,6	...	1,0	...	...	...	...	0,9	...	0,9	3,7
	Total ...	146,1	...	0,6	...	1,1	0,1	0,9	...	0,1	5,8	...	1,8	156,5
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	1,0	...	...	0,5	...	...	...	—	...	...	...	...	1,5
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,4	...	0,5	0,3	...	...	0,2	1,4
	Dépôts sur livrets	3,8	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	3,8
	Dépôts à terme	1,4	0,4	...	2,5	...	...	...	—	...	...	...	...	4,3
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	0,1	...	0,6
	Obligations accessibles à tout placeur	62,6	0,1	...	0,1	1,0	2,0	6,7	0,5	8,9	14,4	0,3	...	96,7
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,4	0,3	0,5	...	7,6	9,8	...	2,1	20,7
	Divers	2,5	...	10,3	0,2	...	...	...	...	0,3	...	...	...	16,7
	(Actions et parts)	(0,8)	(...)	(0,7)	(...)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(1,7)
	Total ...	71,4	0,5	10,3	3,3	1,5	2,6	7,3	0,9	17,6	24,2	0,5	5,7	145,8
Secteurs indérés et ajus- tements (12)		— 4,2	2,4	1,3	— 1,5	— 1,3	4,2	9,9	0,5	1,0	— 0,8	— 3,2	—	8,4
(13) = (1) & (12)	Total des créances	809,2	17,7	54,4	17,1	14,9	96,5	371,8	14,8	147,8	143,9	149,1	40,0	1.877,2

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1961 ¹

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)									
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)										
		Entreprises et particuliers (1)	Parasétatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)											
données non disponibles																							
... nihil ou inférieur à 50 millions																							
— opération non effectuée																							
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	...	+ 4,4	—	— 0,5	—	+ 0,4	+ 1,2	+ 5,4									
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	+ 3,6	—	— 0,1	—	—	—	+ 3,6									
		Obligations	+ 0,1	...	...	...	...	...	—	...	+ 0,2	...	...	+ 0,2		
		Autres emprunts à moyen et long terme .....	...	...	...	...	...	...	—	+ 8,1	+ 3,4	+ 7,3	...	+ 18,7			
		Divers	+ 0,3	— 0,1	+ 0,1	— 0,1	— 0,2	...	...	—	+ 0,2	+ 0,3	...	+ 0,6							
		(Actions et parts)	(+ 4,2)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(+ 1,5)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(+ 0,2)	(—)	(...)	(+ 6,0)								
	Total ...	+ 0,4	— 0,1	+ 0,1	— 0,1	— 0,2	...	+ 8,0	—	+ 7,7	+ 3,9	+ 7,7	+ 1,2	+ 28,5									
Secteurs nationaux non financiers	Parasétatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	+ 0,1	—	...	— 0,1	...	...	...	...	...	...	...		
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	—	—	...	...	...	—	+ 0,1	—	+ 0,3	...	+ 0,4					
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	...	—	—	...	...	...	+ 0,2	—	...	...	...	+ 0,2		
		Obligations accessibles à tout placeur	— 0,6	...	...	...	...	— 0,7	+ 0,1	— 0,1	...	...	— 0,1	— 1,5			
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	+ 2,7	+ 0,7	...	— 0,2	+ 0,4	...	+ 3,2				
		Autres emprunts à moyen et long terme .....	...	...	...	...	...	— 0,3	...	—	...	...	+ 0,3	...		
	Divers .....	...	...	+ 0,2	...	+ 0,6	...	—	...	...	...	...	+ 0,8				
	(Actions et parts)	(...)	...	(+ 0,5)	(+ 1,0)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 1,5)										
	Total ...	— 0,6	+ 0,2	+ 0,2	...	— 0,1	+ 2,2	+ 0,9	— 0,2	— 0,1	+ 0,4	+ 0,6	— 0,5	+ 3,1									
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	— 0,1	...	—	— 0,5	...	+ 0,1	...	...	...	...	+ 1,6	+ 1,2					
		Certificats à court terme .....	...	...	—	+ 0,2	...	+ 9,2	— 1,5	+ 2,3	+ 0,3	+ 2,0	— 0,3	+ 2,3							
		Obligations accessibles à tout placeur	+ 4,6	+ 0,1	—	...	— 0,2	+ 0,6	+ 4,0	+ 0,1	+ 1,2	+ 0,9	+ 1,1	+ 0,1	+ 12,4								
		Obligations non accessibles à tout placeur	— 1,3	...	—	+ 5,1	— 0,8	...	— 0,1	+ 0,1	...	+ 0,3	+ 3,3								
		Divers	+ 0,2	—	...	— 0,2	— 1,2	— 1,1								
		Total ...	+ 3,2	+ 0,3	—	— 0,3	— 0,4	— 4,2	+ 12,5	— 1,4	+ 3,5	+ 0,1	+ 3,2	+ 1,6	+ 18,1								
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	...	...	...	...	...	+ 1,3	—	...	...	...	...	+ 1,3
		Obligations accessibles à tout placeur	— 0,7	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	— 0,2	+ 0,1	...	— 0,5								
		Obligations non accessibles à tout placeur	— 0,1	+ 0,3	+ 0,2								
		Autres emprunts à moyen et long terme	+ 0,1	—	+ 4,8	...	+ 5,0								
		Divers	+ 0,4	—	+ 2,1	+ 2,5								
	Total ...	— 0,7	+ 0,2	+ 0,4	...	...	+ 1,2	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 4,9	+ 2,1	+ 8,5								
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	+ 0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,2									
		Divers	— 1,3	...	+ 0,4	...	—	...	...	...	...	...	...	— 0,8			
		Total ...	— 1,1	...	+ 0,4	...	—	...	...	...	...	...	...	— 0,7			
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	...	—	...	...	—	— 0,1	...	...	...	...	...	— 0,1		
	Acceptations et effets commerciaux .....	—	...	—	...	...	—	+ 0,3	—	+ 0,6	—	+ 0,8	+ 0,1	+ 1,9							
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	...	—	...	...	—	+ 0,9	—	—	—	—	...	+ 0,9							
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	—	...	—	...	...	—	+ 11,3	—	—	—	—	...	+ 11,3							
	Obligations .....	...	...	— 0,1	...	...	—	+ 0,1	...	...	+ 0,7	...	— 0,4	+ 0,3			
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	...	—	—	—	+ 3,6	—	—	—	—	— 3,6	...									
	Divers	—	— 0,2	+ 1,7	...	—	—	—	—	—	—	— 0,1	...	+ 1,4									
	(Actions et parts)	(— 1,7)	(...)	(...)	...	—	(—)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(— 1,5)									
	Total ...	...	— 0,2	+ 1,6	...	...	—	+ 16,0	...	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,7	— 3,8	+ 15,6						

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers														
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+11,8	+ 0,8	+ 1,0	+ 2,9	...	...	...	...	...	+ 0,2	...	...	+ 16,7
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	— 0,2	+ 0,2	+ 2,6	— 0,2	...	...	...	+ 2,4
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+14,4	—	—	—	—	—	— 0,1	+ 14,3
	Dépôts en devises des résidents	+ 0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,7
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,6
	Dépôts à terme des résidents	+ 8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,0
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	— 0,2	—	—	—	+ 2,5	+ 3,2	—	—	—	—	+ 5,5
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,0
	Divers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,0
	(Actions et parts)	(+ 0,4)	...	(...)	...	...	...	(...)	...	...	(...)	...	...	(+ 0,3)
Total ...	+22,2	+ 0,8	+ 0,9	+ 2,9	...	+14,2	+ 2,7	+ 5,8	— 0,2	+ 0,2	...	+ 0,9	+ 50,3	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	...	...	+ 5,2	—	...	...	...	...	+ 5,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	...	...	...
	Opérations à réméré .....	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	...	...	...
	Dotations .....	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	...	...	...
	Divers .....	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	...	...	...
Total ...	—	...	...	...	...	...	+ 5,2	—	...	...	...	...	+ 5,2	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 0,1	...	...	...	+ 0,2	...	—	...	...	+ 0,2	...	...	— 0,4
	Dépôts sur livrets	+ 9,1	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...	+ 9,1
	Dépôts à terme .....	...	+ 0,1	...	...	— 0,2	...	—	...	...	...	+ 0,1	...	— 0,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,0	...	...	...	...	...	—	...	...	...	...	...	+ 1,0
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...
	Divers	+ 0,3	...	— 0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,4
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,1)
Total ...	+10,5	+ 0,1	— 0,2	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	...	+ 0,4	+ 10,9	
Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)	Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	— 0,2	+ 0,7	...	+ 0,5	+ 1,2	
	Réserves de sécurité sociale	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	
	Réserves mathématiques	+ 8,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,7	
	Divers	+ 0,3	...	...	...	+ 0,1	...	...	...	...	+ 0,4	...	+ 0,2	+ 0,9
Total ...	+ 9,0	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,1	...	— 0,2	+ 1,0	...	+ 0,8	+ 10,8	
Organismes publics de crédit monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,1
	Argent à très court terme	—	...	—	...	— 0,1	+ 0,2	— 0,1	+ 0,5	+ 0,2	...	...	— 0,2	+ 0,6
	Dépôts sur livrets	+ 0,6	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,6
	Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 0,5	+ 0,1	...	+ 0,2	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,8
	Dépôts à terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,1
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 8,0	+ 0,1	...	— 0,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,4	+ 0,1	— 0,2	+ 1,6	+ 0,1	...	+ 11,6
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,5	...	— 0,2	+ 1,1	...	+ 0,2	+ 1,9
	Divers	— 0,1	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	...	+ 0,4	+ 0,6
	(Actions et parts)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,2)
Total ...	+ 9,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,6	— 0,1	+ 2,8	+ 0,3	+ 0,3	+ 16,4	
Secteurs imités et ajustements (12)	...	...	+ 0,2	+ 0,3	— 0,2	+ 0,2	— 3,6	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,5	— 1,5	— 1,3	—	— 2,4
	(18) = (1) & (12)	+52,0	+ 1,7	+ 3,7	+ 2,4	— 0,3	+ 9,4	+51,4	+ 5,0	+11,8	+ 7,9	+16,1	+ 3,0	+164,3

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1968 et 1969, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII année, vol. I, no 2, février 1968.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1960

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	22,8	1,2	1,5	0,2	7,5	33,2	0,2	51,3	—	73,5	42,3	71,7	238,8	6,6	278,8
2. Paraétatiques d'exploitation	20,3	0,4	4,3	0,4	0,1	25,4	5,6	3,5	0,8	4,6	8,3	3,0	20,2	0,7	51,9
3. Etat (Trésor)	104,8	3,3	—	4,5	1,6	114,2	53,6	136,9	6,3	31,9	39,0	16,5	230,6	7,5	405,8
4. Secteur public non compris ailleurs	17,6	4,9	3,3	0,2	...	26,0	0,5	3,2	1,3	4,3	13,3	40,4	62,1	1,0	89,6
5. Sécurité sociale	12,6	...	1,9	...	—	14,5	-----	...	...	...	0,6	...	0,6	1,0	16,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	178,0	9,8	11,0	5,3	9,2	213,3	59,9	194,9	8,0	114,2	103,6	131,6	552,4	16,8	842,3
7. Etranger	9,5	1,3	25,8	-----	...	36,6	—	96,6	0,9	0,8	3,3	2,4	104,0	0,5	141,1
8. Organismes monétaires	254,6	1,9	2,7	7,4	0,7	267,3	21,8	9,3	...	2,3	1,2	0,4	13,3	7,5	309,9
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	5,8	—	...	...	...	5,8	0,1	8,7
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	120,0	0,6	0,2	...	3,2	124,0	-----	0,2	...	0,2	0,4	0,3	1,0	2,1	127,0
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	135,7	...	0,6	...	1,0	137,2	0,1	0,8	...	0,2	4,8	...	5,9	0,8	144,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	62,3	0,3	10,1	3,1	1,3	77,1	1,8	5,5	0,4	17,7	21,4	0,2	45,1	5,3	129,4
13. Total des intermédiaires financiers	572,6	2,7	16,4	10,6	6,2	608,5	23,8	21,6	0,4	20,4	27,8	0,9	71,1	15,8	719,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,2	1,1	— 1,2	— 0,8	— 2,9	4,2	7,3	0,4	0,5	— 0,2	— 2,0	6,0	—	7,4
15. Total des créances	755,9	16,0	54,3	14,6	14,6	855,4	87,9	320,4	9,7	135,9	134,4	133,0	733,5	33,1	1.709,9
16. Solde des créances et des dettes .	+ 477,1	— 35,9	— 351,5	— 75,0	— 1,6	+ 13,1	— 53,2	+ 10,5	+ 1,0	+ 8,9	— 9,7	+ 3,6	+ 14,4	+ 25,7	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectués	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	23,2	1,1	1,6	0,2	7,9	33,9	0,2	59,4	—	81,2	46,5	79,4	266,4	7,8	308,3
2. Paraétatiques d'exploitation	19,6	0,5	4,5	0,4	...	25,0	7,8	4,5	0,6	4,6	8,6	3,6	21,9	0,3	55,0
3. Etat (Trésor)	107,3	3,6	—	4,3	1,6	116,8	45,7	149,7	4,9	35,4	39,4	19,7	249,0	8,8	420,4
4. Secteur public non compris ailleurs	16,9	5,1	3,7	0,1	...	25,9	0,5	3,9	1,2	4,3	13,4	45,3	68,2	3,6	98,1
5. Sécurité sociale	12,1	...	2,3	...	—	14,4	...	...	...	...	0,6	...	0,6	1,1	16,1
6. Total des secteurs nationaux non financiers	179,1	10,3	12,0	5,0	9,6	216,0	54,2	217,5	6,7	125,4	103,6	148,0	606,2	21,5	897,9
7. Etranger	9,0	1,1	23,8	...	...	33,9	—	113,1	0,9	1,4	3,9	3,1	122,5	0,3	156,7
8. Organismes monétaires	277,3	2,7	3,6	10,3	0,6	294,5	35,3	12,0	5,8	2,2	1,4	0,4	21,8	8,5	360,2
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	11,0	—	...	...	...	11,0	0,1	13,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	130,5	0,6	...	...	3,4	134,5	...	0,2	...	0,1	0,6	0,2	1,2	2,2	137,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	146,1	...	0,6	...	1,1	147,7	0,1	0,9	...	0,1	5,8	...	6,9	1,8	156,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires	71,4	0,5	10,3	3,3	1,5	87,1	2,6	7,3	0,9	17,6	24,2	0,5	50,4	5,7	145,8
13. Total des intermédiaires financiers	625,4	3,8	17,3	13,6	6,6	666,7	38,1	31,3	6,7	19,9	32,1	1,1	91,2	18,2	814,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,4	1,3	— 1,5	— 1,3	— 3,2	4,2	9,9	0,5	1,0	— 0,8	— 3,2	7,4	—	8,4
15. Total des créances	809,2	17,7	54,4	17,1	14,9	913,3	96,5	371,8	14,8	147,8	143,9	149,1	827,4	40,0	1.877,2
16. Solde des créances et des dettes .	+ 500,9	— 37,3	— 366,0	— 81,0	— 1,2	+ 15,4	— 60,2	+ 11,6	+ 0,9	+ 9,9	— 12,6	+ 3,3	+ 13,2	+ 31,6	—

XII - 4. — MOUVEMENT DES CREANCES ET DES DETTES EN 1961

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	...	+ 8,0	—	+ 7,7	+ 3,9	+ 7,7	+ 27,3	+ 1,2	+ 28,5
2. Paraétatiques d'exploitation	- 0,6	+ 0,2	+ 0,2	...	- 0,1	- 0,4	+ 2,2	+ 0,9	- 0,2	- 0,1	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,7	- 0,5	+ 3,1
3. Etat (Trésor)	+ 3,2	+ 0,3	—	- 0,3	- 0,4	+ 2,8	- 4,2	+ 12,5	- 1,4	+ 3,5	+ 0,1	+ 3,2	+ 17,9	+ 1,6	+ 18,1
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,7	+ 0,2	+ 0,4	...	...	- 0,2	...	+ 1,2	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 4,9	+ 6,6	+ 2,1	+ 8,5
5. Sécurité sociale	- 1,1	...	+ 0,4	...	—	- 0,7	-----	...	...	...	...	...	...	...	- 0,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 1,1	+ 0,6	+ 1,0	- 0,3	- 0,6	+ 1,7	- 2,0	+ 22,7	- 1,4	+ 11,2	+ 4,5	+ 16,4	+ 53,4	+ 4,4	+ 57,6
7. Etranger .....	...	- 0,2	+ 1,6	...	...	+ 1,4	—	+ 16,0	...	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,7	+ 18,0	- 3,8	+ 15,6
8. Organismes monétaires	+ 22,2	+ 0,8	+ 0,9	+ 2,9	...	+ 26,7	+ 14,2	+ 2,7	+ 5,8	- 0,2	+ 0,2	...	+ 8,4	+ 0,9	+ 50,3
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	...	+ 5,2	—	...	...	...	+ 5,2	...	+ 5,2
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 10,5	+ 0,1	- 0,2	...	...	+ 10,3	-----	...	...	...	+ 0,3	...	+ 0,2	+ 0,4	+ 10,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	+ 9,0	...	...	...	+ 0,1	+ 9,1	...	+ 0,1	...	- 0,2	+ 1,0	...	+ 1,0	+ 0,8	+ 10,8
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 9,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 9,9	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,6	- 0,1	+ 2,8	+ 0,3	+ 5,3	+ 0,3	+ 16,4
13. Total des intermédiaires financiers	+ 50,9	+ 1,1	+ 0,9	+ 3,0	+ 0,2	+ 56,1	+ 15,0	+ 9,8	+ 6,4	- 0,5	+ 4,2	+ 0,2	+ 20,1	+ 2,4	+ 93,6
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	...	+ 0,2	+ 0,3	- 0,2	+ 0,2	+ 0,4	- 3,6	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,5	- 1,5	- 1,3	+ 0,8	—	- 2,4
15. Total des créances	+ 52,0	+ 1,7	+ 3,7	+ 2,4	- 0,3	+ 59,6	+ 9,4	+ 51,4	+ 5,0	+ 11,8	+ 7,9	+ 16,1	+ 92,3	+ 3,0	+ 164,3
16. Solde des créances et des dettes .	+ 23,5	- 1,4	- 14,4	- 6,1	+ 0,4	+ 2,0	- 6,2	+ 1,1	- 0,2	+ 0,9	- 2,9	- 0,3	- 1,3	+ 5,4	—

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tation aux entreprises et particuliers		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts (13)	Créances et engage- ments sur et envers des inter- médiaires financiers non monétaires (14)	Divers 3 (15)
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor (4)			Créances sur l'Etat (7)	Créances nettes sur le Fonds des Rentes (8)	Créances sur les autres pouvoirs publics 2 (9)	Total (10) = (7) à (9)	Financés par les organismes monétaires (11)	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires (12)			
		Dépôts en francs belges 1 (2)	Dépôts en devises (3)												
1958 Décembre	209,5	27,4	2,6	0,6	240,1	72,1	126,4	4,1	2,1	132,6	43,8	56,2	- 6,6	4,1	- 5,9
1959 Mars	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3	129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	- 6,8	4,4	- 5,6
Juin	214,0	29,2	3,1	0,7	247,0	69,7	129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,8	- 6,9	4,7	- 3,8
Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2	128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	- 6,9	5,3	- 4,5
Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7	132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,3	- 6,9	5,1	- 5,4
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,0	- 7,0	5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2 ⁴	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	5,3	- 8,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 ⁴	74,8	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	4,9	- 9,0
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 ⁴	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	5,4	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 ⁴	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	6,1	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 ⁴	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	6,3	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	6,3	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	7,0	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	8,9	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	5,8	6,6	167,2	66,8	78,6	-10,4	9,0	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,0	7,7	163,7	72,9	86,7	-11,1	10,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	7,2	6,0	173,0	74,5	88,6	-11,1	10,3	- 9,7
Juin	273,2	51,3	8,3	...	332,8	84,4	164,5	7,5	6,4	178,4	78,7	92,5	-11,2	10,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>															
Juin	272,3	51,3	8,2	...	331,8	83,3	167,6	7,5	5,0	180,1	77,3	89,2	-11,2	10,2	- 7,9
Septembre	267,8	53,1	8,4	...	329,3	80,6	166,6	6,9	5,1	178,6	80,6	92,6	-11,3	10,1	- 9,3
Décembre	279,0	55,0	9,1	...	343,1	78,9	171,7	7,4	5,8	184,9	89,8	100,8	-11,4	11,0	-10,1
1964 Mars	274,3	58,3	10,1	...	342,7	78,2	174,6	7,0	4,8	186,4	89,2	105,0	-11,2	10,5	-10,4
Juin	287,1	58,3	8,1	...	353,5	78,8	177,6	8,8	5,9	192,3	93,6	108,3	-11,2	10,5	-10,5
Septembre	285,1	64,1	5,0	...	354,2	p 80,9	p 175,4	7,8	p 5,8	p 189,0	95,6	109,6	-11,3	p 11,2	p -11,2
Décembre	p 298,7	65,1	5,1	...	p 368,9	p 88,1	p 180,3	7,7	p 6,8	p 194,8	p 99,1	p 112,1	-11,4	p 10,8	p -12,5

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Y compris les créances sur les fonds de pension.

3 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

4 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires ; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre et décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier et février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries, le lecteur vaudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968, pp. 174 à 176.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	0,6	0,8	0,6	0,5	0,8	0,9	0,4	0,6	0,5	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	1,0	0,8	1,0	0,8	0,7	1,0	1,1	0,6	0,8	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	2,2	2,0	2,4	2,2	2,1	2,1	2,4	2,3	2,4	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0 ^p	3,0	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	
— autres	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7 ^p	2,1	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	117,1	118,5	121,7	120,4	122,6	123,8	126,7	125,5	129,7	131,0	135,9	138,0	143,8	144,1	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3 ^p	155,1	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,5	0,7	0,5	0,4	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,6	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	2,9	...	...	1,6	1,9	6,4	3,2	3,2	2,1	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	9,7	13,8	23,9	26,9	28,3	29,8	30,6	29,0	25,3	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4 ^p	41,3	
TOTAL DU PASSIF ...	134,0	136,2	150,9	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C6a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(Milliards de francs)

	31-8-63	30-9-63	31-10-63	30-11-63	31-12-63	31-1-64	29-2-64	31-3-64	30-4-64	31-5-64	30-6-64	31-7-64	31-8-64	30-9-64	31-10-64	30-11-64	31-12-64	31-1-65	28-2-65	31-3-65
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,6	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,5
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,9	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,8	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,7
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	2,3	2,6	2,5	2,4	2,8	2,4	2,5	3,2	2,6	2,7	3,0	2,8	2,8	2,9	2,7	3,0	3,0	2,9	2,9	3,0
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	2,3	0,1	0,1	1,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,7	0,1	0,1	2,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	144,7	144,1	144,5	144,7	147,7	145,3	145,6	145,4	147,5	148,7	150,9	153,0	152,3	152,1	153,1	152,8	157,3	153,9	154,9	155,1
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,3	0,2	0,3	0,5	0,3	0,4	0,5	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,6	0,5	0,4	0,6
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les parafatitiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	35,6	36,1	37,1	38,2	38,2	37,8	36,9	37,3	37,7	39,1	38,9	37,8	40,7	40,9	40,6	41,5	42,4	41,5	42,8	41,3
TOTAL DU PASSIF ...	183,9	184,2	185,2	186,5	192,3	186,7	186,4	188,6	188,9	191,6	194,1	194,9	198,1	198,4	198,8	199,7	206,1	201,1	203,3	204,1

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des parafatitiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,8	0,9	0,7	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,9	0,7	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ²	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique .....	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6
c) envers les banques de dépôts	2,1	1,5	2,2	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,7	0,6	0,6	0,5	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ³	4,9	5,0	5,1	5,2	5,1	5,3	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	6,0	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	25,5	26,8	25,6	28,2	27,2	28,6	28,5	29,5	29,3	30,6	31,1	32,4	33,2	34,5	33,8	32,6	34,2	33,8	37,4	p35,7	p37,2	
b) détenue par les pouvoirs publics	7,5	8,2	8,6	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes	0,9	2,5	...	...	1,9	1,9	1,1	1,8	1,1	0,7	0,3	0,1	...	0,1	0,1	...	...	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	...	0,1	...	0,3	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,3	0,3	...	...	...	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	0,1	0,2	0,2	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	42,5	45,8	43,5	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	p58,1	p64,6	

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs,

	31-8-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	5,6	6,9	9,1	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9
b) en francs belges ^{2 3}	9,2	10,0	10,7	11,2	10,8	10,5	10,9	11,5	10,9	11,1	11,2	12,4	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1
4. Ajustement statistique	-0,8	-0,4	-0,8	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	14,0	16,5	19,0	19,3	22,5	32,4	33,5	32,2	26,3	26,6	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	1,7	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	...	...	0,2	0,1	—
c) envers les banques de dépôts	2,2	2,1	1,7	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,1	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et parti-																					
culiers	60,4	62,4	55,8	57,4	60,7	61,4	60,9	65,1	66,1	68,3	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et parti-																					
culiers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un																					
mois	20,3	17,7	18,1	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5
— dépôts en francs belges reçus en																					
carnets ou livrets	15,8	15,7	15,6	15,7	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6
— dépôts en devises	4,8	5,8	8,0	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	6,9	7,1	7,3	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	0,6	...	...	...	0,9	2,2	0,7	0,8	0,5	1,3	0,7	...	0,2	0,2	0,2	...	...	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	0,1	0,7	0,4	0,2	0,4	0,6	1,1	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,3	1,0	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	30,4	32,2	32,7	33,3	32,8	34,1	37,2	37,7	39,6	42,5	43,5	44,2	46,0	48,0	45,6	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0
TOTAL DU PASSIF ...	155,4	159,5	160,0	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1

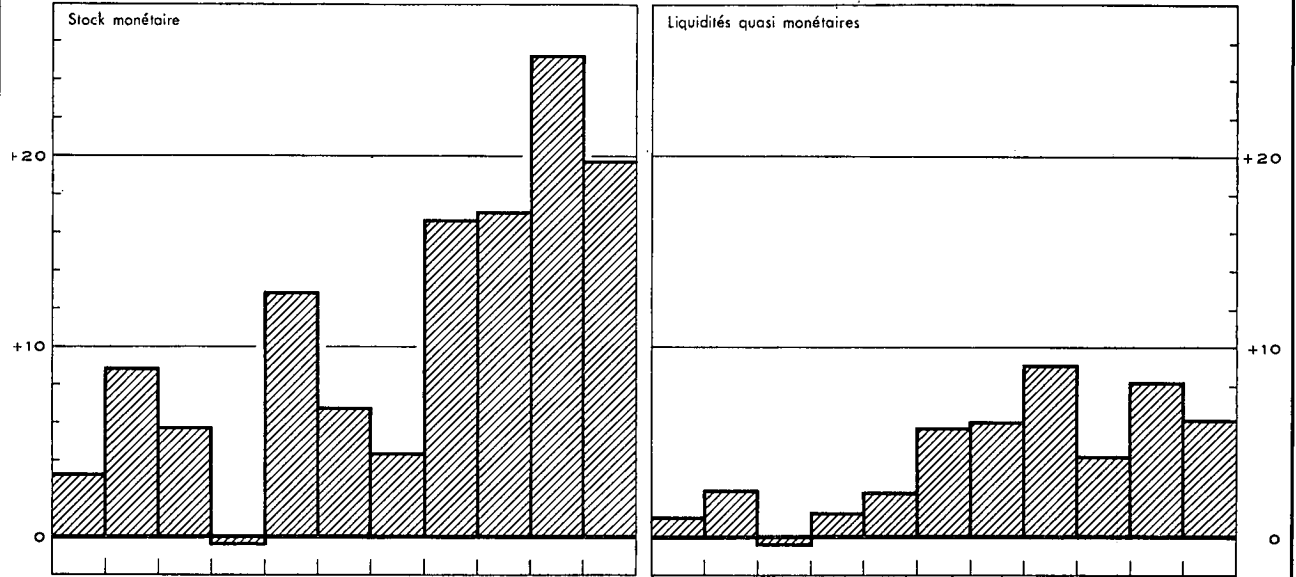
¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3 b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

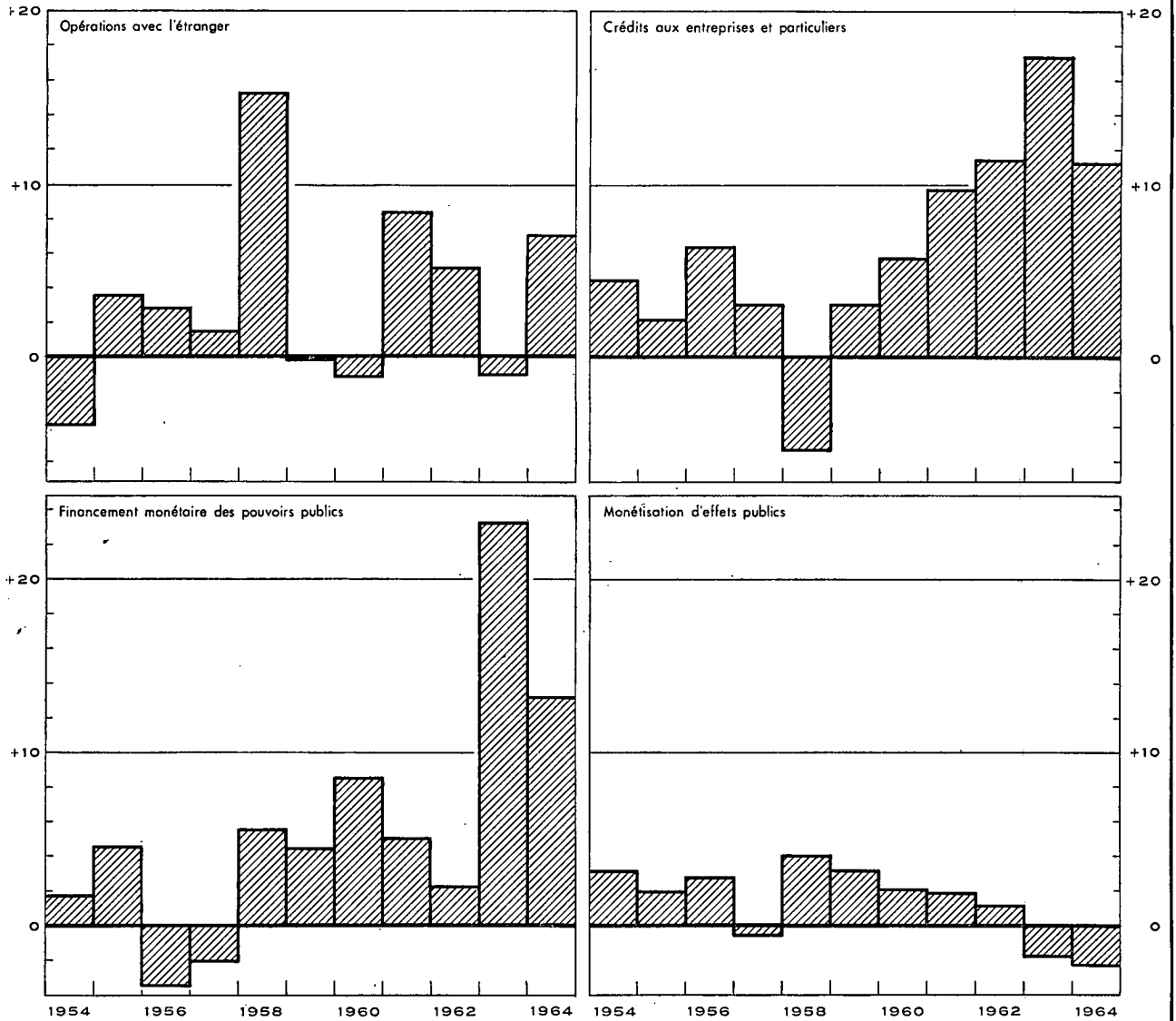
³ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITÉS QUASI MONÉTAIRES
(variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITÉS



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics 2	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1959 1 ^{er} trimestre	+ 0,2	+ 3,4	+ 3,6	- 1,7	- 0,6	- 0,4	+ 2,0	+ 1,3	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,2	- 0,2	+ 0,2	+ 0,1
2 ^e trimestre	+ 4,3	- 0,9	+ 3,4	- 0,4	- 0,3	+ 0,4	...	- 0,5	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,9	- 0,1	+ 0,3	+ 1,8
3 ^e trimestre	- 4,4	+ 1,6	- 2,8	- 0,1	+ 0,2	- 0,2	+ 0,1	- 1,8	- 0,8	+ 0,7	- 0,4	...	+ 0,6	- 1,1
4 ^e trimestre	+ 6,7	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,1	+ 3,8	+ 0,4	- 0,8	+ 4,7	...	- 0,4	- 0,3	...	- 0,2	- 0,9
Total ...	+ 6,8	+ 5,8	+ 12,6	- 0,1	+ 3,1	+ 0,2	+ 1,3	+ 3,7	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4	- 0,3	+ 0,9	- 0,1
1960 1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,4	+ 0,7	- 0,9	- 0,3	- 5,4	+ 1,7	+ 1,0	+ 0,2	...	+ 0,6	- 0,8
2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,7	+ 1,0	+ 0,1	- 0,3	+ 5,4	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	- 0,2	+ 0,1	+ 0,6
3 ^e trimestre	- 5,2 ³	+ 2,8 ³	- 2,4 ³	- 4,6	- 1,1	- 0,2	+ 0,6	+ 5,7	- 0,7	...	+ 1,0	- 0,2	- 0,4	- 2,5
4 ^e trimestre	+ 6,1 ³	... ³	+ 6,1 ³	- 0,4	+ 5,3	+ 1,3	- 1,0	+ 0,7	+ 1,3	- 0,3	+ 0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,6
Total ...	+ 4,4 ³	+ 6,1 ³	+ 10,5 ³	- 1,3	+ 5,9	+ 0,3	- 1,0	+ 6,4	+ 2,2	+ 0,2	+ 1,9	- 0,7	- 0,1	- 3,3
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,1 ³	+ 3,3 ³	+ 5,4 ³	- 1,2	- 0,8	- 0,5	- 0,8	+ 5,5	- 0,6	+ 1,1	- 0,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,8
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	- 0,5	+ 2,8	+ 0,5	- 0,1	- 0,2	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	- 0,3	+ 0,7	+ 0,8
3 ^e trimestre	+ 1,7 ³	+ 3,6 ³	+ 5,3 ³	+ 5,4	+ 2,4	- 1,0	- 1,9	+ 2,3	- 0,5	+ 0,4	+ 0,1	- 0,3	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,8 ³	+ 1,8 ³	+ 10,6 ³	+ 4,6	+ 5,5	- 0,1	+ 1,1	- 4,5	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4
Total ...	+ 16,7 ³	+ 9,1 ³	+ 25,8 ³	+ 8,3	+ 9,9	- 1,1	- 1,7	+ 3,1	+ 2,0	+ 1,5	+ 0,4	- 1,1	+ 2,5	+ 2,0
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 5,2	- 1,3	- 1,4	+ 1,8	+ 1,4	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	- 0,5	- 0,3	- 1,2
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 0,4	+ 3,9	+ 1,3	- 2,2	+ 0,2	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	- 0,6	+ 2,3	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 1,9	+ 0,8	- 1,7	+ 2,5	+ 2,5	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	- 0,6	- 0,2	- 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 2,2	+ 8,1	+ 1,6	- 2,0	- 3,9	+ 1,7	- 0,7	+ 0,9	- 0,7	+ 0,6	+ 2,0
Total ...	+ 17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 5,3	+ 11,5	- 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	- 2,4	+ 2,4	+ 1,1
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,3	+ 11,5	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	- 0,1	+ 0,5	- 3,9
2 ^e trimestre	+ 10,7	+ 1,4	+ 12,1	+ 0,1	+ 3,9	...	+ 0,3	+ 6,3	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	- 0,1	...	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 1,9	- 2,6	- 1,9	+ 3,2	+ 0,5	+ 0,1	- 1,6	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	- 0,1	- 0,2	- 1,5
4 ^e trimestre	+ 11,1	+ 2,7	+ 13,8	- 2,5	+ 8,3	+ 0,3	+ 0,9	+ 7,4	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	- 0,1	+ 0,3	- 0,7
Total ...	+ 25,4	+ 8,2	+ 33,6	- 1,0	+ 17,3	- 0,5	+ 1,0	+ 23,6	- 0,2	- 1,6	- 0,1	- 0,4	+ 0,6	- 5,1
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,7	+ 4,3	- 0,4	- 1,5	+ 4,1	- 1,3	- 4,7	+ 3,0	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,2	- 0,3
2 ^e trimestre	+ 12,8	- 2,0	+ 10,8	+ 0,2	+ 3,5	+ 0,7	+ 0,9	+ 5,0	+ 1,3	- 0,3	- 0,4	- 0,1	...	...
3 ^e trimestre	- 1,9	+ 2,7	+ 0,8	p + 1,7	+ 1,3	+ 1,3	+ 0,7	- 0,9	p + 0,1	p - 1,0	- 0,5	- 0,1	p - 1,1	p - 0,7
4 ^e trimestre	+ 13,5	+ 1,1	+ 14,6	p + 6,7	+ 2,4	- 0,5	+ 1,0	+ 3,8	p + 1,0	p + 0,2	- 0,2	...	p + 1,5	p - 1,3
Total ...	+ 19,7	+ 6,1	+ 25,8	p + 7,1	+ 11,3	+ 0,2	- 2,1	+ 10,9	p + 2,3	p - 1,3	- 1,0	+ 0,1	p + 0,6	p - 2,3

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Y compris les fonds de pension. — 3 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent aux colonnes (1) à (3) du présent tableau.

XIII - 4. — STOCK MONÉTAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1953 Juin	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4
Décembre	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,6
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin (est.) ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série⁶</i>											
Jun	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	77,3	109,9	122,7	272,3	54,9
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	79,8	113,2	125,3	279,0	55,1
1964 Janvier	6,3	147,7	151,3	9,5	0,3	34,1	76,0	110,4	119,9	271,2	55,8
Février	6,3	148,1	151,6	10,5	0,4	31,8	75,8	108,0	118,5	270,1	56,1
Mars	6,3	148,6	151,4	11,3	0,4	32,6	78,6	111,6	122,9	274,3	55,2
Avril	6,3	150,2	153,6	10,0	0,3	35,2	77,0	112,5	122,5	276,1	55,6
Mai	6,3	151,5	154,8	11,8	0,4	33,7	81,3	115,4	127,2	282,0	54,9
Jun	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	81,5	117,6	130,0	287,1	54,7
Juillet	6,5	155,9	159,2	9,1	0,3	36,6	77,5	114,4	123,5	282,7	56,3
Août	6,6	155,0	158,5	9,9	0,3	34,6	78,9	113,8	123,7	282,2	56,2
Septembre	6,6	155,0	158,4	11,7	0,4	34,1	80,5	115,0	126,7	285,1	55,6
Octobre	6,6	155,9	159,5	10,8	0,3	35,2	80,6	116,1	126,9	286,4	55,7
Novembre	6,6	155,8	159,2	9,6	0,3	33,1	83,0	116,4	126,0	285,2	55,8
Décembre	6,8	160,3	163,8	10,8	0,6	35,9	p 87,6	p 124,1	p 134,9	p 298,7	54,8
1965 Janvier	6,9	156,8	160,2	10,0	0,5	36,7	p 83,7	p 120,9	p 130,9	p 291,1	55,0

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire (cf. tableau XIII - 1, note 4).

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1968, pp. 174 à 176.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.819	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.925	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	—	—	—	—	1	1	1	2
Compte A	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.249
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (depuis 1959)

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre
ACTIF						
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260
Avoirs à l'étranger, en francs belges ...	—	—	—	—	1.500	1.500
Accords internationaux :						
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)						
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	118	62
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. — Participation	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716
— Prêts	—	—	—	—	—	1.500
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.083	9.290	7.001
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	1.665	625
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	645	617	490	326	247	397
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593
Divers	515	698	544	1.778	1.186	1.215
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149
Compte d'ordre :						
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450
PASSIF						
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286
Comptes courants :						
Trésor public { compte ordinaire ...	7	24	1	5	3	5
{ taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	17	12
{ compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	252	308	445	387	309	329
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651
Accords internationaux :						
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)						
a) A.M.E.	344	249	200	185	126	161
b) autres accords	224	263	365	413	333	383
Total des engagements à vue ...	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	—	—	1.253
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.976	15.271	32.000	35.707
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593
Divers	767	938	1.007	1.016	1.453	1.849
Capital	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149
Compte d'ordre :						
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450

N. B. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1964 6 janvier	1965 4 janvier	1964 10 février	1965 8 février	1964 9 mars	1965 8 mars	1964 6 avril	1965 5 avril
ACTIF								
Encaisse en or	68.548	72.537	68.633	73.065	68.678	74.219	68.926	74.497
Monnaies étrangères	22.090	27.914	21.981	26.052	20.881	25.958	20.543	25.479
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	11.354	8.714	10.527	8.112	10.440	8.932	12.738	8.957
Avoirs à l'étranger, en francs belges ...	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	118	62	111	55	106	51	102	47
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. :								
— Participation	7.064	8.716	7.064	9.016	7.214	9.016	8.214	9.016
— Prêts ¹	—	1.500	—	1.500	—	1.500	—	1.500
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	21.747	27.325	21.663	25.351	20.230	25.579	20.069	24.910
Effets de commerce	8.144	3.871	3.454	3.816	4.433	2.772	6.971	4.785
Avances sur nantissement	1.468	2.022	968	1.257	1.975	1.500	1.973	1.389
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- vention du 14-9-1948)	7.125	9.900	9.825	7.375	8.975	9.900	6.575	9.850
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	237	395	277	586	298	604	276	617
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	2	2	2	2	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.703	2.793	2.788	2.952	2.793	2.950	2.794	2.949
Immeubles, matériel et mobilier	1.693	1.657	1.657	1.711	1.657	1.711	1.657	1.711
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.397	1.534	1.490	1.668	1.496	1.678	1.493	1.675
Divers	1.558	2.219	1.010	1.668	1.131	1.371	1.046	1.445
	190.647	206.661	186.950	199.686	185.809	203.243	188.879	204.328
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	1.500	1.450	1.324	1.263	1.195	1.150	1.091	1.032
PASSIF								
Billets en circulation	149.688	160.209	147.473	156.540	147.762	158.141	148.785	159.953
Comptes courants :								
{ compte ordinaire ...	12	18	3	5	13	18	24	7
{ taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	17	12	16	12	16	12	16	12
{ compte spécial liqui- dation U.E.P. ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	319	328	333	322	340	316	343	315
Comptes courants divers	900	1.119	1.121	1.392	1.018	2.127	875	2.225
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	127	153	85	152	112	191	128	133
b) autres accords	313	385	300	361	365	309	317	240
Total des engagements à vue ...	151.376	162.224	149.331	158.784	149.626	161.114	150.488	162.885
Banques belges, réserve monétaire	—	1.252	—	1.298	—	1.302	—	1.344
Monnaies étrangères et or à livrer	33.091	36.097	32.260	33.505	30.721	34.561	32.832	33.932
Caisse de Pensions du Personnel	1.397	1.534	1.490	1.668	1.496	1.678	1.493	1.675
Divers	2.080	2.760	1.076	1.478	1.173	1.635	1.273	1.599
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.303	2.394	2.393	2.553	2.393	2.553	2.393	2.553
	190.647	206.661	186.950	199.686	185.809	203.243	188.879	204.328
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15) .	1.500	1.450	1.324	1.263	1.195	1.150	1.091	1.032

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année auquel il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes journalières) ³		(moyennes mensuelles ou mois)			
(fin de période)	(milliards de francs)								
1957	765	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,7	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1963 2 ^e trimestre	915	46,8	35,0	52,0	121,8	51,5	121,8	347,1	92
3 ^e trimestre	924	48,5	34,5	56,6	133,8	57,5	133,8	381,7	91
4 ^e trimestre	933	47,7	35,0	58,4	139,0	56,4	139,0	392,8	93
1964 1 ^{er} trimestre	937	49,1	36,1	57,8	140,0	58,6	140,0	396,4	93
2 ^e trimestre	939	50,1	36,9	62,3	146,0	61,5	146,0	415,8	93
3 ^e trimestre	949	52,2	37,0	64,6	150,5	65,4	150,5	431,0	93
4 ^e trimestre	956	50,7	37,2	66,5	153,1	63,5	153,1	436,2	93
1964 Février	936	47,5	35,9	53,9	132,7	55,9	132,7	375,2	93
Mars	937	48,3	35,7	57,9	133,7	54,9	133,7	380,2	93
Avril	937	49,8	36,3	63,0	150,1	63,2	150,1	426,4	93
Mai	938	48,8	37,3	58,7	139,0	58,3	139,0	395,0	93
Juin	939	51,8	37,2	65,1	148,9	63,0	148,9	425,9	93
Juillet	941	57,8	38,0	76,9	175,3	77,0	175,3	504,5	93
Août	945	49,7	36,9	56,9	136,4	60,7	136,4	390,4	93
Septembre	949	49,1	36,1	60,1	139,8	58,3	139,8	398,0	93
Octobre	952	49,8	37,1	63,3	152,5	62,6	152,5	430,9	92
Novembre	955	50,0	36,8	56,9	138,7	59,5	138,7	393,8	93
Décembre	956	52,3	37,7	79,4	168,1	68,4	168,1	484,0	93
1965 Janvier	958	53,4	39,0	73,5	171,7	79,9	171,7	496,8	93
Février	960	51,3	38,5	62,0	150,0	62,5	150,0	424,5	93

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

³ Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1964 31 janvier	1965 31 janvier	1964 29 février	1965 28 février
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	—	1.252	—	1.298	—	1.302
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux, C.N.C.P.	7.533	6.523	7.851	9.683	3.076	3.629	3.267	3.707
Prêts au jour le jour	1.214	1.272	2.095	1.650	935	781	2.188	2.359
Banquiers	10.782	13.192	16.665	22.926	18.337	23.004	17.909	24.400
Maison-mère, succursales et filiales	4.287	4.717	6.286	6.379	6.830	5.106	6.661	4.612
Autres valeurs à recevoir à court terme	6.742	8.248	8.787	9.559	9.497	10.951	10.038	11.949
Portefeuille-effets	66.088	46.685	72.460	84.885	79.089	90.674	76.934	88.801
a) Effets publics ²	40.213	16.569	29.415	32.375	35.008	37.653	33.107	36.579
b) Effets commerciaux ³	25.875	30.116	43.045	52.510	44.081	53.021	43.827	52.222
Reports et avances sur titres	1.237	1.317	1.230	1.149	1.239	1.192	1.250	1.257
Débiteurs par acceptations	14.318	17.927	18.784	21.292	18.339	20.804	19.389	21.494
Débiteurs divers	30.726	38.608	45.661	50.802	46.554	51.815	45.930	51.333
Portefeuille-titres	53.444	75.148	72.105	74.789	71.745	76.653	71.687	77.566
a) Valeurs de la réserve légale	429	468	541	605	541	607	541	608
b) Fonds publics belges ^{2 4}	50.094	71.460	67.875	69.307	67.492	71.363	67.421	72.260
c) Fonds publics étrangers ⁴	473	317	556	601	559	615	584	650
d) Actions de banques	1.261	1.282	1.545	1.868	1.553	1.868	1.553	1.859
e) Autres titres	1.187	1.621	1.588	2.408	1.600	2.200	1.588	2.189
Divers	1.552	2.339	2.576	3.040	2.135	2.442	2.221	2.602
Capital non versé	9	9	—	—	—	—	—	—
Total disponible et réalisable ...	197.932	215.985	254.500	287.406	257.776	288.349	257.474	291.382
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	19	17	18	43	17	44	17	43
Immeubles	1.251	1.301	1.434	2.134	1.461	2.165	1.460	2.172
Participations dans les filiales immobilières	273	265	255	73	265	73	265	73
Créances sur les filiales immobilières	278	312	336	60	342	62	356	73
Matériel et mobilier	166	200	289	341	294	347	299	351
Total de l'immobilisé ...	1.987	2.095	2.332	2.651	2.379	2.691	2.397	2.712
Total de l'actif ...	199.919	218.080	256.832	290.057	260.155	291.040	259.871	294.094

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Depuis juin 1963, la rubrique « Effets publics » comprend les valeurs émises à un an au plus par l'Etat belge ou sous sa garantie. Elle comprend donc, outre les effets publics réescomptables à la B.N.B. ou mobilisables auprès de cette institution à concurrence de 95 %, les effets publics libellés en devises étrangères et les effets à un an au plus émis avec la garantie de l'Etat, actifs qui, jusqu'à présent, étaient repris parmi les fonds publics belges.

³ Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques

(millions de francs)

1961 31 décembre	6.999	1963 31 décembre	8.673	1964 31 janvier	9.184	1965 31 janvier	10.721
1962 31 décembre	8.486	1964 31 décembre	10.973	1964 29 février	9.869	1965 28 février	11.259

⁴ La rubrique « Fonds publics belges » se voit, en outre, réduite à partir de juin 1963 de la fraction des titres de la dette congolaise qui, n'étant pas émis sous la garantie de l'Etat belge, sont désormais comptés parmi les Fonds publics étrangers.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

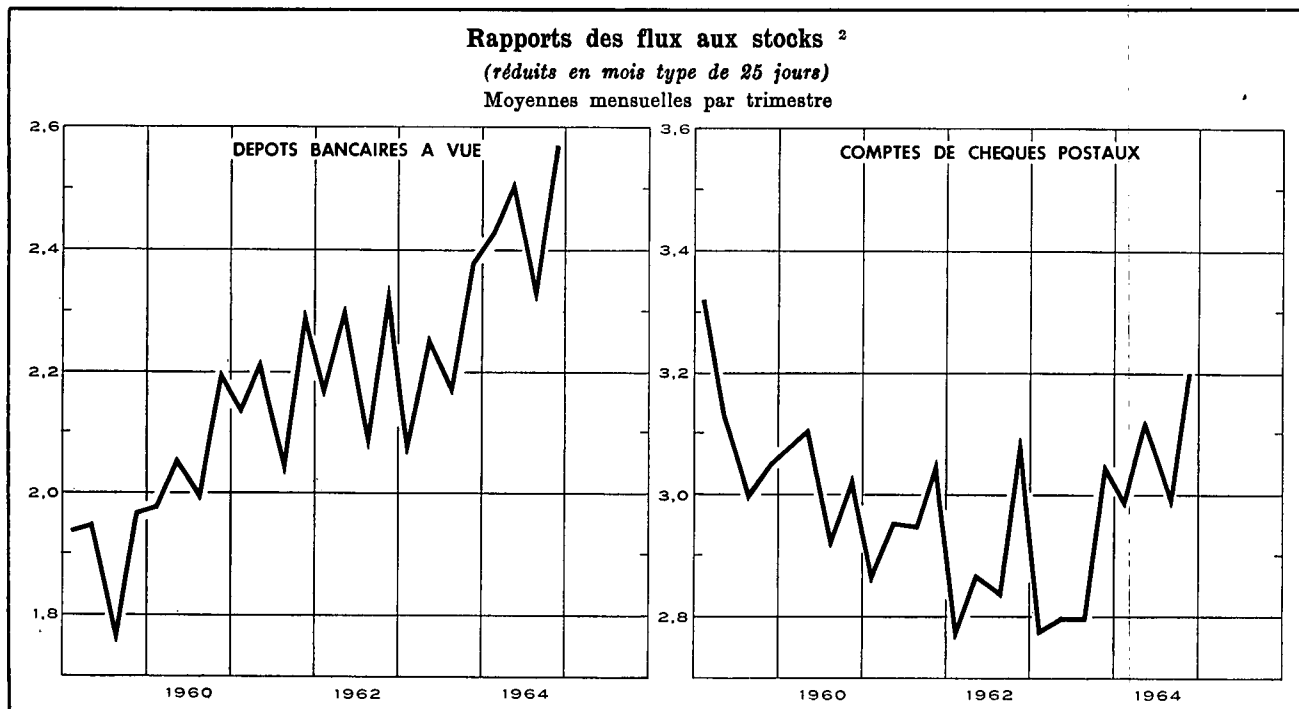
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1964 31 janvier	1965 31 janvier	1964 29 février	1965 28 février
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	398	1.747	804	698	1.411	2.709	1.262	626
Emprunts au jour le jour	2.110	871	1.406	2.420	1.943	3.460	1.650	1.784
a) Garantis par des sûretés réelles	1.986	815	1.232	1.214	1.698	3.183	1.372	1.566
b) Non garantis par des sûretés réelles	124	56	174	1.206	245	277	278	218
Banquiers	28.067	26.553	38.661	51.301	41.585	52.510	40.349	52.817
Maison-mère, succursales et filiales	3.911	4.300	7.884	7.065	7.397	5.133	7.517	6.079
Acceptations	14.319	17.928	18.784	21.292	18.339	20.806	19.389	21.496
Autres valeurs à payer à court terme	2.776	3.875	4.901	5.287	6.007	4.960	5.748	6.146
Créditeurs pour effets à l'encaissement	967	1.095	1.216	1.254	1.199	1.190	1.193	1.234
Dépôts et comptes courants	121.118	130.986	150.290	164.568	149.593	164.199	150.013	166.902
a) A vue	66.746	71.259	81.543	86.118	77.982	82.216	78.028	82.595
b) A un mois au plus	6.112	5.532	5.159	9.034	5.474	9.184	5.280	9.593
c) A plus d'un mois	27.902	29.392	30.007	29.915	30.734	31.925	30.984	33.535
d) A plus d'un an	1.529	2.201	1.138	731	1.350	808	1.194	742
e) A plus de deux ans	2.495	2.671	3.049	3.020	3.069	2.965	3.037	2.965
f) Carnets de dépôts	14.613	17.937	27.355	33.743	28.898	35.100	29.441	35.591
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.721	1.994	2.039	2.007	2.086	2.001	2.049	1.931
Obligations et bons de caisse	8.619	11.060	11.433	11.380	11.499	11.393	11.145	11.390
Montants à libérer sur titres et participations	615	689	672	991	674	991	679	991
Divers	6.007	6.104	6.809	7.752	6.419	7.569	6.832	8.492
<i>Total de l'exigible ...</i>	188.907	205.208	242.860	274.008	246.066	274.920	245.777	277.957
C. Non exigible :								
Capital	6.520	7.636	8.221	9.814	8.254	9.866	8.251	9.866
Fonds indisponibles par prime d'émission	292	785	838	1.245	880	1.245	881	1.245
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	428	467	541	607	541	607	541	609
Réserve disponible	3.652	3.828	4.179	4.197	4.202	4.227	4.210	4.242
Provisions	120	156	193	186	212	175	211	175
<i>Total du non exigible ...</i>	11.012	12.872	13.972	16.049	14.089	16.120	14.094	16.137
<i>Total du passif ...</i>	199.919	218.080	256.832	290.057	260.155	291.040	259.871	294.094

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1957	89,8	76,5	166,3	2,10	2,08	3,24
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1963 2 ^e trimestre	133,8	105,6	239,4	2,24	2,26	2,80
3 ^e trimestre	131,1	104,8	235,9	2,24	2,18	2,80
4 ^e trimestre	147,4	114,0	261,4	2,41	2,38	3,05
1964 1 ^{er} trimestre	150,2	115,0	265,2	2,46	2,43	2,99
2 ^e trimestre	159,2	124,4	283,6	2,51	2,51	3,12
3 ^e trimestre	145,2	119,0	264,2	2,41	2,35	3,00
4 ^e trimestre	164,2	125,6	289,8	2,60	2,57	3,20
1964 Février	154,2	114,9	269,1	2,52	2,52	3,03
Mars	150,1	109,7	259,8	2,45	2,45	2,85
Avril	159,3	122,3	281,6	2,64	2,54	3,13
Mai	154,6	131,9	286,5	2,26	2,45	3,32
Juin	163,8	119,1	282,9	2,63	2,53	2,91
Juillet	157,8	130,3	288,1	2,62	2,52	3,18
Août	133,7	114,3	248,0	2,19	2,19	2,93
Septembre	144,0	112,5	256,5	2,43	2,34	2,90
Octobre	149,4	122,0	271,4	2,58	2,39	3,07
Novembre	164,7	122,1	286,8	2,42	2,63	3,17
Décembre	178,5	132,7	311,2	2,79	2,68	3,36
1965 Janvier	156,5	143,6	300,1	2,35	2,35	3,47
Février	156,6	136,5	293,1	2,35	2,45	3,34

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II. n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin d'Information et de Documentation* : (B.N.B.) : XL^e année, vol. 1, n° 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». Voir aussi N.B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1 3	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
valeur nominale										
1954	5.023	—	—	—	—	—	2.248	1.000	2	1.327
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	4	920
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.112	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.311	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.582	823	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.653	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.923	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.792	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.420	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1962 Janvier	6.149	200	...	6.831	75	9.996	...	—	...	...
Février	6.235	220	...	3.300	2.696	9.253	...	—	...	...
Mars	6.188	130	...	3.188	1.600	7.961	...	—	...	...
Avril	6.112	1.018	...	3.521	1.878	9.391	...	—	...	...
Mai	6.215	280	...	3.003	2.192	8.492	...	—	...	...
Juin	6.701	11	...	2.108	2.923	8.589	...	—	...	...
Juillet	6.887	438	...	2.069	1.972	8.336	...	—	...	...
Août	6.803	200	1.175	2.041	1.401	8.593	...	—	...	...
Septembre ...	6.910	248	1.100	1.724	1.681	8.623	...	—	...	...
Octobre	7.233	572	1.200	796	2.564	9.248	...	—	...	...
Novembre ...	7.946	1.175	2.100	1	790	8.905	...	—	...	...
Décembre	7.792	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963 Janvier	7.061	550	...	...	1.457	6.020	...	—	...	...
Février	6.941	1.159	900	...	154	6.054	...	—	...	...
Mars	8.212	1.663	100	...	706	6.471	...	—	979	...
Avril	8.387	1.330	...	70	973	7.702	...	—	...	...
Mai	8.604	1.319	...	390	1.408	8.650	...	—	...	...
Juin	9.008	1.058	500	...	489	7.949	...	—	...	...
Juillet	8.690	1.100	...	...	71	6.828	...	—	...	...
Août	8.896	1.315	...	...	126	6.569	...	—	228	...
Septembre ...	8.648	1.370	...	...	...	6.282	...	—	639	...
Octobre	8.543	1.629	...	...	...	6.459	572	—	...	...
Novembre ...	8.562	1.721	...	...	...	6.851	280	—	...	...
Décembre	8.420	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...

1 Y compris les opérations à réméré.

2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

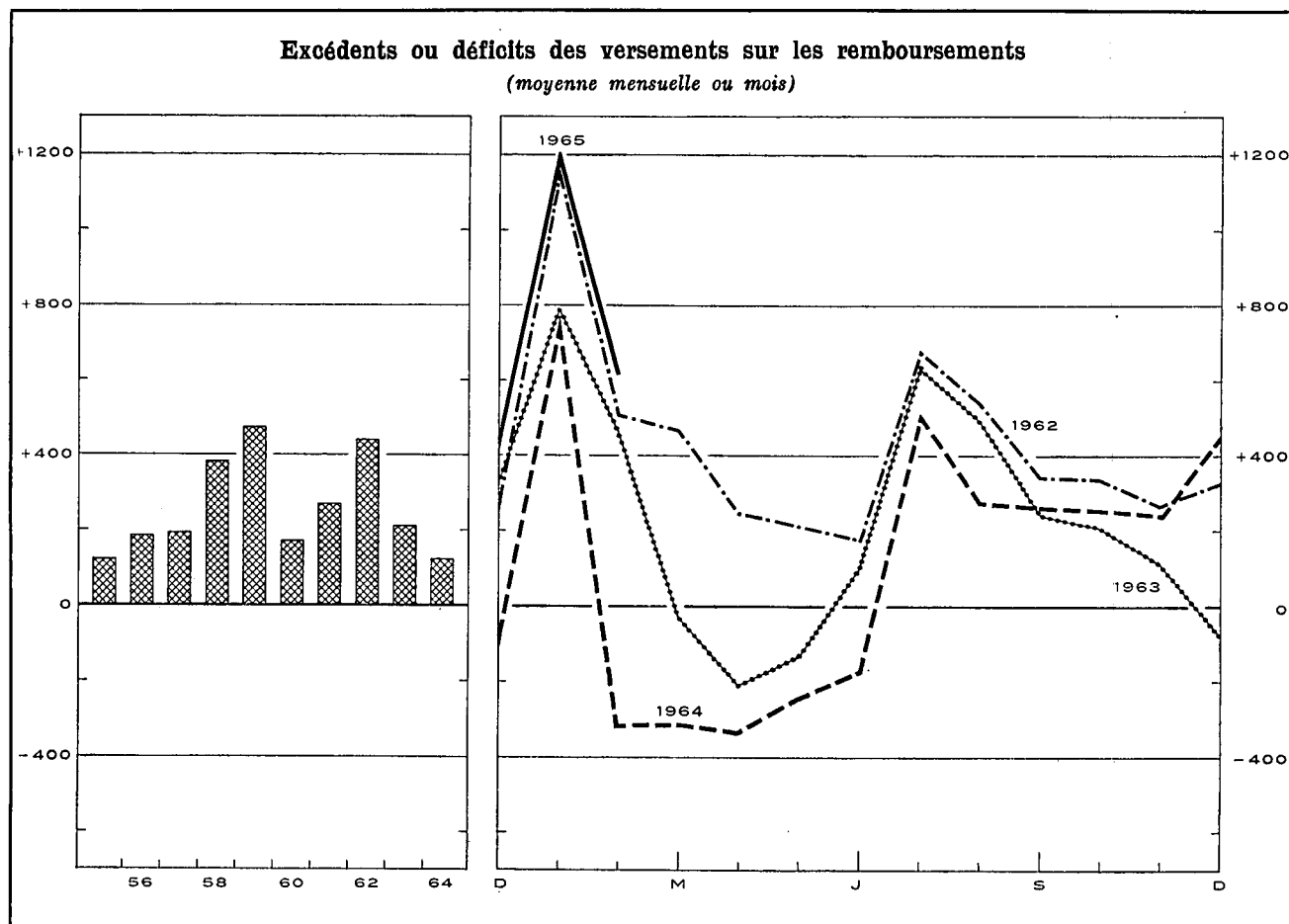
3 Il s'agit des valeurs nominales pour les chiffres de fin d'année et des valeurs comptables pour les autres mois.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)		(2)		(3) = (1) - (2)		(4)	
1954	13.383		10.764		2.619		49.459 ¹	
1955	13.624		12.176		1.448		52.354 ¹	
1956	14.518		12.295		2.223		56.132 ¹	
1957	16.783		14.455		2.328		60.144 ¹	
1958	18.912		14.316		4.596		66.700 ¹	
1959	21.939		16.232		5.707		74.442 ¹	
1960	21.840		19.786		2.054		78.887 ¹	
1961	22.799		19.585		3.214		84.633 ¹	
1962	25.995		20.717		5.278		92.654 ¹	
1963	26.388		23.788		2.600		97.980 ¹	
1964	28.093		26.662		1.431		102.387 ¹	
		1964		1965		1964		1965
Janvier	2.802	<i>p</i> 3.185	2.034	<i>p</i> 1.980	768	<i>p</i> 1.205	98.748	<i>p</i> 103.592
Février	2.205	<i>p</i> 2.555	2.518	<i>p</i> 1.934	-313	<i>p</i> 621	98.495	<i>p</i> 104.213
Mars	2.121		2.430		-309		98.126	
Avril	2.228		2.557		-329		97.797	
Mai	2.111		2.353		-242		97.555	
Juin	2.358		2.521		-163		97.392	
Juillet	2.655		2.138		517		97.909	
Août	2.189		1.897		293		98.202	
Septembre	2.283		2.013		270		98.472	
Octobre	<i>p</i> 2.395		<i>p</i> 2.131		<i>p</i> 264		<i>p</i> 98.736	
Novembre	<i>p</i> 2.119		<i>p</i> 1.875		<i>p</i> 244		<i>p</i> 98.980	
Décembre	<i>p</i> 2.649		<i>p</i> 2.192		<i>p</i> 457		<i>p</i> 102.387 ¹	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
ACTIF						
Disponible ¹	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3
Placements provisoires :						
Effets sur la Belgique	7,7	9,1	10,8	12,4	15,1	18,0
Avances à l'industrie	2,0	3,3	5,2	7,3	8,6	9,5
Crédit agricole	—	—	—	—	—	0,1
Crédit d'exportation .....	...	0,2	0,4	0,5	0,7	0,7
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	1,6	1,7	2,4	2,5	3,0	2,7
Certificats de Trésorerie	5,2	4,3	2,0	4,3	6,2	5,4
Prêts au jour le jour	0,8	1,1	0,8	0,7	0,9	0,9
Total des placements provisoires ...	17,3	19,7	21,6	27,7	34,5	37,3
Placements définitifs :						
Rentes belges directes	17,3	19,7	20,0	20,2	23,4	23,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	15,4	16,5	17,8	16,6	14,8	17,5
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,8	0,3	0,2	0,2
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,8	1,8	1,7	1,7	1,6	1,5
Obligations de sociétés belges	1,2	1,2	1,0	1,0	0,9	0,8
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	2,9	3,3	3,8	4,3	4,8	5,3
Crédit agricole	3,4	3,5	3,6	3,6	3,8	4,0
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	19,9	21,3	22,2	22,7	24,0	25,0
Total des placements définitifs ...	62,8	68,2	71,0	71,0	74,1	78,3

PASSIF

<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ² :						
Particuliers	66,5	74,3	78,7	84,5	92,5	97,8
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	4,9	3,8	3,7	3,7	4,9	5,1
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,2	0,1	...	...
Total des dépôts sur livrets ...	71,8	78,5	82,8	88,5	97,6	103,1
Dépôts en comptes courants ²	3,5	3,7	3,0	3,4	4,1	4,7
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses et fonds de réserve	6,7	7,3	7,9	8,7	9,4	10,6

¹ Cette rubrique comprend les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Comprendent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite *

(milliards de francs)

Sources : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	7,5	7,7	7,3	7,1	6,4	7,2
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	10,1	11,0	11,6	12,5	13,9	13,3
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,2	1,2	1,1	1,0	1,0	0,9
Obligations de sociétés belges	1,3	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Avances aux sociétés agréées et aux caisses publiques de prêts en vue de la construction d'habitations sociales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	20,5	21,5	21,5	22,0	22,5	22,5
PASSIF						
Fonds des Rentes ¹	13,5	13,8	13,1 ¹	13,4	13,6	13,7
Réserves mathématiques ²	7,4	8,2	8,8	9,4	10,1	10,8
Total ...	20,9	22,0	21,9	22,8	23,7	24,5

* La C.G.E.R. publie séparément :

a) *Depuis 1957* :

- 1) Un bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ». Il s'agit des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1965 et des lois coordonnées de 1946 relatives à l'assurance en vertu de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers et des assurés libres. Toutefois, depuis 1960, les rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1965 ne figurent plus aux bilans des Caisses de Retraite mais bien aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie.
- 2) Un bilan se rapportant à la « gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de 1925 et de 1980 sur la Pension des employés ». Ces assurances sont traitées selon le principe de la capitalisation.
- 3) Un bilan se rapportant aux retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 12 juillet 1957 » conçue également selon le principe de la capitalisation. En vertu de la loi du 8 avril 1962, cette gestion est reprise par la Caisse Nationale des Pensions pour Employés. Le transfert des fonds correspondant a été effectué en 1963 conformément à la situation de clôture au 31 décembre 1962.
- 4) Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 30 juin 1950 relative à la pension des indépendants. Toutefois, depuis 1960, ce bilan se rapporte également à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 28 mars 1960 sur la pension des travailleurs indépendants.

b) *Depuis 1958* : Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de pension des employés (versements supplémentaires).

c) *Depuis 1960* : En plus, un bilan concernant les retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 22 février 1960 » et, ultérieurement, par la loi du 8 avril 1962, conçues selon le principe de capitalisation.

1 Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1965. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

2 Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie ¹

(milliards de francs)

Sources : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	1,9	2,2	3,0	2,9	2,8	3,1
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	1,1	1,3	2,0	2,6	3,4	3,8
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total du portefeuille-titres ...	4,0	4,5	6,0	6,5	7,1	7,7
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ¹	2,9	3,2	4,6 ¹	4,9	5,3	5,7
Fonds de réserve	1,2	1,4	1,5	1,8	2,0	2,0

¹ Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1965 et figurant auparavant dans le bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : *Offices Central de la Petite Epargne.*

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962 3 ^e trimest.	25,7	7,2	5,9	38,8	2,4	22,7	0,5	25,6	8,1	0,3	0,1	0,5	0,5	7,3	16,8	42,4
1962 4 ^e trimest.	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963 1 ^{er} trimest.	28,3	8,0	6,3	42,6	2,9	24,3	0,6	27,8	9,4	0,4	...	0,5	0,6	7,9	18,8	46,6
1963 2 ^e trimest.	29,0	8,7	6,3	44,0	3,0	24,9	0,5	28,4	9,8	0,4	...	0,5	0,6	8,3	19,6	48,0
1963 3 ^e trimest.	29,9	9,3	6,2	45,4	3,2	25,7	0,4	29,3	10,2	0,5	...	0,5	0,5	8,6	20,3	49,6
1963 4 ^e trimest.	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	6,2	48,5	4,0	27,2	0,4	31,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	52,7
Nouvelle série 1																
1964 1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	9,9	52,2	4,0	31,2	0,4	35,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	56,7
1964 2 ^e trimest.	32,6	10,7	10,0	53,3	4,4	32,5	0,4	37,3	11,2	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,4	58,7
1964 3 ^e trimest.	33,5	11,1	10,1	54,7	4,6	33,7	0,4	38,7	11,3	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,6	60,3
1964 4 ^e trimest.	35,1	11,6	10,3	57,0												

1 L'écart que l'on constate pour le 1^{er} trimestre 1964 entre les deux séries résulte de la prise en considération dans la nouvelle série de sociétés récemment agréées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la S.N.C.I.*

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Portefeuille :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	8,6	9,8	10,5	10,9	11,7	12,0
2 ^o garantis par banques et sociétés financières ...	5,5	6,2	6,7	7,2	8,0	9,9
3 ^o autres que ceux visés sub 1 ^o et 2 ^o 1	7,8	10,5	13,1	15,7	19,6	24,1
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 ^{er} octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956)	2,0	1,8	1,7	1,6	1,5	1,3
Crédits commerciaux à moyen terme	0,8	0,8	1,3	1,0	1,5	1,4
Crédits de financement d'exportations à moyen terme	0,8	0,9	1,1	1,3	1,3	1,5
Crédits gérés pour compte de l'Etat 2	2,5	2,7	2,7	2,8	2,7	2,9
PASSIF						
Obligations	24,9	30,1	35,9	37,5	39,4	40,9
Bons de caisse	5,7	6,3	6,9	7,3	8,4	8,8
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,9	1,8	1,7	1,7	1,4	1,4
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	0,8	1,1	1,2	1,2	1,3	1,6

1 Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.

2 Il s'agit de crédits financés par l'Aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique (11)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes (14)
	Solde disponible au début de la période (1)	Versements			Total (2) + (3) + (4) = (5)	Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période (1) + (5) - (8) = (9)	créditeurs (12)			débiteurs (13)		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total		Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires	Total							
	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs (2)	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat (3)													
1955	1.701	4.315		2.261	6.576	363	5.794	6.157	2.120	26.192	1.563	1.700	388	14.061	
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934	
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609	
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.356	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304	
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794	
1963	Février	3.773	675	214	140	1.029	15	607	622	4.180	53.033	6.848	1.273	3.778	1.944
	Mars	4.180	820	154	78	1.052	15	758	773	4.459	53.984	7.632	1.419	3.797	1.992
	Avril	4.459	599	69	110	778	26	415	441	4.796	54.035	7.582	1.496	3.282	2.401
	Mai	4.796	566	28	82	676	20	757	777	4.695	54.611	7.930	1.689	2.824	1.743
	Juin	4.695	562	59	65	686	17	788	805	4.576	55.174	8.156	1.644	3.081	1.574
	Juillet	4.576	724	125	173	1.022	27	880	907	4.691	55.672	7.892	1.557	3.512	3.470
	Août	4.691	432	130	103	665	13	794	807	4.549	56.216	7.999	1.692	3.299	1.125
	Septembre	4.549	692	112	110	914	16	922	938	4.525	57.066	7.736	1.726	3.002	1.842
	Octobre	4.525	689	148	192	1.029	38	1.053	1.091	4.463	57.385	7.323	1.628	2.892	2.589
	Novembre	4.463	516	160	67	743	17	750	767	4.439	58.061	6.962	1.922	2.459	1.583
	Décembre	4.439	727	163	175	1.065	24	1.064	1.088	4.416	58.516	6.827	1.959	2.409	2.260
1964	Janvier	4.416	891	174	114	1.179	11	870	893	4.714	58.883	6.724	1.489	2.817	4.967
	Février	4.714	651	219	96	966	19	759	778	4.902	59.731	6.813	1.945	2.339	2.512
	Mars	4.902	538	159	148	845	26	1.047	1.073	4.674	60.404	6.616	1.657	2.386	2.214
	Avril	4.674	664	151	80	895	25	760	785	4.784	60.599	7.305	1.614	2.504	2.469
	Mai	4.784	578	130	97	805	19	955	974	4.615	61.294	7.603	2.187	1.999	1.687
	Juin	4.615	673	258	121	1.052	23	1.089	1.112	4.555	61.177	7.719	1.878	2.355	2.138
	Juillet	4.555	1.047	141	163	1.351	27	1.144	1.171	4.735	62.977	7.139	1.278	3.234	3.853
	Août	4.735	692	147	140	979	29	1.076	1.105	4.609	63.784	6.366	1.880	2.446	1.711
	Septembre	4.609	953	205	84	1.242	22	1.267	1.289	4.562	64.920	6.260	1.931	2.584	2.053
	Octobre	4.562	700	248	101	1.049	25	957	982	4.629	65.257	5.916	1.714	3.155	3.404
	Novembre	4.629	599	124	94	817	20	955	975	4.471	65.945	5.540	1.730	3.231	1.858
	Décembre	4.471	782	182	159	1.123	23	1.221	1.244	4.350	66.677	4.992	1.716	3.655	2.928
1965	Janvier	4.350	379	93	31	503	20	727	747	4.106	66.411	5.004	1.346	3.942	4.653
	Février	4.106	499	80	121	700	17	785	802	4.004	66.974	5.489	1.633	3.567	2.419

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	1,7	2,3	2,6	3,1	3,5	1,1	1,2	1,4	1,6	1,7
Prêts hypothécaires	7,8	9,0	10,5	11,4	12,1	2,0	2,3	2,7	3,2	3,6
Prêts sur police	1,0	1,1	1,2	1,3	1,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	3,5	4,8	5,3	5,7	5,9	3,1	3,2	3,4	3,6	3,7
Valeurs étrangères	0,8	1,3	1,9	1,5	1,9	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5
Titres garantis par le Congo	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	3,1	4,2	4,2	4,6	5,0	0,4	0,7	0,7	0,8	0,8
Titres des autres organismes										
parastataux	1,2	1,4	1,4	1,6	1,6	1,0	0,9	1,0	1,1	1,1
Titres des provinces et com-										
munes	1,7	1,4	1,7	1,8	1,9	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges	7,2	7,2	7,4	8,1	9,0	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6
Actions de sociétés belges ...	1,7	2,1	2,2	2,3	2,9	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7
Total des valeurs mobilières ...	19,6	22,5	24,2	25,7	28,3	6,5	6,7	7,2	7,7	7,9

PASSIF

Cautionnements déposés	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	31,0	35,3	38,7	41,7	45,3	9,8	10,7	11,6	12,6	13,6

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

**XIV - 10. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1956	1,80
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1963 2 ^e trimestre .	2,99
3 ^e trimestre .	3,48
4 ^e trimestre .	3,80
1964 1 ^{er} trimestre .	3,68
2 ^e trimestre .	4,06
3 ^e trimestre .	3,94
4 ^e trimestre .	4,08

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1963*. — *Rapport annuel de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961		1962		1963	
1. Epargne-dépôts ¹ :																		
Caisse d'épargne	5,1		6,0		5,5		9,5		10,1		6,6		9,3		14,2		12,0	
Banques	2,2		-0,7		1,1		4,6		5,1		4,0		10,5		5,9		9,4	
Institutions parastatales de crédit ...	0,5		0,6		-0,2		1,4		0,9		0,7		1,3		1,4		1,9	
Total ...		7,8		5,9		6,4		15,5		16,1		11,3		21,1		21,5		23,3
2. Epargne-réserves ¹ :																		
Organismes de pensions	3,8		3,6		5,1		5,0		3,2		3,5		3,0		2,5		4,3	
Organismes d'assurance contre les accidents de travail	1,1		1,2		1,0		1,1		0,9		0,7		1,2		1,4		1,0	
Caisses de vacances annuelles	0,3		0,1		0,5		-0,1		-0,1		0,1		0,1		0,2		0,1	
Organismes d'assurance sur la vie .	3,6		3,5		3,4		3,8		5,3		5,2		4,9		4,7		5,4	
Organismes d'assurance de la responsabilité civile	0,2		0,2		0,2		0,2		0,2		0,1		0,2		0,2		0,4	
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,3		0,3		0,4		0,3		0,4		0,5		0,8		1,1		0,8	
Total ...		9,3		8,9		10,6		10,3		9,9		10,1		10,2		10,1		12,0
3. Epargne hypothécaire et immobilière :																		
Prêts hypothécaires consentis par les particuliers	2,5		1,9		1,7		2,0		1,8		1,1		1,8		3,9		1,4	
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	6,3		6,9		7,0		7,2		8,5		9,2		10,0		12,5		13,4	
Constructions d'habitations (capitaux investis par les particuliers)	7,9		7,5		8,9		9,1		10,3		11,4		12,5		13,8		13,4	
Total ...		16,7		16,3		17,6		18,3		20,6		21,7		24,3		30,2		28,2
4. Emissions de capitaux :																		
Nouveaux placements du public	8,0		5,7		14,1		16,2		13,4		17,0		15,5		17,1		9,6	
Total (1 à 4) ...		41,8		36,8		48,7		60,3		60,0		60,1		71,1		78,9		73,1
Doubles emplois ² ...	0,1		-0,8		0,3		-2,6		0,6		0,1		-0,2		-0,3		-0,7	
Total net (1 à 4) ...		41,9		36,0		49,0		57,7		60,6		60,2		70,9		78,6		72,4
5. Epargne interne des entreprises :																		
Amortissements	25,4		28,5		30,9		29,8		30,7		35,0		35,1		34,3		36,0	
Epargne nette	9,6		10,0		9,2		5,2		5,2		7,7		8,9		6,0		8,3	
Total ...		35,0		38,5		40,1		35,0		35,9		42,7		44,0		40,3		44,3
Total général (1 à 5) ...		76,9		74,5		89,1		92,7		96,5		102,9		114,9		118,9		116,7

¹ Accroissement de l'année.

² Accroissement ou diminution auprès de la C.G.E.R. et des institutions parastatales de crédit, des avoirs de diverses institutions et entreprises dont les réserves — propres ou exigibles — sont déjà recensées comme une épargne dans une des rubriques du présent tableau.

Références bibliographiques : Comptes rendus des opérations et de la situation de la C.G.E.R.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							(5) = (3) + (4)	(6) = (5) - (7)	(9) = (5) + (8)
1. Etat (dette directe uniquement)	1958	18,2	8,9	9,3	—	9,3	0,2	2,7	- 2,5	6,8
	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1958	3,3	1,1	2,2	...	2,2	2,7	0,3	2,4	4,6
	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7
	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	r 3,9	0,7	r 3,2	r 5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	...	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
3. Organismes paraétatiques de crédit	1958	...	...	...	5,4	5,4	2,2	0,4	1,8	7,2
	1959	2,0	0,1	1,9	3,5	5,4	2,3	0,6	1,7	7,1
	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1958	2,4	1,6	0,8	4,8	5,6	...	...	...	5,6
	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1958	...	1,9	- 1,9	...	- 1,9	0,7	0,1	0,6	- 1,3
	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	1,3	0,2	1,1	4,2
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1958	23,9	13,5	10,4	10,2	20,6	5,8	3,5	2,3	22,9
	1959	31,9	10,9	21,0	7,6	28,6	6,9	3,0	3,9	32,5
	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	r 13,5	4,0	r 9,5	r 36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
6. Congo et Rwanda-Burundi	1958	4,0	0,4	3,6	...	3,6	...	...	...	3,6
	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1963	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Rwanda-Burundi	1958	27,9	13,9	14,0	10,2	24,2	5,8	3,5	2,3	26,5
	1959	31,9	11,5	20,4	7,6	28,0	6,9	3,0	3,9	31,9
	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	r 13,5	4,0	r 9,5	r 36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
7. Rectifications à apporter pour :	1958	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—
a) obtenir l'évolution de l'encours des titres accessibles à tout placeur d'une part et des titres non accessibles à tout placeur d'autre part — corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables ⁶	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—
	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—
b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁷	1958	...	—	...	—	...	—	—	—	—
	1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—
	1962	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1963	- 0,3	—	- 0,3	—	- 0,3	—	—	—	—

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1958 : 11,4; en 1959 : 8,9; en 1960 : - 3,9; en 1961 : 2,7 en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et la Société Nationale des Distributions d'Eau.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Dans le courant de l'année 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

⁷ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2	
Mois	Jour							
1963	Mars	4	Etat belge 1963-1983, 1 ^{re} série	5,00 — 5,25 ⁴	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.900	5,09
	Avril	18	R.T.T. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.350	5,55
	Mai	16	S.N.C.B. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.300	5,55
	Mai	30	C.N.C.P. 1963-1968-1973	5,20 — 5,50 ⁵	100,00	à 5 ou 10 ans	350	5,49 ³
	Juin	20	Etat belge 1963-1983, 2 ^e série	5,50 — 5,75 ⁶	99,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.250	5,72
	Septembre	3	Ville de Liège 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80 ⁷	99,00	à 10 ou 20 ans	1.000	5,90
	Septembre	3	Ville de Gand 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80 ⁷	99,00	à 10 ou 20 ans	600	5,90
	Octobre	8	Etat belge 1963-1983, 3 ^e série	5,50-5,75 ⁶	98,50	à 10, 15 ou 20 ans	3.232	5,80
	Octobre	8	Etat belge 1963-1983	6,00	100,00	à 20 ans	4.270	6,00
	Novembre	18	Fonds des Routes 1963-1983	6,00	99,00	à 20 ans	2.500	6,12
	Décembre	11	Ville de Brux. 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80 ⁸	98,00	à 10 ou 20 ans	516	6,14
	Décembre	11	Ville d'Anvers 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80 ⁸	98,00	à 10 ou 20 ans	781	6,14
						27.049		
1964	Février	17	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ⁹	100,00	à 5 ou 10 ans	12.000	6,44
	Avril	13	Fonds des Routes 1964-69-74	6,25 — 6,50 ⁹	100,00	à 5 ou 10 ans	5.000	6,44
	Mai	25	Etat belge 1964-1975	6,25 — 6,50 ¹⁰	100,00	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 3 m.	7.085	6,41
	Septembre	2	S.N.C.B. 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ⁹	99,50	à 5 ou 10 ans	1.500	6,58
	Octobre	12	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ⁹	100,00	à 5 ou 10 ans	11.000	6,44
	Novembre	3	Crédit Communal, à lots	3,00	100,00	à 20 ans	1.500	6,40
						38.085		
1965	Janvier	18	Etat belge 1965-1970-1976	6,25 — 6,50 ¹¹	99,50	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 6 m.	9.815	6,48
	Février	15	S.N.C.B. 1965-1971-1977	6,25 — 6,50 ¹²	99,50	à 6 ou 12 ans	2.000	6,50
	Mars	8	S.N.C.I. 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ¹³	99,75	à 6 ou 13 ans	2.500	6,45
	Avril	1	Ville de Liège 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ¹³	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54
	Avril	1	Ville de Gand 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ¹³	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54

1 Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI-1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement aux sinistrés par la C.A.D.G.
 2 Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêts nominaux de l'emprunt.
 3 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.
 4 Intérêts : 5 % pendant les 10 premières années, 5,25 % pendant les 10 dernières années.
 5 Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 dernières années.
 6 Intérêts : 5,50 % pendant les 10 premières années, 5,75 % pendant les 10 dernières années.
 7 Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,40 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.
 8 Intérêts : 5,30 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.
 9 Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.
 10 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 5 ans 9 mois.
 11 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 6 ans.
 12 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 6 dernières années.
 13 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 7 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1961	Juillet	12	S.N.C.B.	5,00	100,0	2, 3, 4 ans	U.S. \$ 3	5,00 ²
	Juillet	12	S.N.C.B.	5,25	100,0	15 ans	U.S. \$ 20 ou D.M. 80	5,32 ²
	Octobre	3	Sabena	4,75	99,0	20 ans	Fl. P.B. 22	4,92
	Novembre	14	Etat belge 1961-1964	5,50	100,0	3 ans	U.S. \$ 30	5,61 ²
	Novembre	28	Etat belge 1961-1976	5,50	98,0	15 ans	U.S. \$ 25	5,88
	Décembre	12	Sabena 1961-1981 ³	5,00	100,0	20 ans	FLux. 250	5,06
1962	Mars	27	Etat belge 1962-1977	5,25	98,5	15 ans	U.S. \$ 30	5,55
1963	Mai	10	Etat belge	4,875	100,0	3, 4 et 5 ans	U.S. \$ 20	4,97 ^{2,4}
	Septembre	20	Etat belge	5,00	100,0	35 mois	U.S. \$ 11	5,24 ⁴
1964	Août	31	Etat belge ³	5,25	100,0	35 mois	U.S. \$ 16,5	5,60 ⁴
1965	Janvier	29	Sabena	5-5,125 5,25-5,50	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17 ²

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible, l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêts, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.
 2 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.
 3 Emprunt de conversion.
 4 Cet emprunt est exempt de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.
 * Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe 2	Dettes indirectes	Dettes totales 2
	intérieure				extérieure						
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2			
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0
1962	251,6	20,9	60,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2
1963 Février	249,9	16,8	60,2	34,4	361,3	19,5	19,1	38,6	399,9	27,5	427,4
Mars	254,6	16,7	60,5	35,4	367,2	19,3	21,2	40,5	407,7	27,5	435,2
Avril	253,9	16,3	63,4	36,4	370,0	19,2	21,9	41,1	411,1	27,4	438,5
Mai	253,8	16,2	61,9	35,8	367,7	19,2	24,0	43,2	410,9	27,4	438,3
Juin	254,0	16,2	61,4	36,1	367,7	19,0	24,3	43,3	411,0	27,4	438,4
Juillet	257,7	15,8	56,0	37,8	367,3	18,9	24,6	43,5	410,8	27,2	438,0
Août	257,5	15,7	58,3	34,3	365,8	18,9	24,9	43,8	409,6	27,2	436,8
Septembre	256,7	15,7	58,3	35,2	365,9	18,7	25,1	43,8	409,7	27,1	436,8
Octobre	263,5	13,3	55,9	37,4	370,1	18,6	26,6	45,2	415,3	27,0	442,3
Novembre	262,3	13,7	57,1	35,1	368,2	18,6	27,4	46,0	414,2	27,9	442,1
Décembre	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0
1964 Janvier	260,2	14,3	56,7	38,9	370,1	18,4	27,9	46,3	416,4	29,2	445,6
Février	270,6	9,0	55,0	36,6	371,2	18,4	29,3	47,7	418,9	29,2	448,1
Mars	270,1	9,8	55,0	38,2	373,1	18,1	29,3	47,4	420,5	29,1	449,6
Avril	269,3	6,0	56,2	39,6	371,1	18,1	29,8	47,9	419,0	34,1	453,1
Mai	269,0	6,0	57,9	38,0	370,9	18,1	30,4	48,5	419,4	34,0	453,4
Juin	275,4	5,8	54,6	39,9	375,7	17,9	30,4	48,3	424,0	33,9	457,9
Juillet	274,6	5,8	48,8	41,6	370,8	17,8	30,2	48,0	418,8	33,8	452,6
Août	274,3	5,8	52,9	38,3	371,3	17,7	30,6	48,3	419,6	33,7	453,3
Septembre	273,9	5,8	54,3	38,1	372,1	17,5	31,4	48,9	421,0	33,5	454,5
Octobre	281,1	5,8	49,7	39,6	376,2	17,4	31,4	48,8	425,0	33,4	458,4
Novembre	279,9	6,3	52,6	38,0	376,8	17,4	31,1	48,5	425,3	33,4	458,7
Décembre	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1
1965 Janvier	277,8	6,0	55,5	41,1	380,4	17,2	31,0	48,2	428,6	33,2	461,8
Février	284,5	6,0	57,1	39,1	386,7	17,1	30,9	48,0	434,7	33,2	467,9

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
A. Secteur public belge (fonds publics belges) :															
1. État 2	187,7	204,2	216,2	231,8	238,8	45,9	44,9	42,5	66,6 ⁷	64,4 ⁷	233,6	249,1	258,7	298,4 ⁷	303,2 ⁷
2. Organismes publics de crédit non monétaires	74,2	84,5	96,1	106,0	112,6	17,3	18,9	20,2	21,9	23,4	91,5	103,4	116,3	127,9	136,0
3. Paraétatiques d'exploitation	26,8	26,2	25,4	26,5	28,3	5,3	5,5	6,0	6,5	6,4	32,1	31,7	31,4	33,0	34,7
4. Sécurité Sociale	—	—	—	—	—	4,4	5,9	7,1	9,8	11,7	4,4	5,9	7,1	9,8	11,7
5. Secteur public non compris ailleurs	27,0	26,2	25,7	26,2	26,6	9,2	9,9	10,1	10,6	11,1	36,2	36,1	35,8	36,8	37,7
B. Trésor congolais (fonds publics congolais) :															
Total ...	327,9	351,9	374,2	401,3	417,1	83,4	86,4	87,2	116,7	118,3	411,3	438,3	461,4	518,0	535,4

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
A. Secteurs nationaux non financiers :															
1. Entreprises privées et particuliers 3	180,2	194,9	207,0	216,1	219,9	8,7	6,3	5,5	7,7	8,1	188,9	201,2	212,5	223,8	228,0
2. Paraétatiques d'exploitation	2,2	2,5	2,8	3,1	3,5	0,2	0,5	0,5	0,4	0,5	2,4	3,0	3,3	3,5	4,0
3. Secteur public non compris ailleurs 4	1,6	1,8	1,6	1,7	1,9	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,7	1,9	1,7	1,8	2,0
4. Sécurité Sociale	2,4	2,5	2,3	1,7	1,5	0,6	1,0	1,0	0,9	1,2	3,0	3,5	3,3	2,6	2,7
B. Etranger : Congo et Rwanda-Burundi 5															
Total ...	4,0	3,4	2,6	2,6	2,8	0,7	0,3	0,3	0,2	0,2	4,7	3,7	2,9	2,8	3,0
C. Intermédiaires financiers :															
1. Organismes monétaires 6	35,4	35,6	41,1	49,9	52,2	36,3	37,7	37,6	59,6 ⁷	58,6 ⁷	71,7	73,3	78,7	109,5 ⁷	110,8 ⁷
2. Fonds des Rentes	4,5	6,6	6,9	7,8	8,4	—	—	—	—	—	4,5	6,6	6,9	7,8	8,4
3. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	38,8	40,7	41,9	45,4	49,4	13,6	14,8	14,2	14,8	16,6	52,4	55,5	56,1	60,2	66,0
4. Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	52,3	56,8	59,8	63,1	67,3	23,2	25,7	28,0	30,7	31,6	75,5	82,5	87,8	93,8	98,9
5. Organismes publics de crédit non monétaires	6,5	7,1	8,2	9,9	10,2	—	—	—	2,3	1,4	6,5	7,1	8,2	12,2	11,6
Total ...	327,9	351,9	374,2	401,3	417,1	83,4	86,4	87,2	116,7	118,3	411,3	438,3	461,4	518,0	535,4

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique Etranger « Congo et Rwanda-Burundi ».

4 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

5 Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo belge et du Rwanda-Burundi.

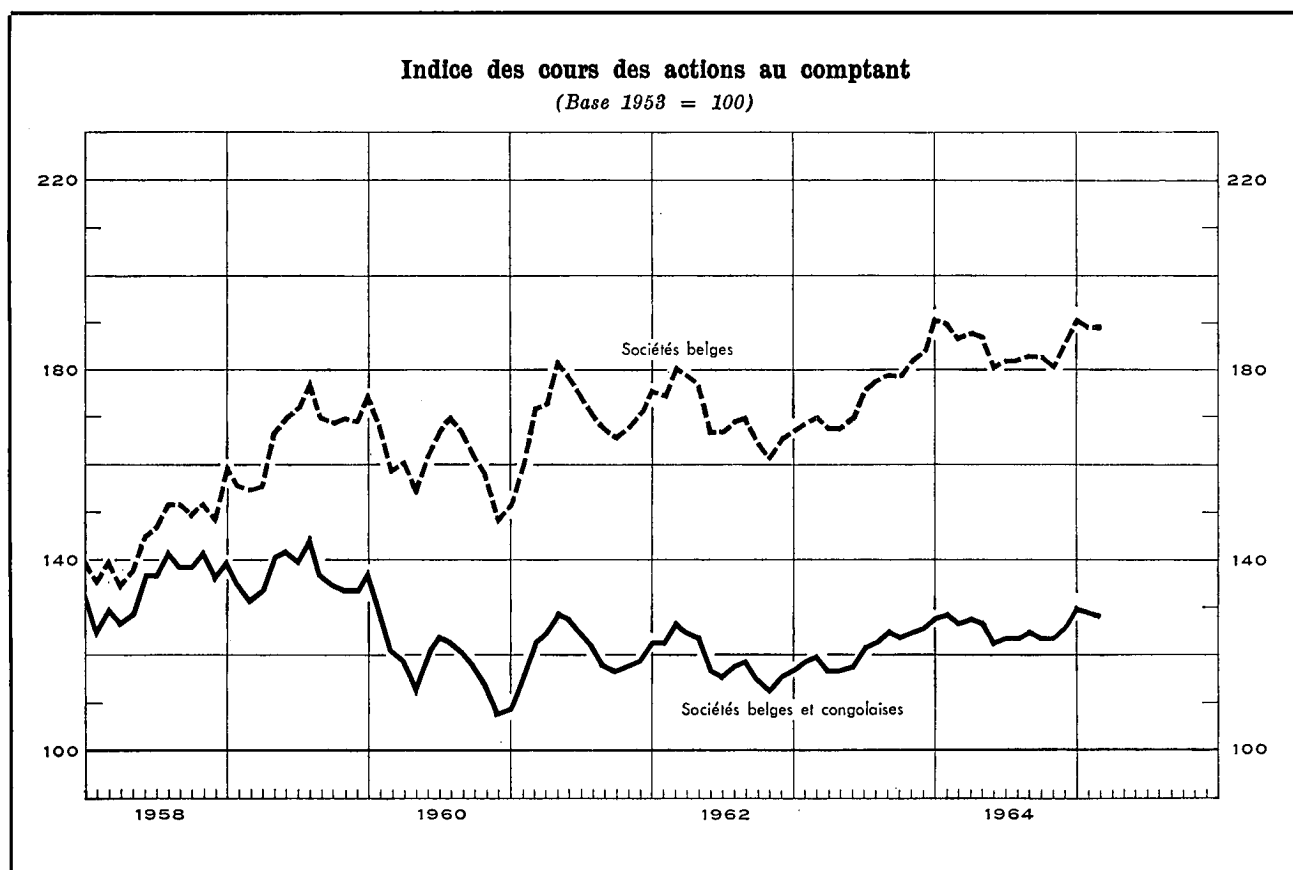
6 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

7 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émise jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — Statistiques Economiques belges 1950-1960.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités		Indice global du cours des actions				Taux de rendement % ³					
	moyennes par séances - (millions de francs) ^{1 5}		Au comptant		A terme	Valeurs belges et congolaises ^{4 6}		Valeurs belges ⁵				
			Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges		1964	1965	1964	1965			
			(Base 1953 = 100) ^{2 4}									
1955 Moyenne mensuelle .	152		157	146	141	3,0		n.d.				
1956 Moyenne mensuelle .	113		164	163	139	3,3		n.d.				
1957 Moyenne mensuelle .	106		155	158	133	3,6		n.d.				
1958 Moyenne mensuelle .	70		135	145	117	3,9		n.d.				
1959 Moyenne mensuelle .	105		137	166	129	3,4		2,9				
1960 Moyenne mensuelle .	93		121	162	116	4,5		2,8				
1961 Moyenne mensuelle .	103		120	169	115	4,5		3,1				
1962 Moyenne mensuelle .	82		119	171	113	3,2		3,2				
1963 Moyenne mensuelle .	88		121	174	116	2,7		3,0				
1964 Moyenne mensuelle .	85		126	185	115	2,6		3,0				
		1964	1965	1964	1965	1964	1965	1964	1965	1964	1965	
Janvier	137	111	128	130	191	191	118	120	2,4	2,7	2,7	3,1
Février	118	115	129	129	190	189	115	119	2,5	2,9	2,7	3,2
Mars	83		127	128	187	189	113	120	2,5	2,7	2,8	3,1
Avril	82		128		188		117		2,5		2,9	
Mai	85		127		187		115		2,6		3,0	
Juin	72		123		181		110		2,6		3,0	
Juillet	75		124		182		115		2,6		3,0	
Août	68		124		182		112		2,6		3,0	
Septembre	66		125		183		113		2,6		3,1	
Octobre	81		124		183		114		2,6		3,1	
Novembre	127		124		181		118		2,7		3,1	
Décembre	104		126		186		117		2,7		3,1	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).
 2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.
 3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.
 4 Bourse de Bruxelles et d'Anvers.
 5 Bourse de Bruxelles.
 6 Jusqu'en 1958, moyenne des fins de trimestres.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1955	50	3.265	2.704	644	1,1	306	93	3.653	119
1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	p11.082	514

Sociétés financières et immobilières ⁵

1955	1.327	11.694	9.721	2.095	39	1.357	99	4.811	214
1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	283
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.539	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	p13.739	665

Industrie des fabrications métalliques

1955	1.218	11.324	8.101	2.063	299	1.247	88	2.007	89
1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.939	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	p 1.848	118

Métallurgie du fer

1955	106	9.813	6.732	1.135	46	653	51	2.226	123
1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.935	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	p 5.764	321

Industrie textile

1955	1.081	10.299	9.119	793	298	291	55	522	28
1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	p 339	21

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1955	742	7.359	4.069	881	82	425	59	792	45
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	p 802	49

Industrie chimique

1955	560	9.501	5.395	1.258	52	932	63	1.006	58
1956	561	10.015	5.682	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	p 856	55

Electricité

1955	52	13.525	2.968	1.503	0,3	1.164	85	4.494	265
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	—	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	0,7	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	—	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	0,1	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	2,6	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	0,1	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	—	1.657	85	p 8.602	443

Industrie du charbon

1955	55	8.131	4.747	870	122	716	70	1.015	59
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	p 253	23

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique 6 7

1955	13.268	114.978	77.313	17.092	1.518	9.674	990	23.506	1.144
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.939
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	p49.172	2.510

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vis au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1955	527	32.018	20.039	9.356	289	5.567	393	1.883	91
1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	712	30

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1955	13.795	146.996	97.352	26.448	1.806	15.241	1.383	25.389	1.235
1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.884	2.540

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligataire en vis au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.O.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 12 mois	13.858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961 12 mois	13.957	172,8	109,1	24,3	3,9	13,1	2,4
1962 8 premiers mois	12.408	148,1	91,6	22,2	3,0	11,2	2,9
9 premiers mois	12.786	150,0	92,9	22,5	3,0	11,3	3,2
10 premiers mois	13.369	157,2	96,7	23,6	3,2	11,8	3,6
11 premiers mois	13.760	171,2	107,5	25,1	3,7	12,8	3,9
12 mois	14.174	186,2	115,2	26,9	3,9	14,1	4,3
1963 Janvier	132	2,2	0,8	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	351	3,1	2,6	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	2.225	21,1	12,6	3,2	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.525	55,6	32,5	8,1	1,0	4,3	0,8
5 premiers mois	9.355	123,4	75,4	15,9	2,1	8,2	1,1
6 premiers mois	11.383	146,6	91,7	19,7	2,6	10,0	1,3
7 premiers mois	12.058	152,0	96,9	20,3	2,7	10,4	1,6
8 premiers mois	12.374	153,5	97,8	20,6	2,8	10,4	1,7
9 premiers mois	12.829	155,5	99,1	20,9	2,8	10,5	1,8
10 premiers mois	13.414	165,4	105,8	22,1	3,0	10,9	2,1
11 premiers mois	13.825	177,0	113,4	23,5	3,1	11,7	2,3
12 mois	14.258	193,8	122,0	25,2	3,2	13,0	2,6
1964 Janvier	p 116	2,1	1,0	0,3	0,1	0,1	0,2
2 premiers mois	p 283	2,9	1,9	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	p 1.623	19,1	11,9	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	p 4.051	54,7	32,2	7,7	1,1	3,5	0,9
5 premiers mois	p 6.935	121,6	69,4	15,4	2,0	7,2	1,2
6 premiers mois	p 8.637	144,3	87,4	19,3	2,3	9,1	1,4
7 premiers mois	p 9.241	149,4	92,5	20,1	2,5	9,4	1,6
8 premiers mois	p 9.499	150,7	93,5	20,3	2,5	9,5	1,7

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts 3
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959 12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960 12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 12 mois	340	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 8 premiers mois	240	33,6	16,2	5,6	0,3	2,9	...
9 premiers mois	250	34,3	17,1	5,6	0,5	2,9	...
10 premiers mois	267	34,7	17,2	5,6	0,5	2,9	...
11 premiers mois	285	37,1	18,2	5,8	0,6	3,0	...
12 mois	305	38,9	19,4	5,9	0,6	3,1	0,1
1963 Janvier	3	0,1	...	...	...	...	...
2 premiers mois	7	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	27	1,6	0,6	...	...	...	...
4 premiers mois	50	2,9	1,0	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	96	20,3	15,9	2,1	0,1	0,8	...
6 premiers mois	216	32,0	22,4	2,7	0,3	1,1	...
7 premiers mois	252	35,2	24,2	2,8	0,4	1,1	...
8 premiers mois	255	35,2	24,3	2,8	0,4	1,1	...
9 premiers mois	265	35,6	24,3	2,8	0,4	1,1	...
10 premiers mois	280	36,6	24,8	2,8	0,5	1,1	...
11 premiers mois	298	39,4	26,4	2,8	0,7	1,2	...
12 mois	317	41,5	27,7	2,9	0,7	1,2	...
1964 Janvier	4	0,1	0,1	...	...	...	...
2 premiers mois	8	0,1	0,1	...	...	...	...
3 premiers mois	24	0,9	0,4	...	...	...	...
4 premiers mois	52	2,4	0,9	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	104	12,9	11,6	2,0	0,2	1,0	...
6 premiers mois	213	32,4	23,7	2,6	0,6	1,2	...
7 premiers mois	228	33,6	24,5	2,7	0,6	1,2	...
8 premiers mois	230	33,6	24,5	2,7	0,6	1,2	...

C. — Total général ⁴

1959 12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 12 mois	14.304	211,6	124,6	31,8	3,6	19,1	2,1
1961 12 mois	14.297	214,5	128,3	31,5	4,9	17,5	2,5
1962 8 premiers mois	12.648	181,7	107,8	27,8	3,3	14,1	2,9
9 premiers mois	13.036	184,3	110,0	28,1	3,5	14,2	3,2
10 premiers mois	13.636	191,9	113,9	29,2	3,7	14,7	3,6
11 premiers mois	14.045	208,3	125,8	30,9	4,3	15,8	3,9
12 mois	14.479	225,1	134,6	32,8	4,5	17,2	4,4
1963 Janvier	135	2,3	0,8	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	358	3,2	2,6	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	2.252	22,7	13,2	3,2	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.575	58,5	33,5	8,2	1,1	4,3	0,8
5 premiers mois	9.451	143,7	91,3	18,0	2,2	9,0	1,1
6 premiers mois	11.599	178,6	114,1	22,4	2,9	11,1	1,3
7 premiers mois	12.310	187,2	121,1	23,1	3,1	11,5	1,6
8 premiers mois	12.629	188,7	122,1	23,4	3,2	11,5	1,7
9 premiers mois	13.094	191,0	123,4	23,7	3,2	11,6	1,8
10 premiers mois	13.694	202,0	130,6	24,9	3,5	12,0	2,1
11 premiers mois	14.123	216,4	139,8	26,3	3,8	12,9	2,3
12 mois	14.575	235,3	149,7	28,1	3,9	14,2	2,6
1964 Janvier	120	2,2	1,1	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	291	3,0	2,0	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	1.647	20,0	12,3	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	4.103	57,1	33,1	7,8	1,2	3,5	0,9
5 premiers mois	7.039	134,5	81,0	17,4	2,2	8,2	1,2
6 premiers mois	8.850	176,7	111,1	21,9	2,9	10,3	1,4
7 premiers mois	9.469	183,0	117,0	22,8	3,1	10,6	1,6
8 premiers mois	9.729	184,3	118,0	23,0	3,1	10,7	1,7

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	= (5) - (4)	(6)	= (7) + (6)	= (8) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1955	14.192	4.273	1.560	1.206	354	532	886	5.159	8.597
1956	16.557	3.503	1.701	1.363	338	389	727	4.230	6.562
1957	27.682	5.573	3.120	1.448	1.672	833	2.505	8.078	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963 p	14.956	6.244	4.628	1.646	2.982	375	3.357	9.601	11.964

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1955	4.711	2.995	316	91	225	— 7	218	3.213	2.625
1956	8.630	3.146	341	110	231	5	236	3.332	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963 p	232	40	...	76	— 76	— 14	— 90	— 50	— 51

Total général

1955	18.903	7.268	1.876	1.297	579	525	1.104	8.372	11.222
1956	25.187	6.649	2.042	1.473	569	394	963	7.612	9.199
1957	34.676	7.332	3.844	1.619	2.225	833	3.058	10.390	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	9.373	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963 p	15.188	6.284	4.628	1.722	2.906	361	3.267	9.551	11.913

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

 Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

 Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. ³).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁴			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émission nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total	émission nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1961 6 premiers mois ...	6.873	1.847	857	2.204	145	6	...	6
9 premiers mois ...	8.945	2.648	472	3.120	145	6	...	6
12 mois	19.013	4.086	1.667	5.753	209	45	...	45
1962 3 premiers mois ...	3.181	1.267	220	1.487	219	30	...	30
6 premiers mois ...	6.691	2.877	1.564	4.441	256	31	...	31
9 premiers mois ...	13.945	5.084	1.590	6.674	395	196	...	196
12 mois	19.173	6.519	3.375	9.894	399	196	...	196
1963 3 premiers mois ...	1.614	693	706	1.899	...	...	...	...
6 premiers mois ...	5.805	2.829	2.360	5.189	232	40	...	40
9 premiers mois ...	8.721	3.852	2.917	6.769	232	40	...	40
12 mois	14.956	5.244	4.628	9.872	232	40	...	40
1964 3 premiers mois ...	3.608	1.164	183	1.347	1.335	...	...	...
1963 Mai	1.724	843	96	939	200	40	...	40
Juin	940	251	83	334	32	...	...	...
Juillet	800	193	210	403	...	...	...	...
Août	463	132	95	227	...	...	...	...
Septembre	1.654	698	252	950	...	...	...	...
Octobre	1.145	328	120	448	...	...	...	...
Novembre	2.149	273	212	485	...	...	...	...
Décembre	3.154	791	711	1.502	...	...	...	...
1964 Janvier	1.543	239	139	378	15	...	...	...
Février	886	284	1	285	...	...	...	...
Mars	1.179	502	43	545	1.320	...	...	...
Avril	2.958	1.164	611	1.775	...	...	...	...
Mai	1.182	411	...	411	...	...	...	...
Juin	2.752	1.731	812	2.543	...	...	...	...
Juillet	2.797	1.064	...	1.064	...	...	...	...
Août	445	174	...	174	...	...	...	...
Septembre	941	248	...	248	...	...	...	...
Octobre	2.569	683	10	693	...	...	...	...
Novembre	2.639	641	...	641	...	...	...	...
Décembre	2.653	1.325	...	1.325	...	...	...	...
1965 Janvier	711	213	1.000	1.213	...	...	...	...
Février	427	176	...	176	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. — Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public.

⁴ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

Références bibliographiques : Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960 (B.N.B.). — Bulletin Mensuel des Statistiques (Commission de la Bourse de Bruxelles). — Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	Autres organismes 2	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G. (emprunts nets)	Autres organismes 3		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		(9)
1955	2.325	...	3.314	23	2.807	2.556	253	5.639	43
1956	2.428	...	2.780	22	2.313	2.507	286	5.208	185
1957	2.288	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	481	1.689	1.148	4.628	11
1963 3 ^e trimestre	1.115	169	1.895	1.766	19	929	465	3.179	3
4 ^e trimestre	1.855	51	2.036	1.384	252	1.281	1.025	3.942	...
1964 1 ^{er} trimestre	1.810	...	2.494	1.426	781	1.131	966	4.304	45
2 ^e trimestre	1.585	7	2.859	1.243	144	2.151	913	4.451	...
3 ^e trimestre	1.968	...	2.810	1.450	304	1.860	1.164	4.778	...
4 ^e trimestre	2.139	17	2.808	1.117	691	1.619	1.537	4.964	...
1965 1 ^{er} trimestre	2.069	295	2.345	1.397	23	3.289		4.709	349
1964 Janvier	2.033	...	2.712	1.288	705	1.730	1.022	4.745	...
Février	1.712	...	2.649	1.626	1.084	726	925	4.361	141
Mars	1.669	...	2.120	1.380	570	889	950	3.789	...
Avril	1.853	20	2.548	980	361	2.350	730	4.421	...
Mai	1.399	...	3.536	1.713	53	2.393	776	4.935	...
Juin	1.470	...	2.615	1.123	...	1.755	1.207	4.085	...
Juillet	2.062	...	2.995	1.539	...	1.983	1.535	5.057	...
Août	2.174	...	2.803	1.465	588	1.877	1.047	4.977	...
Septembre	1.678	...	2.631	1.348	337	1.721	903	4.309	...
Octobre	1.825	...	3.141	1.314	713	1.784	1.155	4.966	...
Novembre	2.126	44	2.865	1.072	1.041	1.514	1.408	5.035	...
Décembre	2.465	9	2.425	962	350	1.544	2.043	4.899	...
1965 Janvier	2.487	166	1.621	1.104	73	3.097		4.274	886
Février	1.708	458	2.915	1.706	...	3.375		5.081	207
Mars	2.021	265	2.441	1.384	...	3.348		4.727	5

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

1 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1956	38	2	127	212	110	214	237	222	63	436	300
1957	38	2	119	232	128	234	247	239	66	473	313
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1963 2 ^e trimestre	39	3	133	505	206	508	339	308	71	816	410
3 ^e trimestre	39	2	112	508	239	510	351	312	72	822	423
4 ^e trimestre	39	2	132	576	254	578	386	339	77	917	463
1964 1 ^{er} trimestre	39	2	131	574	260	576	391	337	80	913	471
2 ^e trimestre	39	3	137	600	268	603	405	360	80	963	485
3 ^e trimestre	39	2	156	586	265	588	421	352	84	940	505
4 ^e trimestre	39	3	169	658	281	661	450	382	86	1.043	536
1963 Décembre	39	2	160	620	244	622	404	363	82	985	486
1964 Janvier	39	2	157	597	262	599	419	348	83	947	502
Février	39	2	128	535	265	537	393	313	78	850	471
Mars	39	2	109	589	251	591	360	352	79	943	439
Avril	39	3	142	619	287	622	429	371	84	993	513
Mai	39	2	139	537	235	539	374	320	72	859	446
Juin	39	3	130	644	281	647	411	391	86	1.038	497
Juillet	39	3	166	620	293	623	459	368	84	991	543
Août	39	2	156	541	248	543	404	324	81	867	485
Septembre	39	2	146	598	255	600	401	363	85	963	486
Octobre	39	3	175	636	263	639	438	368	85	1.007	523
Novembre	39	3	158	611	265	614	423	361	80	975	503
Décembre	39	2	175	727	313	729	488	418	94	1.147	582
1965 Janvier	39	2	144	610	291	612	435	360	88	972	523
Février	39	2	152	632	303	634	455	380	81	1.014	536

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 ou 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *			
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		certificats de trésorerie		certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 366 jours	autres effets publics
		domiciliées en banque	non domiciliées en banque		Promesses	émis à maximum 366 jours 1				
1959 8 janvier ...	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %		Taux du	4,75
24 décembre .	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25			certificat	5,—
1960 4 août	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25			+ 5/16 %	6,25
		représentatives							minimum	
		d'importations	d'exportations						2,25 %	
10 novembre .	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25				6,25
1961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—				6,—
							Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours	
28 décembre .	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
1962 18 janvier ...	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre .	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	—	5,25	5,75	6,50

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

* Quotité de l'avance au 31 mars 1965

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes 1	
1958	1,41
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,80
1961	2,57
1962	2,13
1963	2,28
1964	3,34
1964 Avril	3,16
Mai	3,22
Juin	3,56
Juillet	3,95
Août	2,85
Septembre	3,86
Octobre	3,59
Novembre	2,83
Décembre	3,01
1965 Janvier	2,23
Février	2,24
Mars	2,54

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2				Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois
1960	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75		1959 6 janv.	3,398	3,646	3,860
1961	3,50	3,75	4,—	4,25	4,25		1960 5 janv.	4,171	*	4,354
1962	2,50	2,75	3,—	—	3,30	3,27	1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956
1963	3,50	3,80	4,10	—	4,35	4,31	1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1964 Avril ...	3,80	4,05	4,30	—	4,75	4,75	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
Mai ...	3,80	4,05	4,30	—	4,75	4,75	1964 14 janv.	4,750	4,800	4,750
Juin ...	3,80	4,05	4,30	—	4,80	4,77	1964 12 mai	4,95	4,95	5,10
Juillet .	4,00	4,25	4,50	—	5,00	5,00	9 juin	4,95	5,00	*
Août ...	4,00	4,25	4,50	—	5,00	5,00	14 juil.	5,00	*	5,20
Sept. ...	4,00	4,25	4,50	—	5,00	5,00	11 août	5,15	*	*
Oct. ...	4,00	4,25	4,50	—	5,00	5,00	8 sept.	5,15	5,30	5,40
Nov. ...	4,25	4,50	4,75	—	5,15	5,12	13 oct.	5,15	5,30	5,40
Déc. ...	4,25	4,50	4,75	—	5,25	5,23	10 nov.	5,25	5,40	5,50
1965 Janv. ...	4,20	4,40	4,70	—	5,20	5,24	8 déc.	5,40	5,55	5,65
Févr. ...	4,15	4,35	4,65	—	5,10	5,16	1965 12 janv.	5,40	5,55	5,65
Mars ...	4,—	4,25	4,50	—	4,95	4,97	9 févr.	5,35	5,50	5,55
							9 mars	5,25	5,40	5,50

1 Les moyennes publiées ci-dessous sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. Jusqu'au 16 novembre 1959, moyenne arithmétique simple des taux uniques journaliers. Depuis le 17 novembre 1959 : moyenne pondérée par les montants des capitaux empruntés, des taux journaliers moyens. Nous signalons que l'I.R.G. établit ses moyennes en comptant le nombre total de jours du mois.

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques, soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 3,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 0,1 milliard par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1962, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également le taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.

6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

7 Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif I 1 Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Epargne (Dépôts d'épargne des particuliers)	
	vue	15 jours de préavis 2	Termes 2			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois		
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00 ³	2,00
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00 ³	2,00 ³
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00 ³	2,00 ³
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³
1964	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
1963 Décembre	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³
1964 Janvier	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Février	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Avril	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Mai	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Juin	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Août	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Septembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Octobre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Novembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Décembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
1965 Janvier	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁵	2,00 ⁵
Février	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁵	2,00 ⁵
Mars	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁵	2,00 ⁵

1 Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Prime de fidélité égale à 10 % des intérêts acquis sur toutes sommes restées en dépôt pendant l'année civile entière. Pour les sommes jusqu'à 250.000 F, pas de majoration en 1959. Pour les dépôts excédant 250.000 F, la prime de fidélité est appliquée depuis le 1-1-1960. — 4 Depuis le 1-1-1964, prime de fidélité comprise, taux 3,40 % pour les dépôts jusqu'à 250.000 F et 2,30 % pour les dépôts au-delà de 250.000 F. — 5 Depuis le 1-1-1965, prime de fidélité comprise, taux 3,50 % pour les dépôts jusqu'à 350.000 F et 2,40 % pour les dépôts au-delà de 350.000 F.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962						Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962		
	Dettes unifiées (rendement au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)	Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes	
1956	4,18	—	3,99 ¹	4,63	4,71	4,57	—	—	—
1957	4,47	—	5,17 ¹	5,54	5,59	5,45	—	—	—
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41	—	—	—
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	5,98	5,95	5,98
1964 Mars	4,07	5,34	5,18	5,51	5,44	5,44	6,47	6,20	6,41
Avril	4,00	5,37	5,25	5,50	5,47	5,45	6,14	6,41	6,19
Mai	4,07	5,49	5,32	5,57	5,50	5,52	6,45	6,48	6,44
Juin	4,07	5,48	5,37	5,60	5,55	5,55	6,45	6,47	6,46
Juillet	4,06	5,44	5,42	5,62	5,53	5,54	6,42	6,52	6,46
Août	4,06	5,42	5,43	5,62	5,55	5,54	6,54	6,52	6,53
Septembre	4,06	5,42	5,43	5,65	5,54	5,55	6,44	6,53	6,47
Octobre	4,06	5,45	5,45	5,68	5,56	5,57	6,45	6,54	6,34
Novembre	4,06	5,51	5,48	5,68	5,62	5,60	6,48	6,57	6,37
Décembre	4,06	5,34	5,43	5,61	5,61	5,53	6,49	6,59	6,52
1965 Janvier	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	6,43	6,55	6,47
Février	4,06	5,45	5,35	5,60	5,60	5,53	6,46	6,55	6,49
Mars	4,06	5,20	5,31	5,53	5,57	5,43	6,40	6,51	6,43
Avril	4,06	5,21	5,28	5,51	5,58	5,42	6,39	6,52	6,42

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVII^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis ¹		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 1-1-1956		3,50		2,50		3,—		4,50		4,—		2,50		3,75		1,50
1956 Octobre ...											22	3,75				
Novembre .													22	4,—		
1957 Janvier ...	11	4,50														
Février ...							7	5,—								
Avril					11	4,—										
Mai															15	2,50
Juillet ...											17	4,25	11	5,—		
Août			23	3,50	12	5,—					16	5,—				
Septembre .	19	4,—					19	7,—								
Novembre .			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75							24	4,50				
Mars			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50					8	4,50		
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—					15	5,—		
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre .							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—	6	4,50		
Juin													8	4,—		
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50	18	3,50		
Juin													14	4,—		
Juillet ...			17	3,50												
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—	31	4,50		
Février ...							27	5,—								
Juin											4	4,50				
Juillet ...															8	2,50
Novembre .			24	4,—			23	7,—					6	5,—		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50							9	5,50		

¹ Federal Reserve Bank of New York.
Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1964 9 janvier	1965 7 janvier	1964 6 février	1965 4 février
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	9.985	13.355	17.448	20.665	17.476	20.666	17.615	21.033
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	1.314	2.546	2.627	3.370	2.621	3.352	2.597	3.420
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>		2.204	2.263	3.096	2.263	3.096	2.263	3.172
<i>Autres opérations</i>		342	364	274	358	256	334	248
Annuités de Prêt de la B.I.R.D.	—	—	630	589	630	589	630	589
Monnaies divisionnaires	18	8	28	24	22	20	18	35
Comptes courants postaux	553	481	911	920	914	1.198	790	850
Prêts à l'Etat ²	6.500	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	2.358	3.221	3.316	3.546	4.350	4.427	4.247	4.286
Portefeuille d'escompte	18.675	20.608	20.007	18.606	18.961	18.335	17.774	16.261
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i>	5.846	6.310	7.030	6.173	7.351	5.894	8.638	5.484
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	1	1	...	...	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	797	1.223	575	669	568	493	384	547
<i>Obligations cautionnées</i> .....				...		2.190		1.296
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>				6.819		5.274		5.181
<i>Autres crédits à moyen terme</i>	12.031	13.074	12.402	4.945	11.042	4.484	8.752	3.753
Effets négociables achetés en France ⁵ ..	2.878	2.412	3.220	4.546	2.678	3.480	2.973	3.945
Avances à 30 jours sur effets publics ...	187	166	72	32	107	34	17	32
Avances sur titres	74	67	71	88	70	82	73	86
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	553	870	1.656	1.689	527	715	559	923
Divers	834	885	1.468	1.497	1.407	1.299	1.153	1.439
Total ...	48.251	54.391	61.226	65.344	59.535	63.969	58.218	62.671
PASSIF								
Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	44.348	50.082	55.781	59.544	55.077	59.266	54.290	58.311
Comptes créditeurs :	2.590	2.718	3.479	3.668	2.501	2.487	2.225	2.216
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	1	...	1	1	...	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	1.561	200	238	426	281	390	240	249
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .		1.291	1.739	1.807	955	811	796	788
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.029	1.226	1.451	1.435	1.264	1.235	1.189	1.178
Capital de la Banque	150	150	250	250	250	250	250	250
Divers	1.163	1.441	1.716	1.882	1.707	1.966	1.453	1.894
Total ...	48.251	54.391	61.226	65.344	59.535	63.969	58.218	62.671

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX . 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1961 28 February	1962 28 February	1963 28 February	1964 29 February	1964 5 February	1965 10 February	1964 4 March	1965 10 March
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	---------------------	-----------------	------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.237	2.313	2.338	2.438	2.438	2.638	2.488	2.638
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin	1	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.250	2.325	2.350	2.450	2.450	2.650	2.500	2.650
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.250	2.325	2.350	2.450	2.450	2.650	2.500	2.650

Notes Issued :								
In Circulation	2.212	2.302	2.309	2.430	2.407	2.599	2.444	2.628
In Banking Department	38	23	41	20	43	51	56	22
Total ...	2.250	2.325	2.350	2.450	2.450	2.650	2.500	2.650

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	425	507	266	298	248	193	239	242
Other Securities :								
Discounts and Advances	28	44	54	32	27	110	34	108
Securities	19	20	22	25	24	25	26	27
Notes	38	23	41	20	43	51	56	22
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	511	595	384	376	343	380	356	400

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	4	4	4
Public Deposits	18	18	11	10	11	9	11	11
(including Exchequer, Savings Banks Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	155	241	—	—	—	—	—	—
Other Deposits :								
Bankers	251	249	280	276	242	266	255	283
Others Accounts	68	73	74	71	72	86	71	87
Total ...	511	595	384	376	343	380	356	400

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1961 31 December	1962 31 December	1963 31 December	1964 31 December	1964 5 February	1965 10 February	1964 4 March	1965 10 March
ASSETS								
Gold certificate account	15.445	14.430	13.819	13.505	13.819	13.092	13.774	12.986
Redemption fund for F.R. notes	1.170	1.266	1.418	1.570	1.411	1.554	1.407	1.542
Total gold certificates reserves ...	16.615	15.696	15.237	15.075	15.230	14.646	15.181	14.528
Cash	320	288	182	146	310	172	267	152
Discounts and advances	130	38	63	186	423	144	77	437
Acceptances :								
Bought outright	48	52	70	59	64	58	62	55
Held under repurchase agreement	3	58	92	35	3	73	15	60
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	3.193	2.442	4.142	6.044	3.852	6.671	4.011	6.668
Certificates	1.699	13.182	7.066	...	7.066	...	3.265	...
Notes	19.984	10.717	17.729	25.188	17.729	25.188	21.621	25.697
Bonds	3.846	4.137	4.645	5.274	4.645	5.274	4.555	4.846
Total bought outright ...	28.722	30.478	33.582	36.506	33.292	37.133	33.452	37.211
Held under repurchase agreement	159	342	11	538	83	109	...	62
Total U.S. Government securities ...	28.881	30.820	33.593	37.044	33.375	37.242	33.452	37.273
Total loans and securities	29.062	30.968	33.818	37.324	33.865	37.517	33.606	37.825
Cash items in process of collection	6.125	6.518	6.435	7.190	5.400	5.648	5.437	5.348
Bank premises	111	104	104	102	103	102	103	102
Other assets	237	357	400	552	610	564	562	503
Total assets ...	52.470	53.931	56.176	60.389	55.518	58.649	55.156	58.458

LIABILITIES

Federal Reserve notes	28.802	30.151	32.381	34.659	31.262	33.937	31.309	34.087
Deposits :								
Member bank reserves	17.387	17.454	17.049	18.086	17.479	17.335	16.874	17.250
U.S. Treasurer - general account	465	597	880	820	635	907	947	872
Foreign	279	247	171	229	137	143	136	151
Other	320	424	291	321	206	192	203	194
Total deposits ...	18.451	18.722	18.391	19.456	18.457	18.577	18.160	18.467
Deferred availability cash items	3.825	3.584	3.835	4.584	4.122	4.299	3.990	4.106
Other liabilities and accrued dividends ...	59	73	82	642	80	645	92	605
Total liabilities ...	51.137	52.530	54.689	59.341	53.921	57.453	53.551	57.265

CAPITAL ACCOUNTS

Capital paid in	445	467	497	524	504	529	508	532
Surplus	888	934	990	524	990	524	990	524
Other capital accounts .....	...	...	...	...	103	138	107	137
Total liabilities and capital accounts ...	52.470	53.931	56.176	60.389	55.518	58.649	55.156	58.458
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	126	86	92	122	92	120	97	119
Ratio of gold certificate reserves to F.R. note liability	56,7 %	51,2 %	46,3 %	42,7 %	47,5 %	42,5 %	47,5 %	41,8 % ²

¹ Consolidated statement on condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² * F.R. note liability * includes \$ 635 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1960 31 december	1961 31 december	1962 31 december	1963 31 december	1964 6 januari	1965 4 januari	1964 10 februari	1965 8 februari
ACTIVA								
Goud	5.487	5.698	5.698	5.770	5.770	6.080	5.770	6.116
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.107	484	586	1.081	1.087	1.504	937	1.322
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	40	14	7	15	18	31	22	24
Wissels, promessen schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	..	48	...	...	...	...	...	...
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	249	523	597	729	523	338	405	338
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	12	52	72	25	26	14	4	156
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	51	21	13	16	15	13	15	17
Belegging van kapitaal en reserves	174	183	183	178	178	174	179	173
Gebouwen en inventaris	1	1	1	...	1	...	1	...
Diverse rekeningen	12	8	10	11	16	36	14	24
Totaal ...	7.133	7.032	7.167	7.825	7.634	8.190	7.347	8.170

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	4.900	5.279	5.758	6.225	6.082	6.865	5.908	6.554
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.603	1.421	1.036	1.261	1.214	987	1.096	1.289
's Rijks schatkist	934	995	620	1.095	1.089	588	955	971
Banken in Nederland	519	283	283	122	90	321	102	286
Andere ingezetenen	150	143	133	44	35	78	39	32
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	59	77	112	76	72	76	78	68
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	48	71	106	70	67	70	76	65
Andere niet-ingezetenen	11	6	6	6	5	6	2	3
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	320	14	18	16	16	14	16	14
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	164	168	168	168	168	167	168	167
Diverse rekeningen	67	53	55	59	62	61	61	58
Totaal ...	7.133	7.032	7.167	7.825	7.634	8.190	7.347	8.170
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	110	69	63	62	62	65	60	64

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1961 dicembre	1962 dicembre	1963 dicembre	1964 dicembre p	1963 novembre	1964 novembre	1964 gennaio	1965 gennaio p
Oro in cassa	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Cassa ¹	13	12	25	22	20	12	21	16
Portafoglio ²	500	616	942	764	744	716	849	711
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	107	260	337	285	337	238	327	203
Prorogati pagamenti	6	12	42	51	6	—	17	—
Ufficio italiano dei cambi	1.810	2.146	1.770	2.069	1.819	1.950	1.622	2.083
Disponibilita in divisa all'estero	63	63	65	64	63	64	65	63
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	83	244	168	519	115	326	156	398
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	123	132	229	179	246	159	303	180
Partite varie	—	—	—	—	—	—	—	—
Anticipazioni temporanee al Tesoro	—	—	—	—	—	—	—	—
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	485	485	440	410	440	410	410	380
Impieghi in titoli per conto del Tesoro ...	—	—	—	—	—	—	—	—
C/c servizio tesoreria	—	—	506	559	272	552	445	740
Servizi diversi per conto dello Stato	1	—	—	29	—	32	—	55
Spese	45	56	71	63	48	53	2	3
Totale attivo ...	4.236	5.026	5.595	6.013	5.110	5.512	5.217	5.832
Circolazione dei biglietti ⁵	2.779	3.235	3.699	3.914	3.328	3.477	3.329	3.592
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	39	43	62	57	23	26	21	34
Conti correnti liberi	118	122	87	119	43	41	44	72
Conti correnti vincolati	797	988	1.305	1.459	1.308	1.550	1.392	1.728
Creditori diversi	189	237	352	391	325	356	410	394
C/c servizio tesoreria	263	320	—	—	...	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	—	18	10	—	26	—	10	—
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	4	4	5	6	5	6	5	6
Fondo di riserva straordinario	2	2	3	3	3	3	3	3
Rendite	45	57	72	63	49	53	3	2
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	—	—	1
Totale passivo e patrimonio ...	4.236	5.026	5.595	6.013	5.110	5.512	5.217	5.832
Depositanti di titoli e valori	4.775	4.845	4.273	4.884	4.729	4.697	4.126	5.008
¹ Compreso monete di Stato	6	8	5	2	6	3	5	2
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	246	298	343	363	313	364	338	366
— istituti speciali	235	290	274	279	276	272	271	266
³ Compreso anticipazioni a :								
— aziende di credito	104	256	334	282	334	236	325	200
— privati	3	4	2	2	2	2	2	2
⁴ Compresi BOT per investimento riserve obbligatorie	n.d.	81	7	90	7	94	14	36
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	3	2	2	2	1	2	2
⁶ Compresi vaglia e assegni	21	18	29	21	14	16	14	22

XX · 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1961 31 Dezember	1962 31 Dezember	1963 31 Dezember	1964 31 Dezember	1964 7 Februar	1965 5 Februar	1964 6 März	1965 5 März
AKTIVA								
Gold	14.426	14.490	15.138	16.731	15.159	16.736	15.176	16.707
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	11.387	10.929	12.894	10.770	12.591	9.467	13.459	10.052
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	292	329	417	563	342	555	341	522
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.442	2.289	2.122	2.684	2.121	2.683	2.120	2.683
<i>darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.</i>	1.038	897	751	615	750	614	750	613
<i>b) an Weltbank</i>	1.342	1.342	1.342	1.343	1.342	1.344	1.342	1.344
<i>c) an I.W.F.</i>	—	—	—	720	—	720	—	720
Deutsche Scheidemünzen	57	45	81	116	126	159	134	156
Postscheckguthaben	281	546	376	377	138	149	134	179
Inlandswechsel	1.146	1.967	1.647	2.413	1.315	3.260	1.594	4.457
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	...	125	307	65	6	30	70
Lombardforderungen	220	158	208	646	19	21	31	64
Kassenkredite	167	739	1.749	1.212	791	601	425	486
Wertpapiere	1.484	1.369	1.222	1.176	1.189	1.176	1.185	1.176
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	3.432	4.958	3.990	6.081	2.408	6.111	2.957	5.725
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	2.636	2.156	2.294	3.016	2.294	2.894	2.371	2.834
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.778	3.703	3.595	2.953	3.595	2.953	3.595	2.953
Sonstige Aktiva	307	253	406	463	223	358	231	364
	42.055	43.931	46.264	49.508	42.376	47.129	43.783	48.428

PASSIVA

Banknotenumlauf	22.992	24.147	25.426	27.692	23.657	26.082	24.620	27.329
Einlagen von	16.600	16.795	18.006	18.610	15.916	17.853	16.280	17.940
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassendämter) ...</i>	11.615	12.232	13.607	15.143	11.927	14.815	12.511	15.189
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	4.733	4.284	4.126	3.215	3.748	2.791	3.517	2.509
<i>Andere inländischen Einlegern</i>	252	279	273	252	241	247	252	242
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	368	374	270	308	331	310	329	260
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	274	353	234	257	293	279	286	230
<i>Sonstige</i>	94	21	36	51	38	31	43	30
Rückstellungen	867	950	1.076	1.260	1.076	1.260	1.076	1.260
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	588	638	701	776	701	776	701	776
Sonstige Passiva	350	737	495	572	405	558	487	573
	42.055	43.931	46.264	49.508	42.376	47.129	43.783	48.428

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1964 7 février	1965 5 février	1964 7 mars	1965 5 mars
ACTIF								
Encaisse or	11.078	11.543	12.204	11.794	11.040	11.695	11.024	11.695
Devises	842	867	1.083	1.679	929	1.314	857	1.274
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	—	—	—	431	—	174	—	129
Portefeuille effets sur la Suisse	70	124	142	163	89	92	79	77
<i>Effets de change</i>	70	79	107	138	89	92	79	77
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i> .....	...	45	35	25	...	...	...	...
Avances sur nantissement	66	72	97	78	11	10	15	10
Bons du Trésor étrangers en FS	—	207	207	432	207	432	207	432
Titres	43	43	52	65	53	66	55	66
<i>pouvant servir de couverture</i>	17	16	...	1	...	1	...	2
<i>autres</i>	26	27	52	64	53	65	55	64
Correspondants :	65	88	71	92	15	30	18	55
<i>en Suisse</i>	58	78	62	75	5	13	8	20
<i>à l'étranger</i>	7	10	9	17	10	17	10	35
Autres postes de l'actif	30	41	35	29	32	39	33	41
Total ...	12.194	12.985	13.891	14.763	12.376	13.852	12.288	13.779

PASSIF

Fonds propres	53	54	55	56	55	56	55	56
Billets en circulation	7.656	8.506	9.035	9.722	8.179	8.795	8.291	8.968
Engagements à vue	2.947	2.800	3.188	3.271	2.488	3.083	2.287	2.817
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	1.996	2.294	2.700	2.908	2.048	2.711	1.957	2.437
<i>Autres engagements à vue</i>	951	506	488	363	440	372	330	380
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	293	373	357	433	400	625	400	625
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	—	—	—	3	—	9	—	23
Autres postes du passif	210	217	221	243	219	249	220	255
Total ...	12.194	12.985	13.891	14.763	12.376	13.852	12.288	13.779

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bolletino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1963	31 décembre 1964	31 janvier 1964	31 janvier 1965	29 février 1964	28 février 1965
I. Or en lingots et monnayé	1.603	3.206	2.486	3.317	2.489	3.325
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	40	42	46	52	39	39
III. Portefeuille réescomptable	729	598	642	447	639	428
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	96	62	78	63	69	62
V. Dépôts à terme et avances :	1.666	1.752	1.354	2.080	1.422	2.163
a) à 3 mois au maximum	1.427	1.422	1.113	1.746	938	1.649
b) à 3 mois au maximum (or)	3	3	3	3	3	3
c) de 3 à 6 mois	227	229	222	248	469	424
d) de 6 à 9 mois	9	68	9	16	—	18
e) de 9 à 12 mois	—	21	7	58	12	60
f) à plus d'un an	—	9	—	9	—	9
VI. Autres effets et titres :	1.195	1.426	978	1.287	961	1.511
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	161	281	182	281	186	284
b) de 3 à 6 mois	—	3	—	3	—	—
c) de 6 à 9 mois	69	85	99	97	108	107
d) de 9 à 12 mois	41	26	21	22	16	15
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	380	744	316	589	337	873
b) de 3 à 6 mois	445	120	265	119	220	40
c) de 6 à 9 mois	14	17	3	17	21	30
d) de 9 à 12 mois	24	25	28	30	9	29
e) à plus d'un an	60	125	64	129	64	133
VII. Actifs divers	1	1	1	1	1	1
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	68	68	68
Total actif ...	5.398	7.155	5.653	7.315	5.688	7.597

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : ²

1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des postes (échus)	221	221	221	221	221	221
2. Effets de bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	76	76	76
Total ...	297	297	297	297	297	297

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1963	31 décembre 1964	31 janvier 1964	31 janvier 1965	29 février 1964	28 février 1965
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	25	26	25	26	25	26
1. Fonds de Réserve légale	12	13	12	13	12	13
2. Fonds de réserve générale	13	13	13	13	13	13
III. Dépôts (or) :	2.733	3.757	2.793	4.061	2.822	4.221
1. Banques centrales :						
a) de 9 à 12 mois	21	72	—	58	—	58
b) de 6 à 9 mois	—	—	21	20	21	21
c) de 3 à 6 mois	10	79	11	79	—	69
d) à 3 mois au maximum	764	783	524	783	534	759
e) à vue	1.825	2.518	2.052	2.795	2.078	2.845
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	—	69	—	69	—	69
d) à 3 mois au maximum	—	69	—	69	—	69
e) à vue	113	167	185	188	189	331
IV. Dépôts (monnaies) :	2.180	2.554	2.379	2.410	2.381	2.514
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	48	78	47	77	47	72
b) de 9 à 12 mois	—	26	7	53	19	64
c) de 6 à 9 mois	82	81	82	87	70	93
d) de 3 à 6 mois	364	331	415	403	257	246
e) à 3 mois au maximum	1.364	1.666	1.296	1.392	1.456	1.571
f) à vue	19	20	21	27	20	51
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	15	—	15	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	15
c) de 3 à 6 mois	6	31	19	31	49	34
d) à 3 mois au maximum	275	254	473	305	439	346
e) à vue	22	52	19	20	24	22
V. Effets :	77	415	78	414	78	427
a) de 9 à 12 mois	—	37	—	37	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	68	—	15	—	45
c) de 3 à 6 mois	—	98	—	151	—	171
d) à 3 mois au maximum	77	212	78	211	78	211
VI. Divers	54	65	49	66	53	71
VII. Comptes de profits et pertes	8	9	8	9	8	9
VIII. Provisions pour charges éventuelles	196	204	196	204	196	204
<i>Total passif ...</i>	5.398	7.155	5.653	7.315	5.688	7.597

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Dépôts à long terme :	229	229	229	229	229	229
1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités ²	153	153	153	153	153	153
2. Dépôt du Gouvernement allemand	76	76	76	76	76	76
Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)	68	68	68	68	68	68
<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'opérations internationales.

² La banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.880,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
	B.N.B. Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G. Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
	C.G.E.R. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P. Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	D.U.L.B.E.A. Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
	FEBELTEX Fédération de l'Industrie Textile Belge.
	F.I.B. Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
	I.N.S. Institut National de Statistique.
	I.R.E.S.P. Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
	I.R.G. Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E. Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.
	O.C.P. Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économiques.
	O.N.E.M. Office National de l'Emploi.
	O.N.J. Office National pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi.
	O.N.S.S. Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
	R.T.B. Radiotélévision Belge.
	R.T.T. Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	R.V.A. Régie des Voies Aériennes.
	SABENA Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B. Société Nationale des Chemins de fer Belges.
	S.N.C.I. Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.C.V. Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
	S.N.D.E. Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
1. Population	I - 1		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2		
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1953	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1		
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2		
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3		
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.			
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2		
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4		
5. Construction : données annuelles	IV - 5		
6. Construction : données mensuelles	IV - 6		
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7		
V. — Services.			
1. Transports :			
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a		
b) Navigation maritime	V - 1b		
c) Navigation intérieure	V - 1c		
2. Tourisme	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2		
VII. — Prix et indices de prix.			
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2		
3. Importations par groupes de produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		
IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1		
2. Chiffres semestriels et annuels (nouvelle série)	IX - 2		
3. Chiffres trimestriels	IX - 3		
X. — Marché des changes.			
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1		
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2		
XI. — Finances Publiques.			
1. Situation de Trésorerie	XI - 1		
2. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 2		
3. Détail des recettes fiscales	XI - 3		
4. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4		
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1960	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961	XII - 1b		
2. Mouvements des créances et des dettes en 1961	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1960 (totaux sectoriels)	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961 (totaux sectoriels)	XII - 3b		
4. Mouvement des créances et des dettes au 31 décembre 1961 (totaux sectoriels)	XII - 4		
XIII. — Organismes monétaires.			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b		
c) Banques de dépôts	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3		
4. Stock monétaire	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6		
Bilans de la B.N.B. (depuis 1959)	XIII - 6		
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 6		
7. Comptes de chèques postaux	XIII - 7		
8. Situation globale des banques	XIII - 8		
9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9		

Numérotation
des tableaux

Numérotation
des tableaux

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités de l'épargne disponible à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3

4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4a et b
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
XI - 4. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs. Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs. Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE
CH. AUSSEMS
15 SQUARE DES NATIONS, BRUXELLES 6